

EUROBAROMETRE 72.4

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

AUTOMNE 2009

RAPPORT NATIONAL

LUXEMBOURG

Sondage commandité et coordonné par la Direction générale Communication.

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs.

Eurobaromètre 72.4 - Edition standard – Automne 2009

La perception des politiques de l'UE

L'opinion des habitants du Luxembourg

Etude réalisée pour le compte de la
Représentation de la Commission européenne
au Luxembourg

Ce document ne reflète pas les points de vue de la Commission européenne
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport
sont celles de l'auteur

28 janvier 2010

Représentation de la Commission européenne au Luxembourg
Maison de l'Europe
7 rue Marché aux Herbes L-2920 Luxembourg
Tél. 4301 32925
E-mail : comm-rep-lux@ec.europa.eu

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg

Léger regain d'optimisme à l'égard de la situation économique

Le chômage reste de loin le principal problème national

Le chômage constitue le problème national le plus important dans l'opinion des personnes interrogées (52%), une stabilisation depuis le sondage Eurobaromètre du printemps 2009. La situation économique, par contre, recule de 4 points (29%) mais reste en deuxième position des inquiétudes actuelles liées au pays. Viennent ensuite la hausse des prix (24%), qui connaît une augmentation de 6 points par rapport au printemps 2009, le logement qui perd 4 points (21%), suivis par le système éducatif (14%), l'insécurité (12%) et les retraites et pensions (8%).

Le sondage Eurobaromètre 72.4 a été réalisé par la Commission européenne à l'automne 2009 dans, au total, 31 pays ou territoires : les 27 Etats membres, les trois pays candidats (Croatie, Turquie et Anc. Rép. yougoslave de Macédoine) et le territoire de la Communauté chypriote turque. Il fait le point sur la vie des citoyens et la perception que ceux-ci en ont. Sont analysées également l'image de l'Union européenne et la confiance dans les institutions politiques nationales et européennes.

L'échantillon des sondages Eurobaromètre est d'environ 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 502 personnes pour l'EB 72.4 représentatives de la population du Luxembourg (62% de personnes de nationalité luxembourgeoise et 38% de ressortissants des autres Etats membres de l'UE). Dans son commentaire, le rapport spécial, élaboré pour le compte de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, se réfère donc aux habitants ou résidents du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

Satisfaction de la vie menée et attentes à l'égard de la prochaine année

Les habitants du Luxembourg restent à 96% satisfaits de la vie qu'ils mènent (sans variation par rapport au printemps 2009). La situation actuelle de l'économie luxembourgeoise est jugée par 77% des sondés comme étant bonne (soit 7 points de plus qu'au printemps 2009). De même, la situation financière du ménage, est jugée bonne par 91% des personnes interrogées, (plus 10 points par rapport au printemps 2009 et plus 2 points par rapport à l'automne 2009). La majorité des habitants (59%) ne s'attend pas à ce que leur vie, en général, change au cours de l'année à venir et 29% des résidents du Luxembourg s'attendent à une amélioration de leur situation personnelle. Au sujet des attentes concernant la situation économique dans l'UE, l'optimisme gagne encore du terrain par rapport au printemps 2009 : plus que 39% des sondés (52% au printemps 2009, 60% à l'automne 2008) sont encore pessimistes à l'égard du futur de la situation économique dans l'Union européenne. Même constat au regard de l'emploi : 46% des sondés sont pessimistes (contre 51% au printemps 2009 et 57% à l'automne 2008) et 9% (recul d'un point par rapport au printemps 2009) estiment que la situation financière de leur ménage se dégradera. Enfin, 4% d'entre eux, pensent que leur situation professionnelle sera moins bonne dans les 12 prochains mois (une perte ici encore de 3 points par rapport au printemps 2009, qui était de 7%). Enfin, si 32% des sondés étaient d'avis, au printemps 2009, que les choses allaient dans la bonne direction dans l'UE, le taux grimpe à 46% à l'automne de l'année 2009.

La perception de l'Union européenne

Nous observons, d'une part, une baisse de 5 points, par rapport au printemps 2009, des sondés estimant que l'appartenance du pays à l'UE est une bonne chose, puisque 74% d'interrogés sont de cet avis (79% au printemps 2009). D'autre part, 72% continuent à penser que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE; Par ailleurs, 80% des sondés sont favorables à l'euro (recul de 6 points par rapport au printemps 2009). L'image de l'UE se renforce encore un peu plus au Luxembourg par rapport à la moyenne des pays de l'UE : 66% des résidents, en effet, estiment que celle-ci est bonne (56% au printemps 2009), soit 18 points de plus que pour la moyenne européenne à l'automne 2009 (48%). A hauteur de 90%, les sondés au Luxembourg sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays et 75% le sont pour ce qui est du fonctionnement de la démocratie au sein de l'UE.

Le développement de l'Union européenne et ses perspectives

Si 74% des habitants du Luxembourg estiment que l'UE a grandi trop vite, 81% sont tout de même d'avis que ce qui rapproche les citoyens des différents pays est plus important que ce qui les sépare. Mais bien que 85% des résidents du Luxembourg pensent que l'UE est indispensable pour répondre aux défis mondiaux, 45% d'entre eux sont d'accord sur l'idée qu'aujourd'hui l'UE manque d'idées et de projets. Enfin, 54% des sondés se positionnent contre l'idée d'un élargissement à d'autres pays dans les années à venir et 43% d'entre eux sont pour une vitesse de construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans les autres.

La confiance accordée aux institutions européennes et nationales

Pour ce qui est de la confiance des habitants du Luxembourg dans les institutions nationales, nous observons un recul général de celle-ci : le degré de confiance est de 68% en ce qui concerne le Gouvernement (77% au printemps 2009, soit pendant la période d'élections législatives) et de 59% pour la Chambre des Députés (67% au printemps 2009). Vis-à-vis de l'UE, la confiance gagne du terrain : le taux s'élevait à 47% à l'automne 2008, à 55% au printemps 2009 et à 62% à l'automne de la même année. Les institutions européennes ont une notoriété élevée qui est supérieure au Luxembourg qu'au niveau communautaire. Le Parlement européen connaît une hausse de 5 points entre le printemps 2009 et l'automne 2009 (61% à 66%), les taux pour la Banque centrale européenne restent stables à 60%, la Commission européenne passe d'un taux de 53% de confiants au printemps 2009 à 59% à l'automne 2009. Le Conseil de l'UE rassemble quant à lui 56% des sondés, soit 15 points de plus que la moyenne européenne (41%).

L'Union européenne dans la crise financière et économique

Selon 61% des résidents du Luxembourg, l'impact de la crise sur l'emploi n'a pas encore atteint son apogée et le pire reste à venir. A côté de l'UE (34%), les sondés pensent qu'une solution efficace passe, à hauteur de respectivement 20% chacun, par le G20 et par le Gouvernement national. Les mesures pour faire face à la crise sont, d'après 40% des sondés, le soutien aux petites et moyennes entreprises, ainsi que l'investissement dans l'éducation, la formation et la recherche (37%). Pour répondre aux principaux défis mondiaux, l'UE devrait, selon 52% des sondés, mettre l'accent sur l'égalité sociale et la solidarité, ainsi que sur la protection de l'environnement (47%). Dans le cadre de la réforme du système financier dans l'UE, 27% des sondés sont d'avis qu'il faudrait donner la priorité à la responsabilité des managers dans le secteur financier, notamment sur la question des bonus.

Les valeurs au sein de l'UE

Les trois valeurs qui représentent le mieux l'UE aux yeux des sondés sont : la paix, à hauteur de 48%, suivie de la démocratie et des Droits de l'Homme (43% chacun). Si 50% des résidents du Luxembourg pensent que la croissance économique devrait être une priorité pour leur pays, même si cela a un impact sur l'environnement, ils sont 72% à penser que protéger l'environnement devrait être une priorité pour le pays, même si cela a un impact sur la croissance économique. Dans le contexte de la crise financière et économique, le rétablissement économique devrait être, selon 63% des sondés, une priorité pour l'UE, suivi de la lutte contre le changement climatique (50%). Enfin, 44% des sondés pensent que l'UE devrait focaliser son attention dans ses relations avec le reste du monde sur la pauvreté (44%), le maintien de la paix (37%) et le changement climatique (33%).

Sommaire

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg	3
Eurobaromètre, des sondages réguliers	7
Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg ..	8
I. Aperçu de l'opinion	9
I.1. Vie et situation personnelle.....	9
I.2. L'évaluation de la situation actuelle.....	12
I.3. Les attentes pour l'avenir	16
I.4. Les inquiétudes des citoyens	24
II. La perception de l'Union européenne	30
II.1. Les bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union européenne.....	30
II.2. L'image de l'Union européenne	35
II.3. Le fonctionnement de la démocratie.....	36
II.4. Le fonctionnement de l'Union européenne et la prise en compte des intérêts nationaux...	37
II.5. Le développement de l'Union européenne et ses perspectives	39
II.6. L'élargissement de l'Union européenne et sa vitesse de construction.....	40
III. La confiance accordée aux institutions et à l'Union européenne	42
III.1. Les institutions européennes et l'Union européenne.....	42
III.2. Les institutions nationales	46
IV. L'Union européenne dans le paysage actuel	52
IV.1. L'Union européenne et la crise financière et économique.....	52
IV.2. Les mesures pour faire face à la crise économique et aux défis mondiaux	54
IV.3. Les valeurs au sein de l'Union européenne.....	57
IV.4. Les actions prioritaires du pays et de l'Union européenne.....	60
IV.5. L'Union européenne face aux défis mondiaux	65
EUROBAROMETRE STANDARD 72	68

Eurobaromètre, des sondages réguliers

Un échantillon de 502 personnes au Luxembourg tenant compte de la diversité démographique

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et en automne, depuis 1973, pour le compte de la Direction générale Communication de la Commission européenne. Le présent Eurobaromètre 72.4 a été effectué au Luxembourg entre le 23 octobre et le 18 novembre 2009.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus dans chaque pays. L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon pondéré composé de 502 personnes pour l'EB 72.4, dont 62% sont de nationalité luxembourgeoise et 38% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE.

Vu la part très élevée de ressortissants étrangers, le présent rapport doit tenir compte de cette particularité du Luxembourg en se référant, dans son commentaire, aux résidents ou habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise et qui comprend donc tous les citoyens originaires des Etats membres de l'Union européenne.

Il est bien sûr indispensable de tenir compte dans la lecture des chiffres pour le Luxembourg du contexte économique international défavorable de l'automne 2009.

La première partie présente un aperçu de la vie et de la situation personnelle des résidents du Luxembourg. Y sont notamment traitées leur satisfaction, leurs attentes, leur perception dans certains domaines tels que, par exemple, la situation de l'économie, de l'emploi, de l'environnement ou la qualité de vie au Luxembourg ainsi que les difficultés que traverse le pays et les inquiétudes des résidents.

La deuxième partie analyse l'attitude générale par rapport à l'appartenance à l'Union européenne et le bénéfice qui en est tiré, ainsi que l'opinion des sondés à l'égard de l'euro. Sont abordés également l'image de l'Union européenne ainsi que l'évaluation du fonctionnement de la démocratie et la prise en compte des intérêts nationaux. Enfin, un regard est porté sur le développement de l'UE et ses perspectives d'élargissement.

La troisième partie analyse la confiance que les résidents du Luxembourg accordent aux institutions nationales et européennes.

La quatrième partie traite des thématiques actuelles, à savoir, l'Union européenne dans la crise financière et économique ainsi que les mesures ou réformes pour y faire face et pour répondre aux défis mondiaux. Sont abordées également les valeurs qui comptent le plus aux yeux des sondés et celles qui représentent le mieux l'Union européenne, et aussi les actions prioritaires de cette dernière en général et dans la perspective de la lutte contre le changement climatique ou du soutien à la croissance. Finalement, seront abordés les défis mondiaux sur lesquels l'Union européenne devra focaliser son attention dans ses relations avec le reste du monde.

Les chiffres mentionnés dans le présent rapport pour l'Union européenne se réfèrent aux résultats relevés auprès des citoyens de l'UE-27. Le rapport de l'Eurobaromètre 72.4, couvrant plus spécialement le Luxembourg, a été élaboré par TNS ILRES Luxembourg.

Le rapport global ainsi que les rapports sur les autres Etats membres sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne: http://ec.europa.eu/comm/public_opinion/

Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg

L'échantillon luxembourgeois pour le présent sondage est composé de 502 personnes, dont 62% sont de nationalité luxembourgeoise. Les ressortissants de tous les autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit :

BE	Belgique	3%
DE	Allemagne	2%
FR	France	9%
IT	Italie	5%
PT	Portugal	15%
autres	autres citoyens issus de l'UE	4%
total		38%

Répartition par sexe :

Hommes	49%
Femmes	51%

Répartition par classe d'âge :

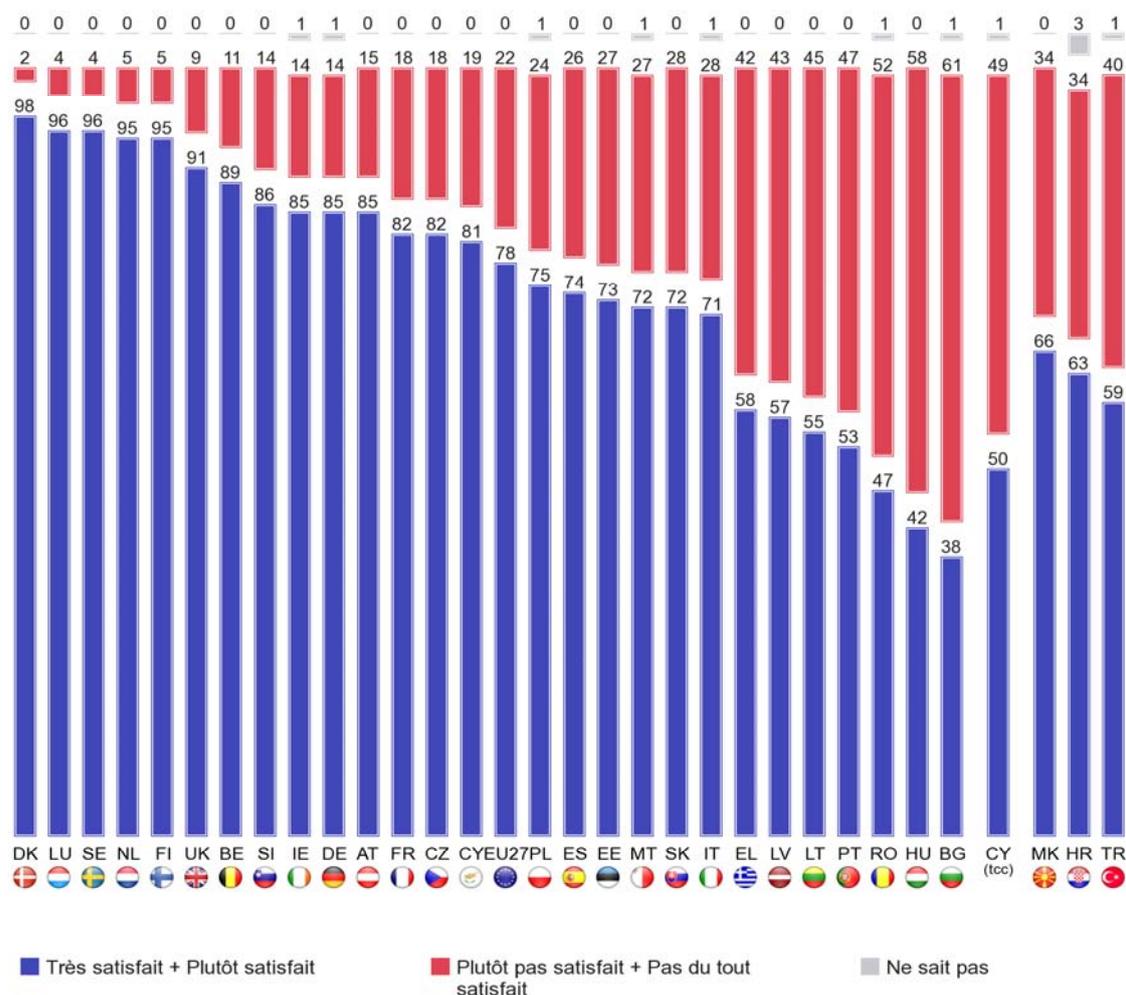
15-24 ans	14%
25-39 ans	27%
40-54 ans	29%
+ 55 ans	30%

I. Aperçu de l'opinion

Les résidents du Luxembourg sont satisfaits à 96% de la vie qu'ils mènent dont 43% de *très satisfaits* (plus 3 points par rapport au printemps 2009 (EB 71.3)). La situation économique dans le monde est jugée *mauvaise* par 73% des sondés au Luxembourg et près de la moitié (49%) le pense à l'égard de l'économie européenne. Par contre, 77% des sondés estiment que la situation de l'économie luxembourgeoise est *bonne* (plus 7 points par rapport au printemps 2009). La situation professionnelle personnelle des sondés est considérée *bonne* par 66% d'entre eux et 91% des interrogés considèrent la situation de leur ménage *bonne*. La tendance majoritaire pour les douze prochains mois pour les sondés au Luxembourg continue d'être celle de penser que leur vie ne va pas connaître de changements (59%). En perte de vitesse de 6 points, 34% des sondés sont d'avis que la situation économique du Luxembourg sera *moins bonne* l'année à venir, et 33% qu'elle sera *meilleure* (plus 8 points par rapport à l'EB 71.3). La situation de l'emploi compte près d'un tiers des sondés pensant qu'elle sera *meilleure* (29%), contre 46% qu'elle sera *moins bonne*. *Le chômage* (52%) continue d'occuper la première place des préoccupations actuelles que rencontre le Luxembourg selon ses résidents ainsi que *la situation économique* (29%). Les inquiétudes personnelles concernent quant à elles : *la hausse des prix* pour 28% des sondés, *le chômage* pour 20% des sondés, et *le système éducatif du pays*, pour 17% des sondés.

I.1. Vie et situation personnelle

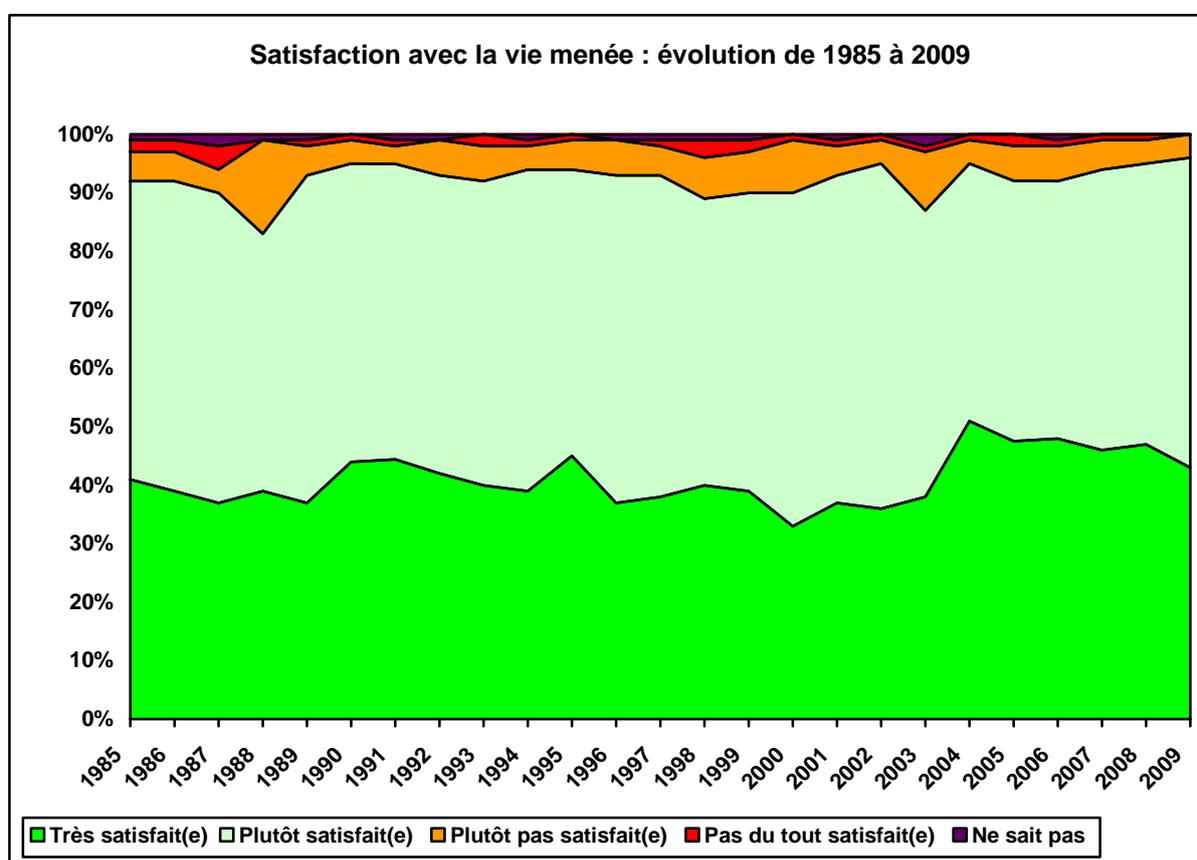
QA1. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez?



La moyenne européenne nous révèle une tendance générale à la satisfaction de la vie menée par les sondés : 78% des sondés européens se déclarent *très ou plutôt satisfaits* en ce qui concerne la vie qu'ils mènent, contre 22% qui se disent *plutôt pas satisfaits* ou *pas du tout satisfaits*. Les pays atteignant ou dépassant les 95% de sondés se déclarant *très ou plutôt satisfaits* sont dans l'ordre : le Danemark (98%), le Luxembourg (96%) ex aequo avec la Suède (96%) et les Pays-Bas (95%) ex aequo avec la Finlande (95%).

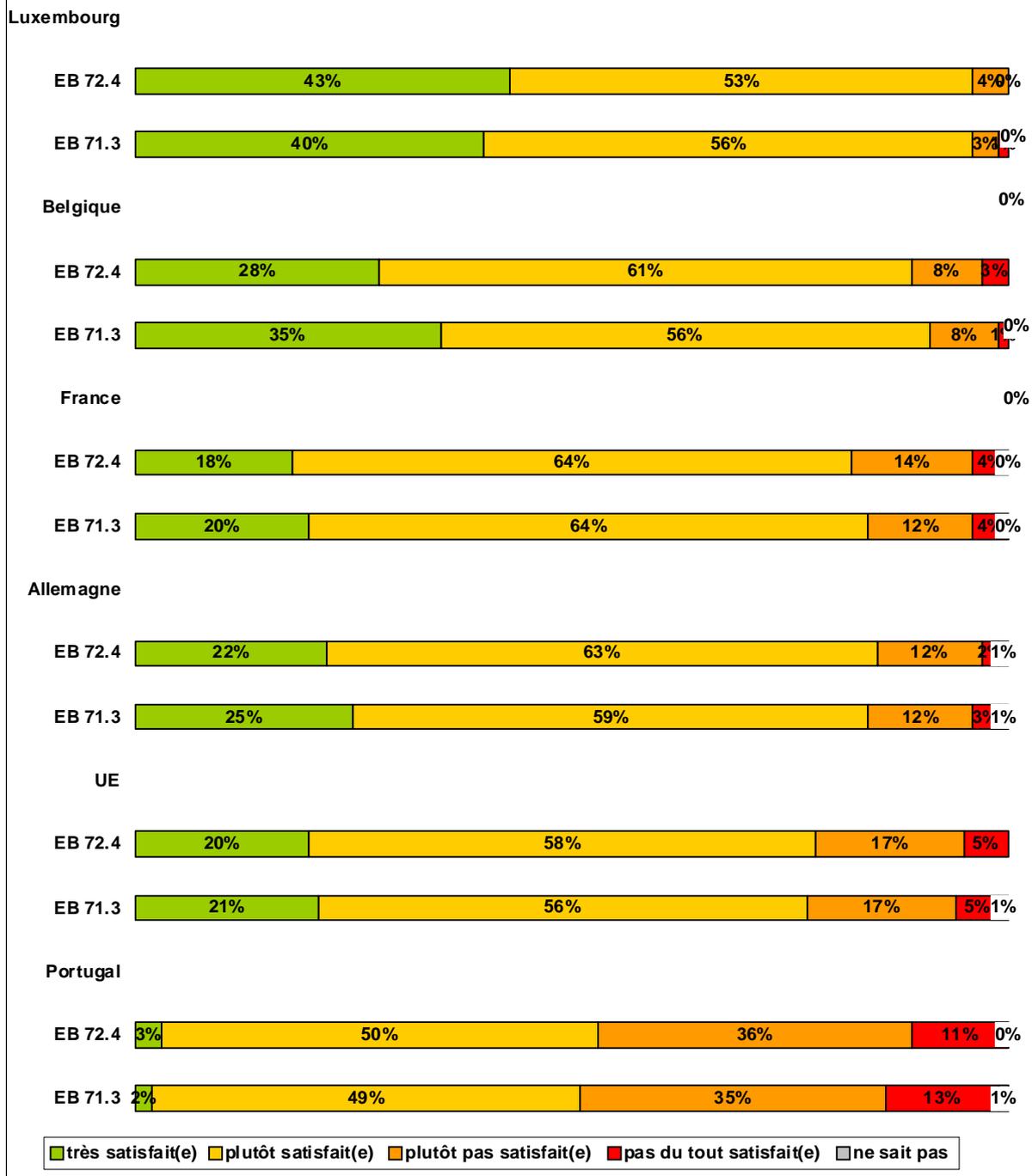
Parallèlement à ces taux très élevés, nous trouvons, pour ces mêmes pays, des taux d'insatisfaction très faibles : 2% pour le Danemark, 4% respectivement pour le Luxembourg et la Suède, et 5% pour les Pays-Bas et la Finlande.

Les pays comptant les taux de satisfaction les plus faibles sont : avec 47% des sondés *très ou plutôt satisfaits*, la Roumanie (47%), la Hongrie (42%) et enfin la Bulgarie (38%). Ces trois pays comptent les pourcentages les plus élevés d'insatisfaits : c'est le cas de la Roumanie avec plus de la moitié des sondés (52%), de la Hongrie (58%) et de plus de deux tiers des sondés de la Bulgarie (61%).



Avec un taux de satisfaction de 96%, le Grand-duché de Luxembourg garde la deuxième position dans le classement européen. Si le passage de 2008 à 2009 est caractérisé par une perte de 7 points du taux des *plutôt satisfaits* et d'un point des *très satisfaits*, le taux pour l'automne 2009 augmente sensiblement de 3 points par rapport au printemps 2009, pour passer à 43%, au détriment des *plutôt satisfaits* qui perdent 3 points, passant à 53% au lieu de 56%. Nous ne notons pas de variations pour ce qui concerne les taux d'insatisfaits, pour ces mêmes périodes.

**Satisfaction générale avec la vie menée:
le Luxembourg et ses voisins par rapport à l'UE et au Portugal**

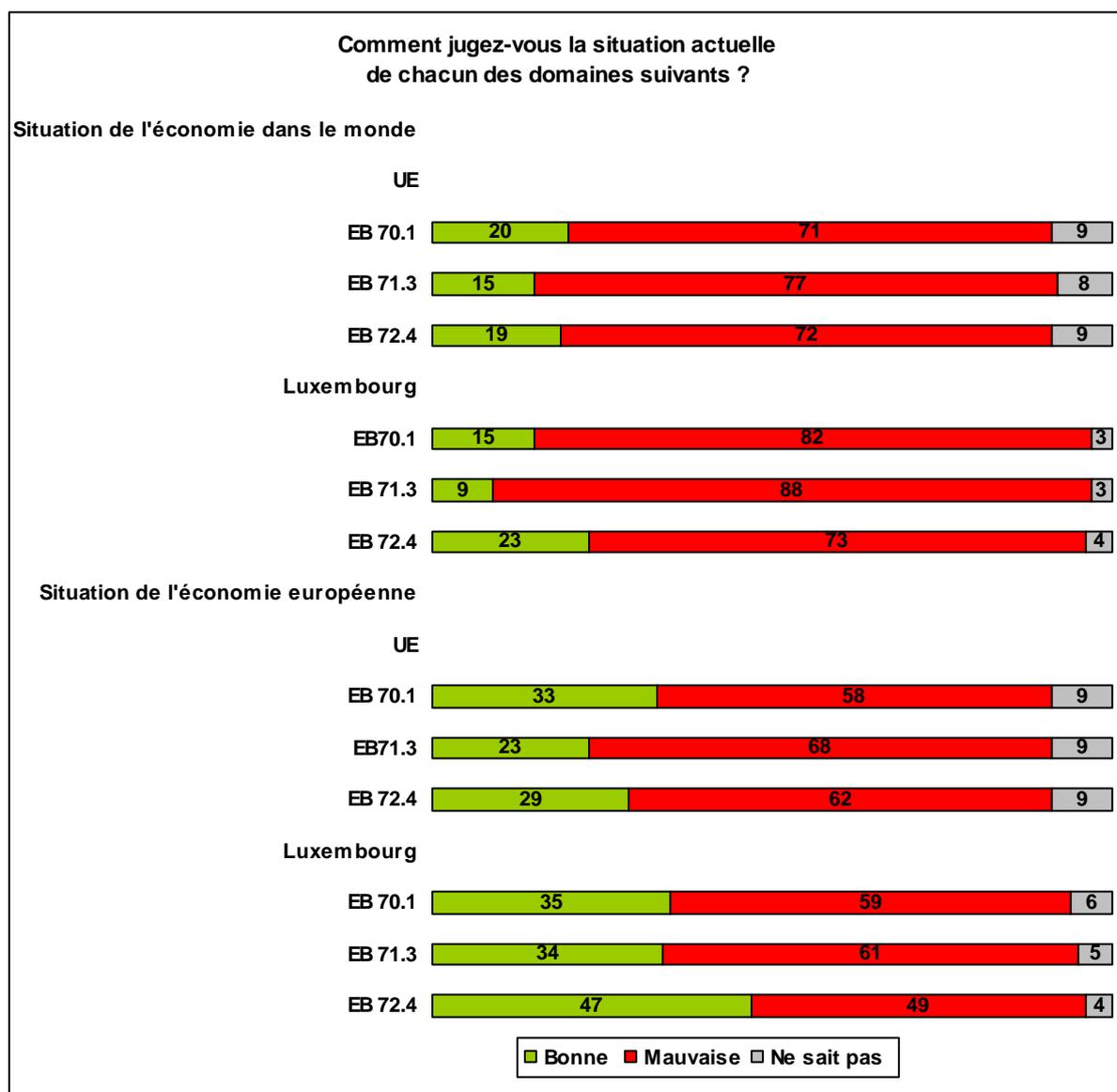


Les chiffres pour la moyenne européenne ne connaissent pas de grandes variations entre la période du printemps 2009 et de l'automne 2009. On enregistre ainsi un point de plus pour les sondés se déclarant *très satisfaits* (de 20% à 21%), plus 2 points pour la part des sondés *plutôt satisfaits* (de 56% à 58%), la variable des *plutôt pas satisfaits* reste stable (17%), ainsi que celle des *pas du tout satisfaits* (5%). Pour ce qui est du Luxembourg, l'augmentation entre l'EB 71.3 et l'EB 72.4 du taux des sondés se déclarant *très satisfaits* (de 40% à 43%) au détriment de celui des *plutôt satisfaits* (de 56% à 53%) n'est pas généralisée à ses pays voisins. Si le taux pour le Luxembourg des *plutôt pas satisfaits* augmente d'un point (4%), le pourcentage est nul en ce qui concerne le taux de sondés se déclarant *pas du tout satisfaits*. Le mouvement est inverse en ce qui concerne la Belgique, où le taux

des sondés *très satisfaits* diminue de 7 points entre l'EB 71.3 et l'EB 72.4 (de 35% à 28%), au bénéfice du taux des *plutôt satisfaits* (de 56% à 61%). On ne note, également pour ce pays, aucune variation dans le pourcentage des sondés *plutôt pas satisfaits* (8%), et une légère augmentation (plus 2 points), de la part des *pas du tout satisfaits* (de 1% à 3%). La France, quant à elle, enregistre une baisse de 2 points des sondés se déclarant *très satisfaits*, le taux reste stable en ce qui concerne la part des *plutôt satisfaits* (64%) et des *pas du tout satisfaits* (4%). Notons enfin, pour ce pays, une augmentation de 2 points de la part des sondés *plutôt pas satisfaits* (de 12% à 14%). Pour ces mêmes périodes, l'Allemagne perd 3 points du taux de sondés *très satisfaits* (de 25% à 22%) au bénéfice de la part des sondés se déclarant *plutôt satisfaits* (de 59% à 63%). Le taux de sondés de ce pays *plutôt pas satisfaits* ne varie pas (12%) et enfin on observe une diminution d'un point du pourcentage de sondés *pas du tout satisfaits* (de 3% à 2%).

Le Portugal ne connaît que de très légères variations pour ces mêmes périodes. Il gagne un point dans le taux des *très satisfaits* (de 2% à 3%), et un point parmi les sondés se déclarant *plutôt satisfaits* (de 49% à 50%). Le taux des *plutôt pas satisfaits* passe lui aussi à un point de plus (de 35% à 36%), et perd finalement deux points dans la part des *pas du tout satisfaits* (de 13% à 11%).

I.2. L'évaluation de la situation actuelle

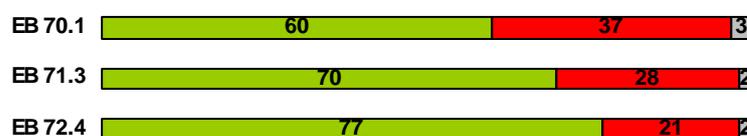


Pour ce qui est de l'évaluation de la part des sondés de la situation de l'économie dans le monde et européenne, on peut noter des tendances qui se dessinent dans la comparaison des périodes entre l'automne 2008, le printemps 2009 et l'automne 2009, pour ce qui de la moyenne européenne et du Luxembourg. Pour la moyenne européenne, le taux de sondés estimant la situation de l'économie dans le monde *bonne*, s'élève à 20% à l'automne 2008, pour baisser à 15% au printemps 2009 et remonter à 19% à l'automne 2009. Au Luxembourg, le taux passe de 15% à 9% entre les deux premières périodes pour enfin remonter à 23 % à l'automne 2009. La part des sondés estimant que la situation est *mauvaise* pour ces trois périodes connaît le mouvement inverse. Pour la moyenne européenne, le taux de sondés de cet avis est de 71% à l'automne 2008, puis ce taux monte jusqu'à 77% au printemps 2009 pour connaître ensuite une baisse à 72% à l'automne 2009. Même logique de variation en ce qui concerne le Luxembourg : le taux est de 82% à l'automne 2008, pour passer à 88% au printemps 2009 et enfin à 73% à l'automne 2009. Pour ces deux dimensions, les taux de sondés jugeant la situation de l'économie dans le monde *mauvaise* ont été les plus élevés lors des résultats du printemps 2009, soit pour l'EB 71.3.

L'évaluation de la part des sondés de la situation de l'économie européenne au regard de ces trois périodes présente moins de similitudes entre les deux niveaux. Dans la moyenne européenne, si 33% des sondés jugeaient, à l'automne 2008, l'économie européenne *bonne*, ce taux baisse à 23% au printemps 2009 (soit une baisse de 10 points), et remonte ensuite de 6 points à l'automne 2009 (29%). Pour ce même jugement, le Luxembourg connaît une très légère baisse de ces taux entre l'automne 2008 et le printemps 2009, à savoir, de 35% les taux passent à 34%, pour augmenter très significativement à l'automne 2009 jusqu'à 47% (soit une hausse de 13 points). La part des sondés, jugeant la situation de l'économie européenne *mauvaise*, est de 58% pour la moyenne européenne à l'automne 2008, puis elle connaît une hausse accentuée à 68% pour enfin légèrement se réduire à 62% à l'automne 2009. L'augmentation entre la première et la deuxième période est moins accentuée pour ce qui est du Luxembourg : le taux passe de 59% à l'automne 2008 à 61% au printemps 2009 et recule fortement à l'automne 2009 à 49%, soit une baisse de 12 points. La morosité de la part des sondés a donc été bien plus perceptible en ce qui concerne la situation de l'économie dans le monde et la situation de l'économie européenne au printemps 2009. Les chiffres confirment ainsi, pour l'automne 2009, un élan d'optimisme parmi une partie des sondés.

**Comment jugez-vous la situation actuelle au Luxembourg
pour chacun des domaines suivants ?**

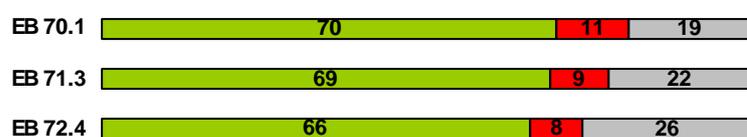
La situation de l'économie luxembourgeoise



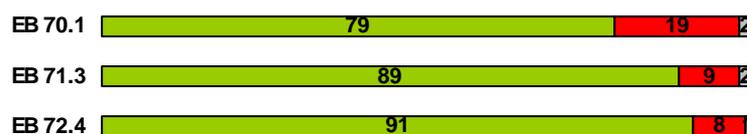
La situation de l'emploi dans pays de résidence



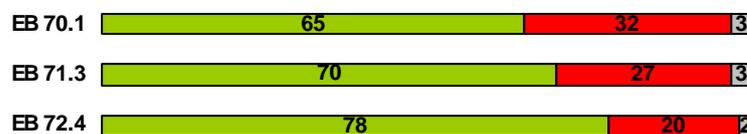
Votre situation professionnelle



La situation financière de votre ménage



La situation de l'environnement



■ Bonne ■ Mauvaise ■ Ne sait pas

En ce qui concerne la situation de l'économie luxembourgeoise, nous pouvons remarquer une tendance régulière à l'accroissement de l'optimisme, entre l'automne 2008 et l'automne 2009. Les taux de sondés jugeant la situation de l'économie luxembourgeoise *bonne*, entre ces périodes, passent de 60% à 70% pour atteindre 77% à l'automne 2009. Dans une logique similaire, la part des sondés jugeant la situation *mauvaise* recule pour ces mêmes périodes : elle est de 37% à l'automne 2008, puis de 28% au printemps 2009 et enfin de 21% à l'automne 2009.

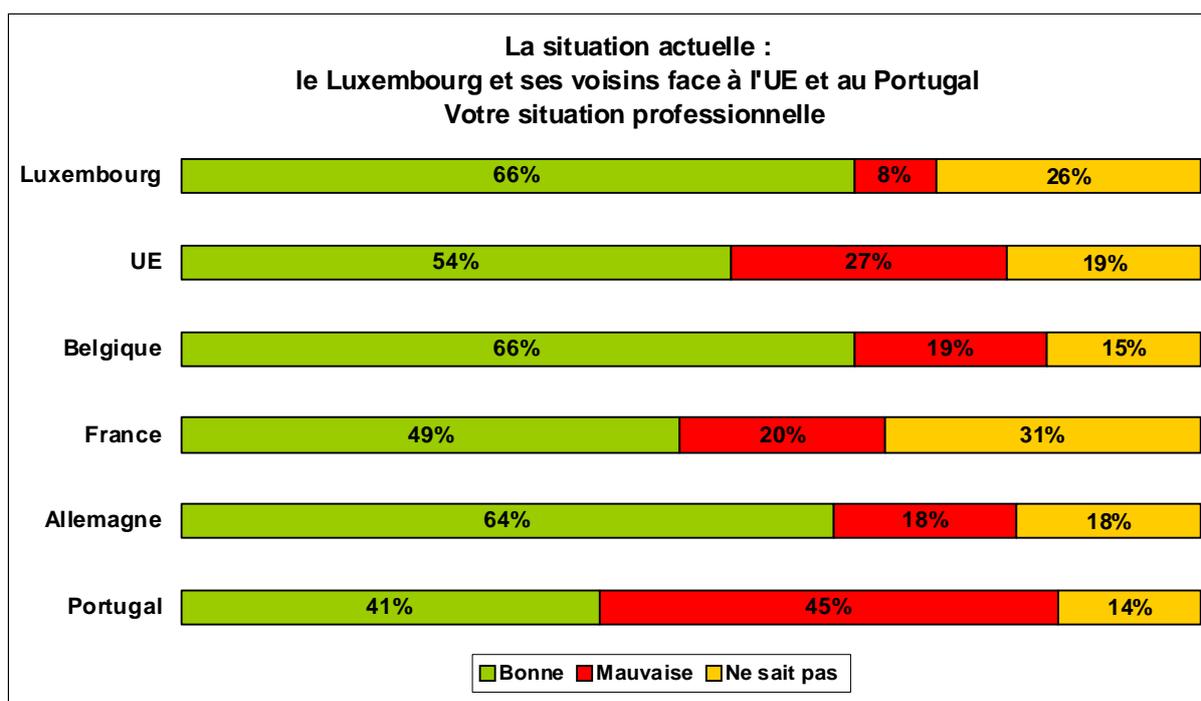
La situation de l'emploi au Luxembourg connaît aussi une hausse, mais cependant moins prononcée, du taux des sondés la jugeant *bonne* : elle est de 44% à l'automne 2008, puis passe timidement à 45% au printemps 2009 pour atteindre 51% à l'automne 2009 (soit une hausse de 6 points). Si, entre l'automne 2008 et le printemps 2009, la part des taux de sondés estimant la situation *mauvaise* ne varie guère (de 52% à 53%), celle-ci décroît à 47% pour la période d'automne 2009, soit une baisse de 6 points, alimentant la part des sondés jugeant la situation de l'emploi au Luxembourg, *bonne*.

Quant à la situation professionnelle personnelle des sondés, elle connaît une baisse légère mais régulière de sondés l'estimant *bonne* : ils étaient 70% à l'automne 2008, 69% au printemps 2009 et 66% à l'automne 2009. La part des sondés jugeant leur situation professionnelle *mauvaise* connaît, elle aussi, une baisse pour ces périodes : de 11% pour l'EB 70.1, on passe à 9% pour l'EB 71.3 puis à

8% pour l'EB 72.4. La part des sondés qui gagne en pourcentage tout au long de ces trois périodes est bien celle des indécis : de 19% on passe à 22% et enfin à 26% à l'automne 2009 de sondés qui ne se prononcent pas. Soit près d'un tiers des sondés ne se voit pas en mesure de juger leur situation professionnelle, traduisant par là, un sentiment de méfiance.

La situation financière du ménage reflète une augmentation de la part des sondés jugeant cette dernière de manière positive : alors qu'ils étaient 79% à l'automne 2008 à la juger de cette manière, ils sont 10% de plus à le faire au printemps 2009 et 91% à l'automne 2009. La part des sondés jugeant cette situation de manière négative décroît quant à elle : on passe ainsi de 19% à l'automne 2008, à 9% au printemps 2009 puis à 8% à l'automne 2009 : soit une baisse entre la première et la dernière période de 11 points. Une explication à cette tendance peut-être celle qu'un environnement international de crise financière permet une certaine relativisation de la situation financière du ménage au Luxembourg.

Enfin, la part des sondés estimant la situation de l'environnement au Luxembourg *bonne* augmente au travers des saisons : elle bondit de 5 points entre l'automne 2008 et le printemps 2009 (de 65% à 70%) et gagne encore 8 points à l'automne 2009 (78%). Le taux de sondés estimant la situation de l'environnement *mauvaise* au Luxembourg décroît : elle est de 32% à l'automne 2008, puis perd 5 points au printemps 2009 (27%) pour arriver à 20% à l'automne 2009 (moins 7 points).

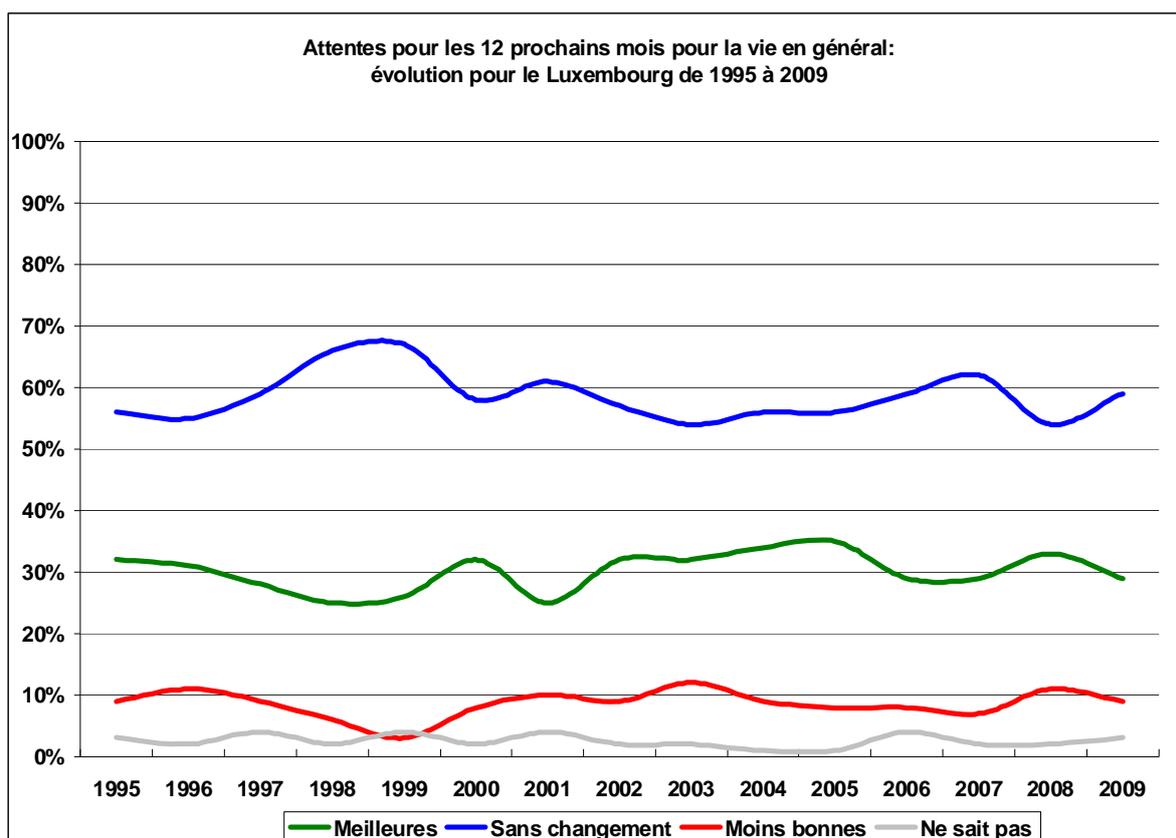


L'analyse de l'évaluation de la situation professionnelle par les sondés du Luxembourg, des pays voisins et du Portugal révèle que la part des sondés la plus forte à la juger *bonne* concerne le Luxembourg et la Belgique, respectivement 66% chacun. Soit 12 points au-dessus de la moyenne européenne pour cette même variable (54%). L'Allemagne se positionne elle aussi au-dessus de cette moyenne : 64% de résidents de cet avis (soit 10 points au-dessus). La France compte 49% de sondés de ce même avis (5 points en dessous de la moyenne européenne) et le Portugal, 41% (13 points en dessous de la moyenne européenne).

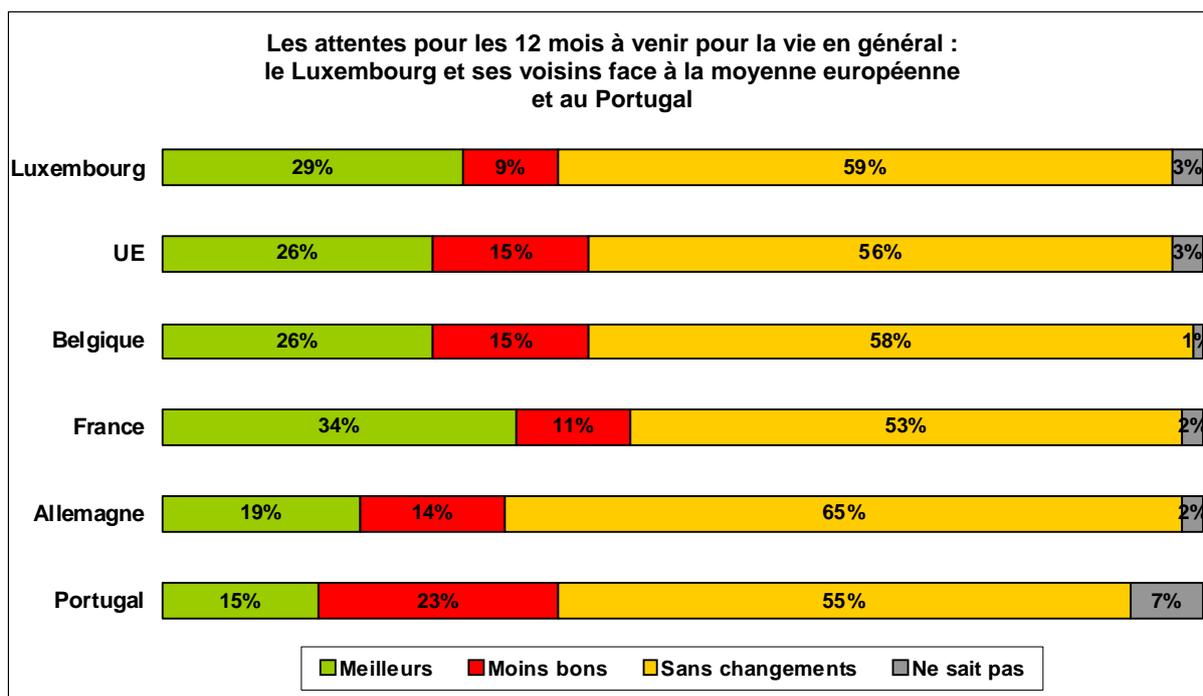
L'évaluation négative de la situation professionnelle personnelle concerne un taux très élevé au Portugal avec 45% des sondés, près de la moitié d'entre eux considèrent en effet leur situation professionnelle *mauvaise*. La moyenne européenne étant de 27%, la France s'en éloigne cette fois-ci

de 7 points en dessous (20%), la Belgique de 8 points (19%), l'Allemagne de 9 points (18%) et le Luxembourg apparaît comme le pays comptant un taux de sondés évaluant négativement leur situation professionnelle le moins élevé, avec 19 points en dessous de la moyenne européenne (8%). Nous observons, finalement, que la part des indécis à ce sujet est assez grande en général, traduisant également ici une tendance à la méfiance. La moyenne européenne de la part des indécis étant de 19%, celle-ci oscille autour des 15% en ce qui concerne le Portugal (14%), la Belgique (15%) et l'Allemagne (18%). Les deux pays comptant le nombre le plus élevé de sondés ne se prononçant pas au sujet de leur situation professionnelle personnelle sont : le Luxembourg avec 26% (soit près du tiers des sondés) et plus loin la France qui, avec 31%, enregistre le taux le plus élevé.

I.3. Les attentes pour l'avenir



Si, au travers de ce graphique, nous pouvons observer que la courbe représentant la part des sondés estimant que leur vie en général sera meilleure est en décroissance pour l'automne 2009 (passant de 33% à 29% entre 2008 et 2009), une même tendance se dessine en ce qui concerne la courbe des sondés pensant que leur vie en général sera moins bonne (passant de 11% en 2008 à 9% en 2009). A noter enfin que le taux de sondés estimant que leur vie en général ne connaîtra pas de changement est en augmentation pour 2009 : elle gagne 5 points par rapport à l'année 2008.

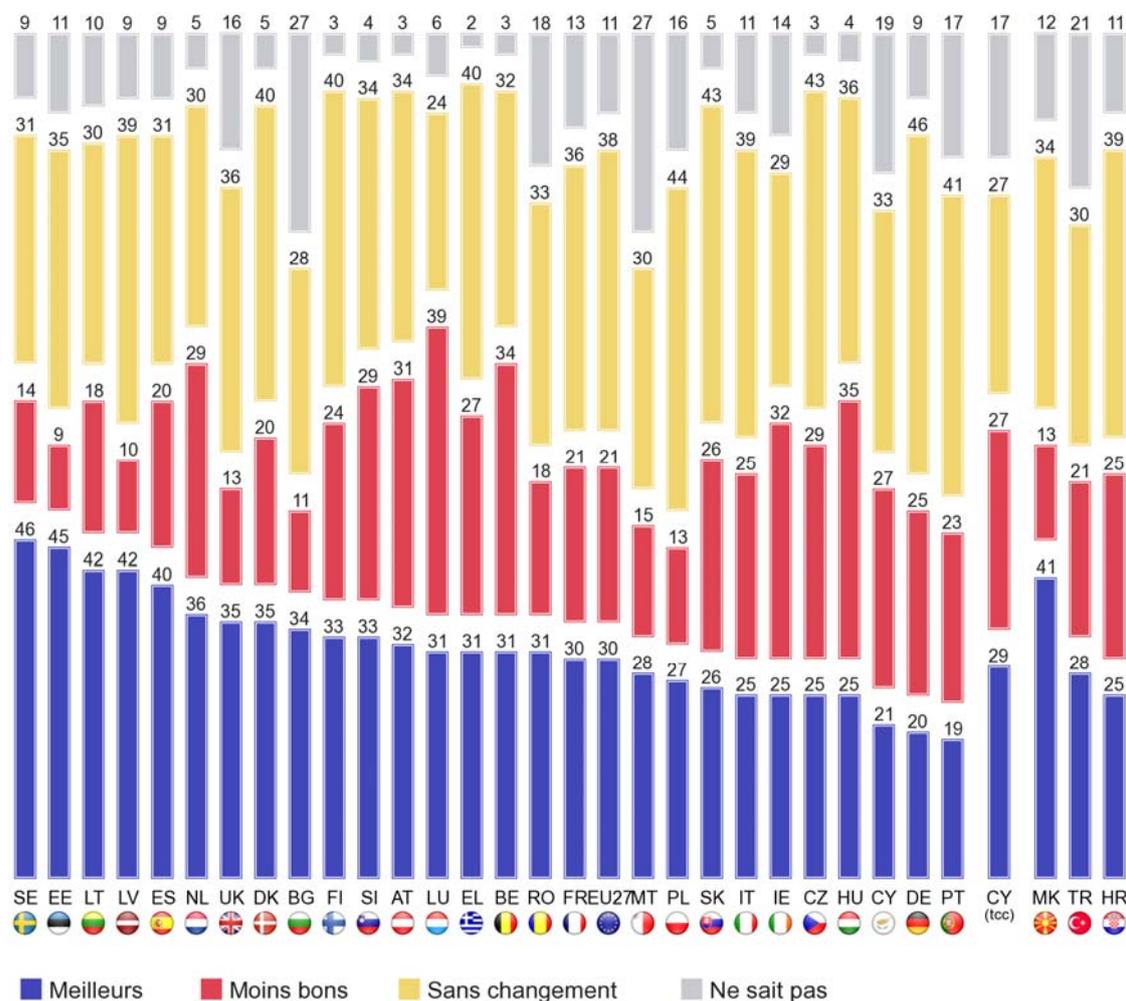


Pour ce qui est de l'évolution de leur vie en général au cours des 12 prochains mois, la moyenne européenne compte 26% de sondés optimistes, contre 15% qui pensent que l'année à venir sera moins bonne et 56% de sondés estimant que leur vie en général ne connaîtra pas de changements. Si la Belgique s'aligne sur cette moyenne avec 26% de sondés optimistes, le Luxembourg compte 3 points de plus avec 29% et la France 8 points de plus que la moyenne européenne, avec 34%. L'Allemagne avec 19% et le Portugal avec 15% se situent en dessous de cette moyenne européenne, avec respectivement 7 points et 11 points en dessous de celle-ci.

Le Portugal se distingue plutôt fortement du Luxembourg et de ses voisins en ce qui concerne les taux de sondés pessimistes à l'égard de cette question. Avec 23%, ce pays se positionne en effet, 8 points au-dessus de la moyenne européenne. La Belgique et l'Allemagne se situent aux alentours de cette moyenne européenne avec respectivement 15% et 14% de sondés pessimistes à l'égard de leurs attentes pour les 12 mois à venir pour leur vie en général. Pour ce qui est de la France et du Luxembourg, le taux de sondés pessimistes se situe en dessous de la moyenne européenne : respectivement 11% pour le premier et 9% pour le deuxième. Pour l'ensemble des pays voisins du Luxembourg, la tendance à répondre 'sans changements' est généralisée et concerne plus de la moitié des sondés du Portugal (55%) et de la France (53%). Le taux se rapproche des deux tiers pour la moyenne européenne (56%), comme c'est le cas pour la Belgique (58%), le Luxembourg (59%) et dépasse les deux tiers en ce qui concerne les sondés résidents de l'Allemagne (65%).

QA4.6. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

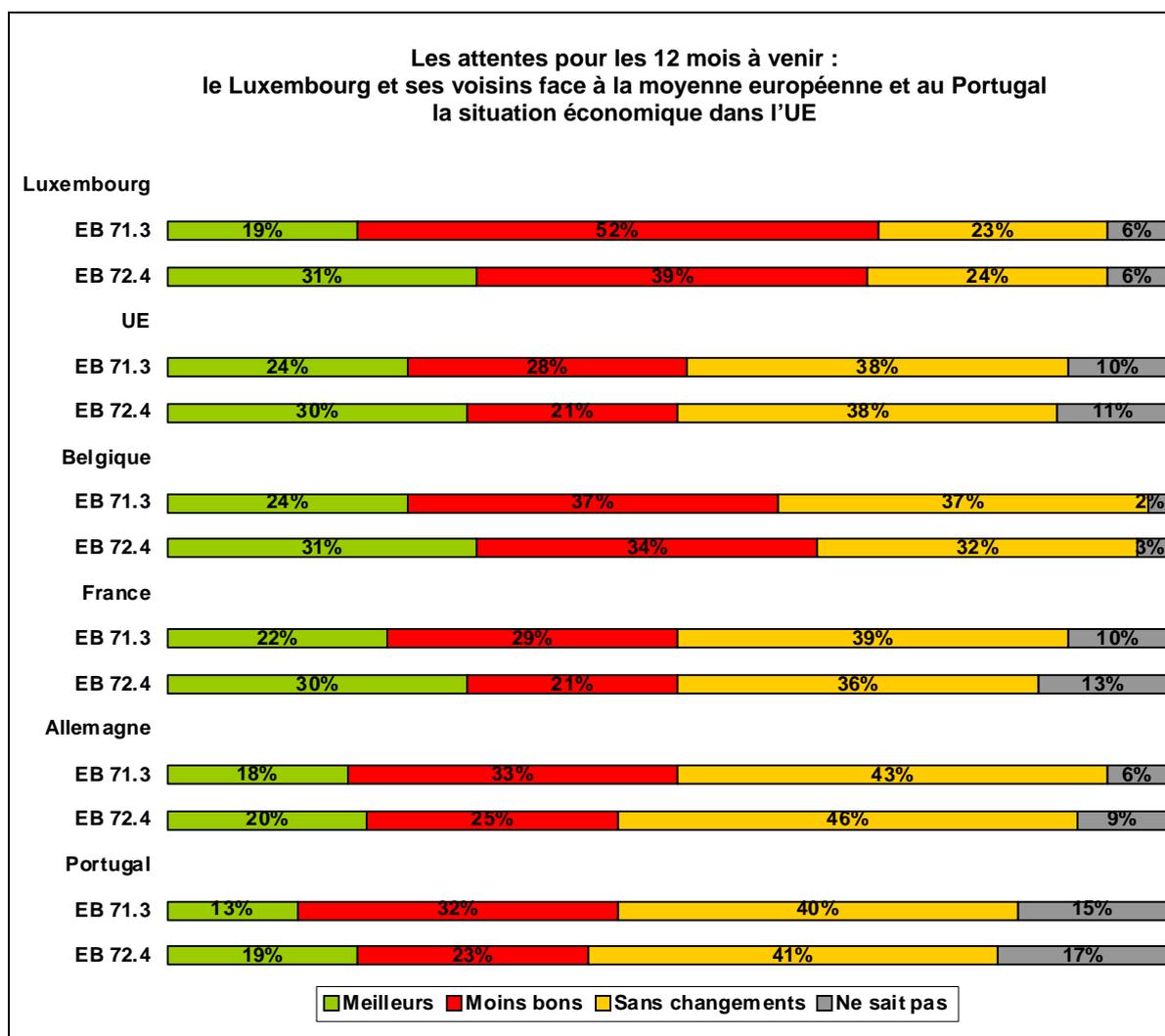
La situation économique dans l'Union européenne



La moyenne européenne dessinant les contours des attentes pour les 12 mois à venir concernant la situation économique dans l'UE révèle une tendance un peu plus optimiste pour l'automne 2009 que pour le printemps 2009. Ainsi, 30% des sondés pensent que la situation sera *meilleure* dans les 12 prochains mois, soit une hausse de 6 points par rapport au dernier Eurobaromètre (24% au printemps 2009). D'autre part, le taux de sondés pensant que les 12 prochains mois seront *moins bons* s'élève à 21%, contre 28% lors du dernier Eurobaromètre, soit une perte de 7 points entre le printemps 2009 et l'automne 2009, et de 13 points par rapport à l'automne 2008. La tendance à penser que les 12 prochains mois ne connaîtront pas de changement en ce qui concerne la situation économique dans l'UE se stabilise : le taux, comme pour le printemps 2009, compte 38% de sondés.

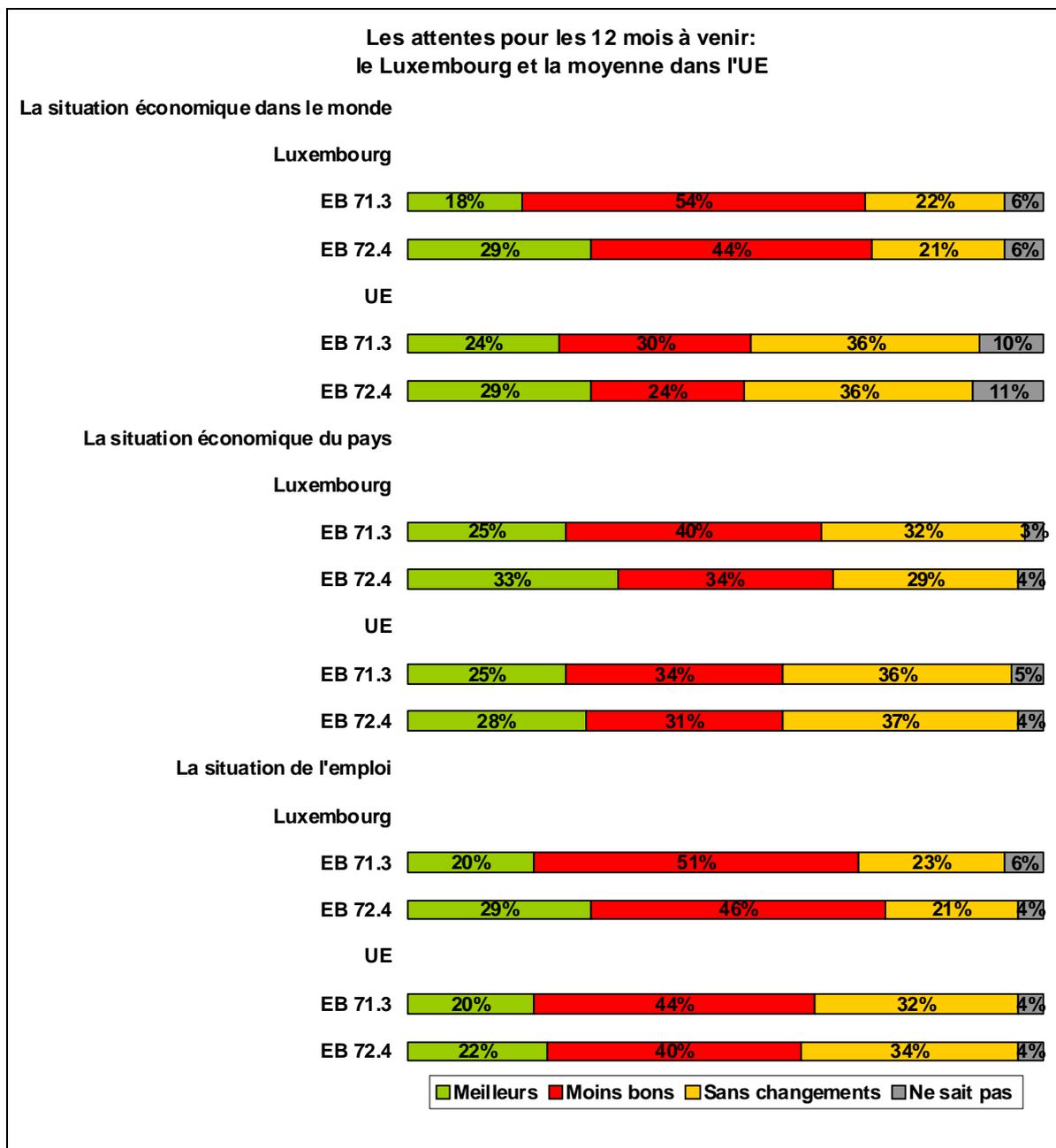
En ce qui concerne l'opinion selon laquelle les 12 prochains mois seront *meilleurs*, les taux se situent pour l'ensemble des pays européens, en dessous des 50%. Les pays comptant le plus grand nombre de sondés de cet avis sont : la Suède (46%), l'Estonie (45%), la Lituanie ainsi que la Lettonie (respectivement 42% chacun) et l'Espagne (40%). Le Luxembourg se positionne lui, sur la moyenne européenne, avec 31% des sondés optimistes. Pour ce qui est des avis négatifs sur la question, à savoir, les 12 prochains mois seront *moins bons* en ce qui concerne la situation économique de l'UE, notons que les taux dépassent le tiers pour les pays comme l'Autriche (31%), l'Irlande (32%) la Belgique (34%), la Hongrie (35%) et le Luxembourg (39%).

Bien que la part des sondés optimistes à l'égard de l'année à venir s'accroisse à l'automne 2009 par rapport au printemps 2009, les taux de sondés estimant que la situation économique de l'UE ne connaîtra pas de changement se situent pour presque l'ensemble des pays autour du tiers des sondés, allant jusqu'à 43% pour des pays comme la Slovaquie et la République Tchèque, 44% pour la Pologne ou encore jusqu'à 46% pour l'Allemagne. Le Luxembourg se situe ici 14 points en dessous de la moyenne européenne : le taux de sondés pensant qu'il ne se produira pas de changements dans l'année à venir est de 24%, soit le taux le plus bas enregistré parmi les pays européens.



La comparaison des chiffres de l'EB 72.4 (automne 2009) avec ceux pour de l'EB 71.3 (printemps 2009) révèlent, pour l'ensemble des pays ci-analysés, une augmentation du taux de sondés estimant que la situation économique dans l'UE pour les 12 prochains mois sera *meilleure* : plus 6 points en ce qui concerne la moyenne européenne (de 24% à 30%) ; Cette hausse n'est que de deux points pour l'Allemagne (de 18% à 20%), alors que l'on passe de 13% à 19% au Portugal (plus 6 points), à plus 7 points pour les sondés en Belgique (de 24% à 31%), à plus 8 points en ce qui concerne la France (de 22% à 30%) et à une hausse allant jusqu'à 12 points pour le Luxembourg (de 19% à 31%). Dans cette tendance à l'optimisme pour l'année à venir, on observe parallèlement le recul généralisé des opinions pessimistes, estimant que les 12 prochains mois seront *moins bons* : la moyenne européenne connaît une baisse de 7 points (de 28% à 21%) ; la Belgique est concernée à hauteur de 3 points (de 37% à 34%), la France et l'Allemagne à hauteur de 8 points chacun (respectivement, de 29% à 21% et de 33% à 25%), le Portugal de 9 points (de 32% à 23%) et le Luxembourg passe de 52% de pessimistes au printemps 2009 à 39% à l'automne 2009, soit une baisse de 13 points.

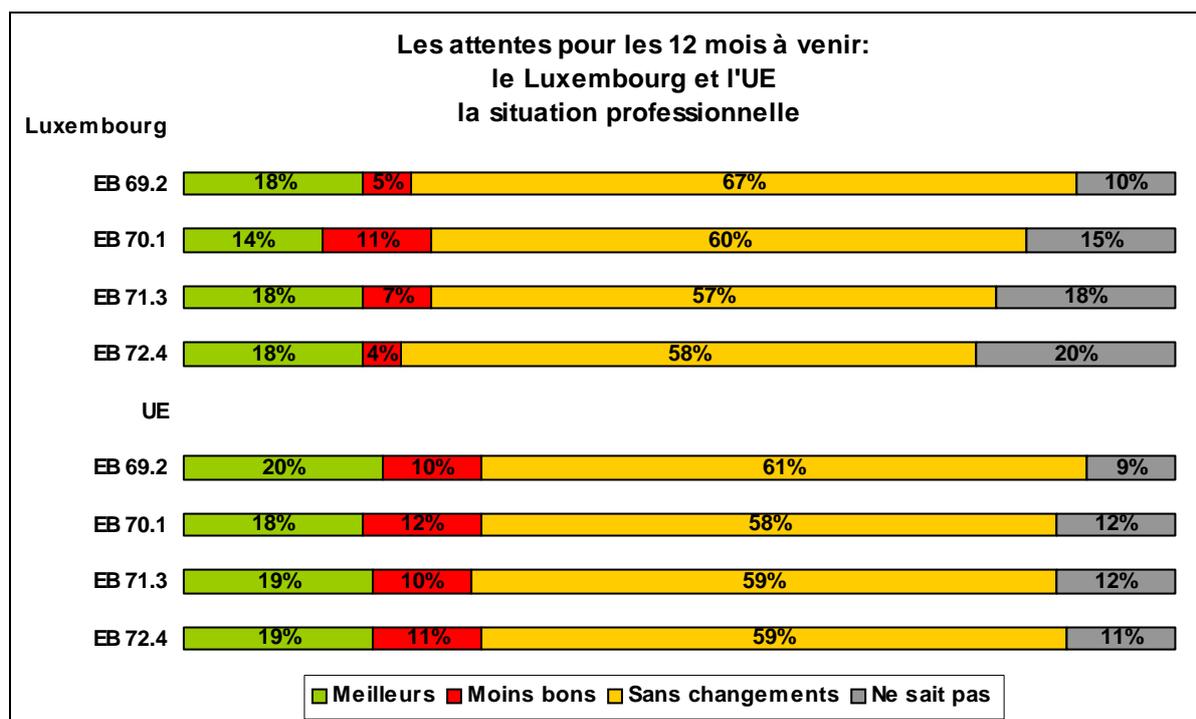
Les variations des taux de sondés pensant que la situation économique dans l'UE ne connaîtra pas de changements dans l'année à venir ne sont pas importantes : la moyenne européenne se stabilise à 38% pour les deux périodes, le Luxembourg (24%) et le Portugal (41%) connaissent une variation positive d'un point, la France perd 3 points (de 39% à 36%), l'Allemagne en gagne 3 autres (de 43% à 46%) et la Belgique passe de 37% à 32%, soit une baisse de 5 points.



Un certain optimisme se confirme au sujet de la situation économique dans le monde si l'on compare le dernier Eurobaromètre, effectué au printemps 2009, à celui d'automne 2009. Le pourcentage de la moyenne européenne des sondés pensant que l'année à venir dans ce domaine sera *meilleure* gagne ainsi 5 points (29%), en même temps que la part des sondés pensant que l'année sera *moins bonne* perd 6 points (24%). Le taux de sondés pour ces deux périodes estimant qu'il n'y aura guère de changements ne varie pas et reste à 36%. Au Luxembourg, le taux de sondés optimistes passe de 18% à 29%, soit une hausse de 11 points, et la part des sondés pensant qu'au contraire les 12 prochains mois seront *moins bons* perd 10 points (44%). La part des sondés estimant qu'il n'y aura pas de changements passe de 22% à 21%.

En ce qui concerne la situation économique du pays de résidence, les chiffres correspondants à la moyenne européenne nous indiquent un peu moins de variations entre le printemps 2009 et l'automne 2009, mais tout de même une augmentation de 3 points des sondés optimistes (de 25% à 28%), et une baisse du taux des pessimistes de 3 points (de 34% à 31%). Le taux de sondés ne voyant pas de changement reste plutôt stable (de 36% à 37%). La variation des chiffres au Luxembourg est plus marquée : on observe une hausse de 8 points de la part des sondés optimistes (de 25% à 33%), une perte de 6 points du taux de pessimistes (de 40% à 34%), ainsi qu'une diminution de 3 points du pourcentage de sondés estimant que l'année à venir ne connaîtra pas de changements (de 32% à 29%).

Enfin, en ce qui concerne l'estimation de la situation de l'emploi, nous observons que la moyenne européenne connaît une augmentation plus mesurée de la part des sondés optimistes entre le printemps 2009 et l'automne 2009 : 2 points de plus (de 20% à 22%), 4 points de moins pour la part des sondés pessimistes (de 44% à 40%), 2 points de plus pour le taux de sondés estimant qu'il n'y aura pas de changements (de 32% à 34%). Le Luxembourg, par contre, connaît, pour cette dimension, davantage de variations : le taux des sondés optimistes passe ainsi de 20% au printemps 2009 à 29% à l'automne 2009, le pourcentage est de 46% pour ce qui est des sondés se déclarant pessimistes, alors qu'ils étaient 51% au printemps 2009, soit une perte de 5 points. La part des interrogés estimant que l'année à venir ne connaîtra pas de changements passe elle de 23% à 21%.



Enfin, la comparaison entre le printemps 2008 et le printemps 2009 des chiffres sur les prévisions pour les 12 prochains mois concernant la situation professionnelle des sondés au Luxembourg et pour la moyenne européenne nous montre une certaine stabilité au fil des saisons en ce qui concerne le taux de sondés pensant que l'année à venir sera *meilleure* : partant de 18% au printemps 2008, le taux baisse à 14% à l'automne 2009 pour ensuite remonter au printemps 2009 à 18% et rester stable à l'automne 2009 à 18%. Pour la moyenne européenne, les taux passent de 20% au printemps 2009 à 18% à l'automne 2008 puis se stabilisent à hauteur de 19% pour l'année 2009.

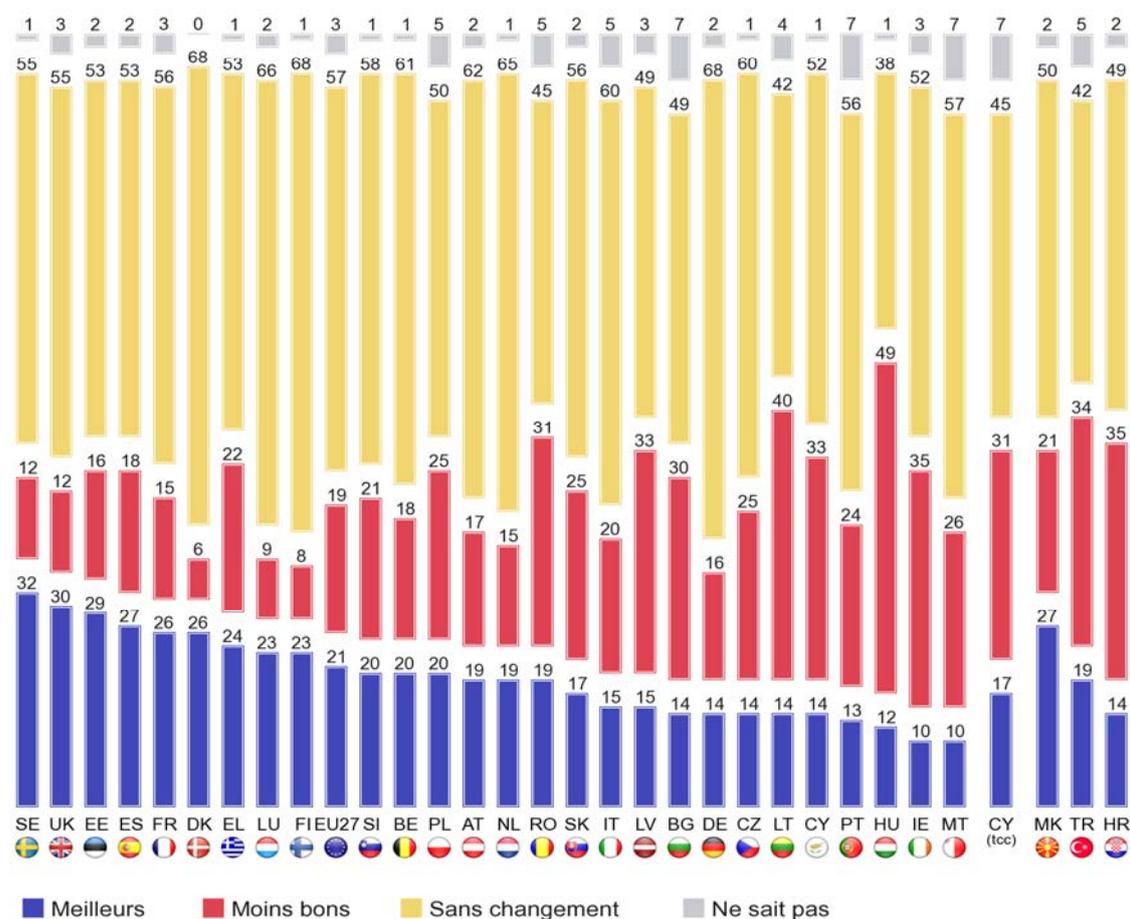
La part des sondés de l'avis contraire, à savoir que leur situation professionnelle sera *moins bonne*, reste plutôt stable au niveau de la moyenne européenne : de 10% au printemps 2008, on passe à 12% à l'automne 2008 pour ensuite revenir à 10% au printemps 2009 et gagner un point à l'automne

2009 (11%). Au niveau du Luxembourg, les taux pour cette même variable varient plus fortement : partant de 5% au printemps 2008, ils gagnent 6 points à l'automne de la même année (11%), puis baissent de 4 points au printemps 2009 (7%) et perdent encore 3 points à l'automne 2009 (4%).

Enfin, le taux de sondés au Luxembourg estimant que leur situation professionnelle ne connaîtra pas de changements se stabilise dans sa diminution de part amorcée entre l'EB 69.2 (67%), l'EB 70.1 (60%), et l'EB 71.3 (57%) pour finalement gagner en automne 2009 un point (58%). Cette variable reste davantage stable pour la moyenne européenne : de 61% au printemps 2008, on passe à 58% à l'automne 2008, puis les taux gagnent un point (59%) et restent stables à l'automne 2009 à 59%. La part des indécis au Luxembourg gagne des points au fil des saisons : de 10% pour l'EB 69.2, elle passe à 15% pour l'EB 70.1, puis à 18% pour l'EB 71.3 et enfin à 20% lors de l'EB 72.4. Les taux pour la part des indécis ne varient pas significativement en ce qui concerne la moyenne européenne : partant de 9% pour l'EB 69.2, ils passent à 12% pour l'EB 70.1, sans variation pour l'EB 71.3 et atteignent 11% lors de l'EB 72.4.

QA4.3. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

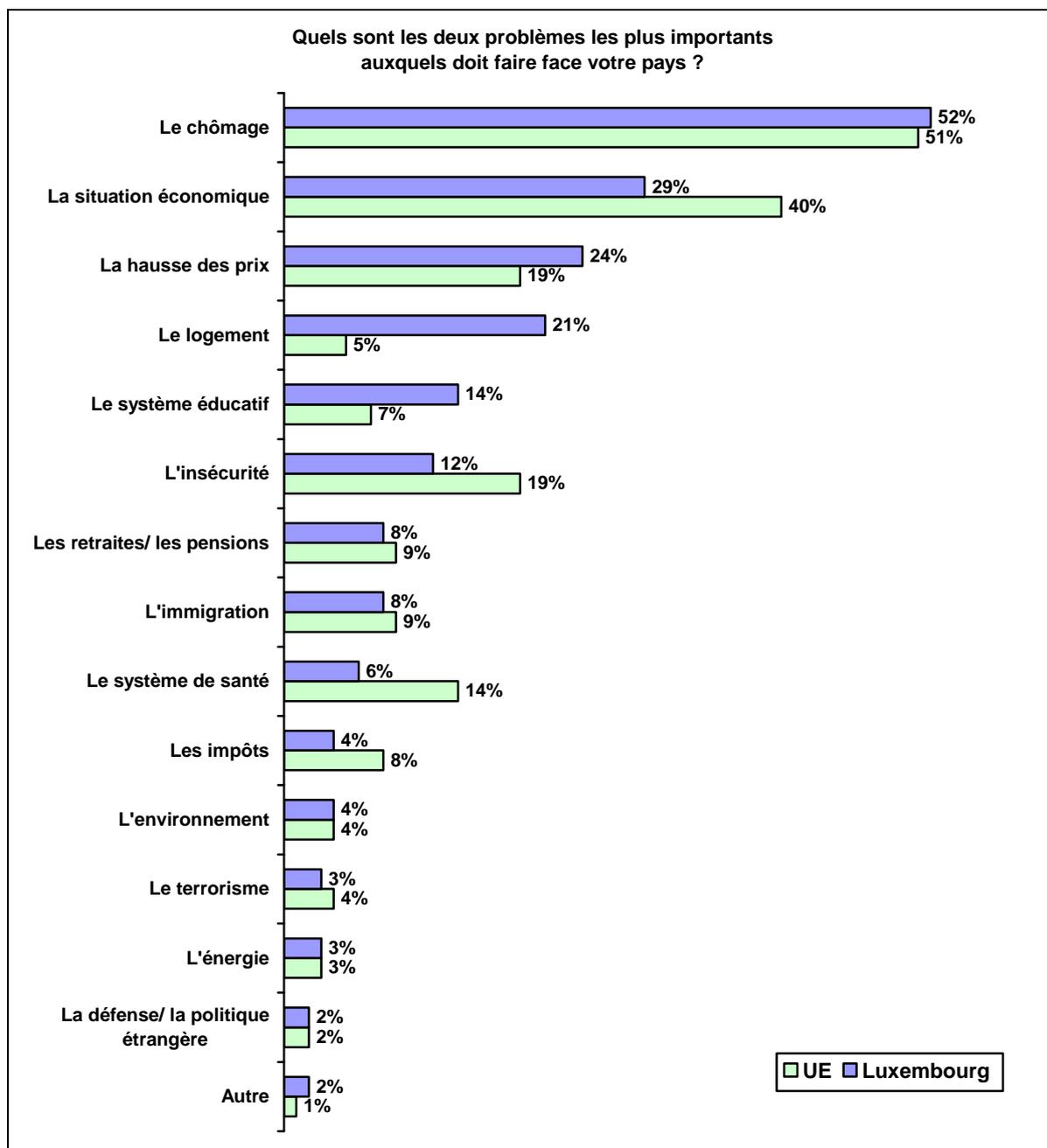
La situation financière de votre ménage



Si la moyenne européenne enregistre 21% de sondés estimant qu'il se produira une amélioration de la situation financière de leur ménage, 19% sont de l'avis contraire, à savoir que celle-ci sera *moins bonne* dans l'année à venir, et près des deux tiers (57%) pensent qu'il ne se produira aucun changement dans ce domaine dans les 12 prochains mois.

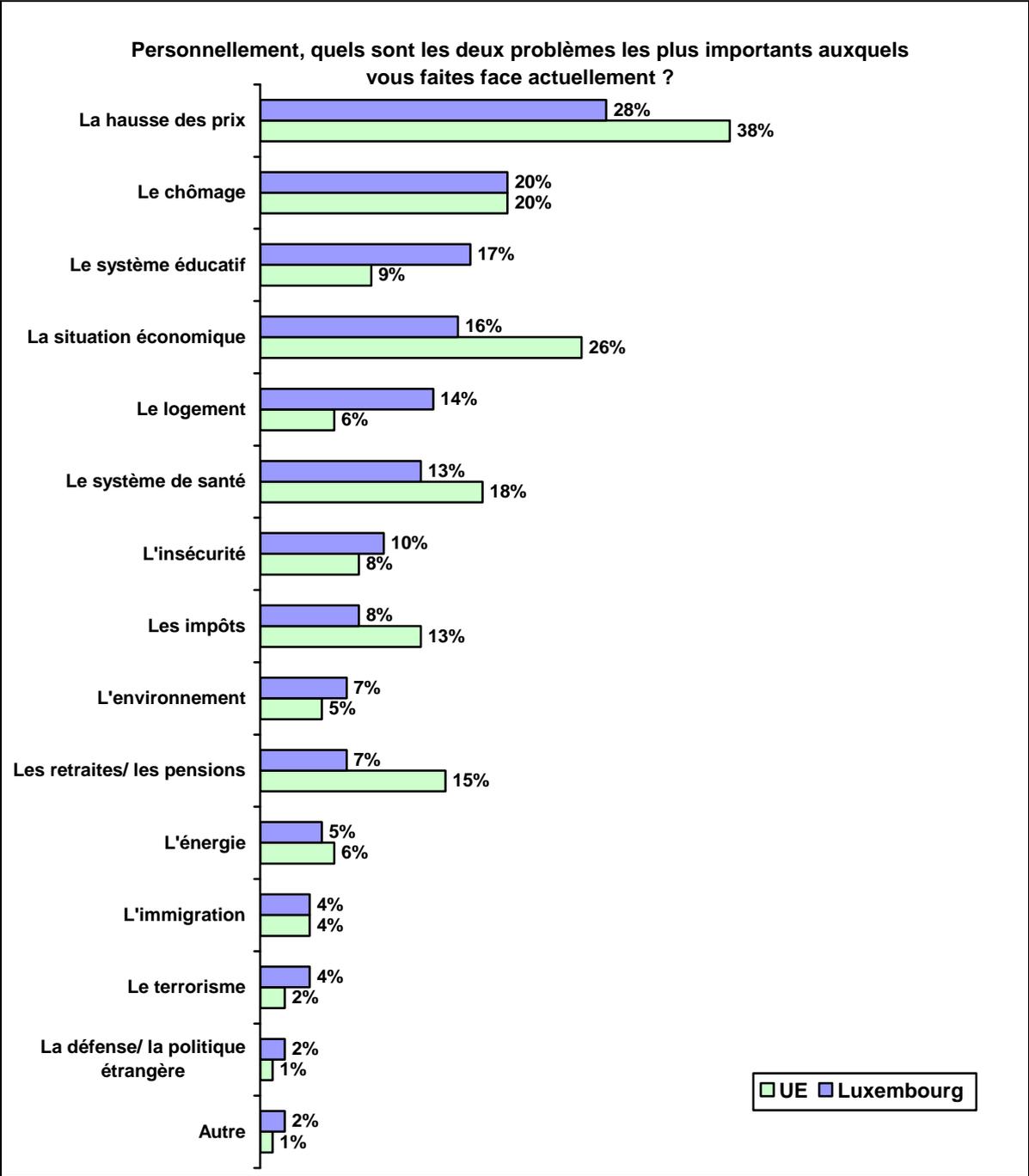
Les pays comptant les taux les plus élevés de sondés optimistes sont : la Suède avec 32% (soit 11 points au-dessus de la moyenne européenne), le Royaume-Uni avec 30% (9 points de plus que la moyenne européenne), l'Estonie qui en compte 29% (plus 9 points au-dessus de la moyenne européenne) et l'Espagne avec 27% (7 points au-dessus de la moyenne européenne). Plus proche de la moyenne européenne, nous trouvons le Luxembourg avec 23% des interrogés estimant que la situation financière de leur ménage sera *meilleure*. Les pays où le taux de sondés de cet avis est le moins élevé sont : le Portugal (13%), la Hongrie (12%) et enfin l'Irlande et Malte (respectivement 10% chacun). La part la plus large des sondés estimant qu'au contraire la situation de leur ménage sera dans l'année à venir *moins bonne*, sont, avec près de la moitié des sondés, la Hongrie (49%), la Lituanie (40%) et enfin l'Irlande (35%). Les pays ayant les taux de sondés les moins élevés pour cette même variable et comptant le moins de pessimistes sont le Danemark (6%), la Finlande (8%) et le Luxembourg (9%). Nous pouvons également observer une tendance générale parmi les sondés de penser que la situation financière de leur ménage ne connaîtra pas de changements. Pour l'ensemble des pays européens, plus de la moitié des sondés est en effet de cet avis, allant même, pour certains, jusqu'au-delà des deux tiers des sondés, comme c'est le cas de la Belgique (61%), de l'Autriche (62%), des Pays-Bas (65%), du Luxembourg (66%), ainsi que de la Finlande, de l'Allemagne et du Danemark (68% chacun). Les pays s'éloignant le plus de ces taux sont la Hongrie (38%), la Lituanie (42%) et la Roumanie (45%), la différence de pourcentage alimentant pour ces derniers pays, la part des sondés pessimistes.

I.4. Les inquiétudes des citoyens

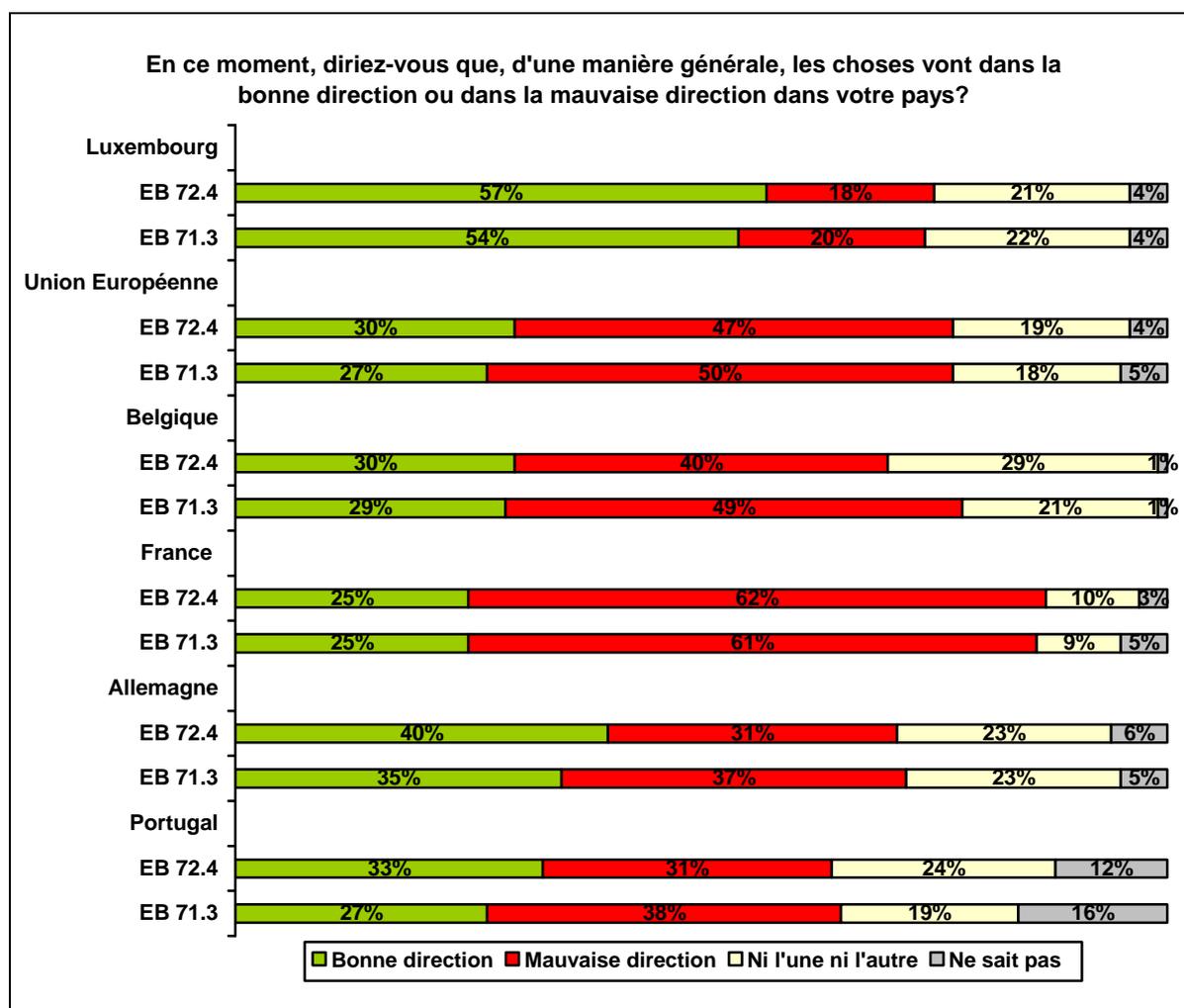


Le *chômage* continue, cet automne 2009, à constituer pour les sondés du Luxembourg le premier problème auquel leur pays doit faire face (52%), à l'image de la moyenne des sondés de l'UE, qui gagne deux points par rapport au printemps 2009 (51%). La *situation économique* de leur pays est préoccupante pour 40% des interrogés selon la moyenne européenne, les résidents du Luxembourg l'estiment à 29% (perdant 4 points par rapport à l'EB 71.3), soit 11 points de moins qu'au niveau européen. La *hausse des prix* qui était, à hauteur de 18%, un problème pour le Luxembourg au regard des sondés lors de l'EB 71.3, gagne cet automne 6 points et passe à 24%, en troisième position des problèmes cités. La moyenne européenne cite la *hausse des prix* à hauteur de 19%, soit 5 points en dessous des valeurs du Luxembourg. Le *logement* est un problème majeur du pays pour 21% des résidents du Luxembourg (en baisse de 4 points par rapport au printemps 2009) en comparaison avec la moyenne européenne qui est de 5%, soit une différence de 16 points entre les deux niveaux. Le chiffre est stable pour le Luxembourg en ce qui concerne le *système éducatif*, il est de 14% (moins un

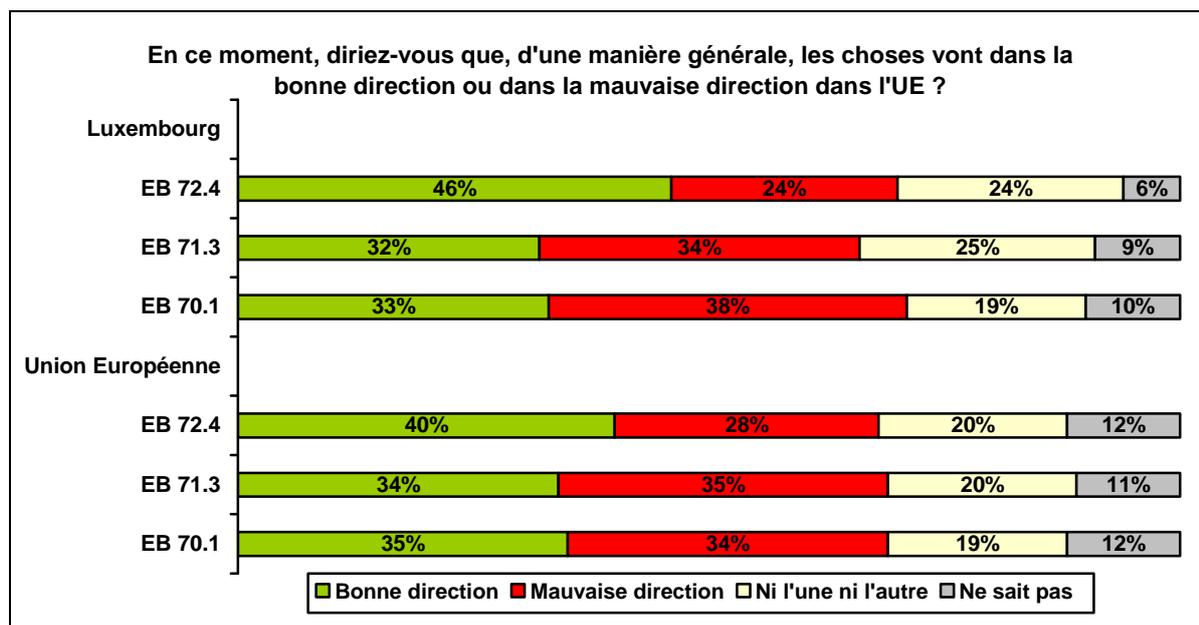
point par rapport à l'EB 71.3), soit le double du pourcentage de la moyenne européenne (7%). Le problème de *l'insécurité* pour la moyenne des pays européens est souligné par 19% des sondés, alors qu'il ne représente que 12% au niveau du Luxembourg. Les chiffres du Luxembourg pour *les retraites, les pensions* (8%) et *la question de l'immigration* (8%) continuent de s'aligner sur ceux de la moyenne européenne, qui sont, respectivement, de 9% pour ces deux thématiques. Le *système de santé* n'apparaît pas comme un très grand problème pour le Luxembourg : 6% des sondés le soulignent, alors que ce taux monte à 14% au niveau de la moyenne européenne. Les autres questions soulignées par les résidents du Luxembourg sont dans l'ordre : *les impôts* (LU : 4% ; UE : 8%), *l'environnement* (LU : 4% ; UE : 4%), et finalement *le terrorisme* et *l'énergie*, qui n'inquiètent que respectivement 3% des sondés du Luxembourg chacun (UE : respectivement 4% et 3%). Enfin, *la défense et la politique étrangère* arrivent en dernière position des préoccupations nationales des sondés du Luxembourg (LU: 2%, UE : 2%).



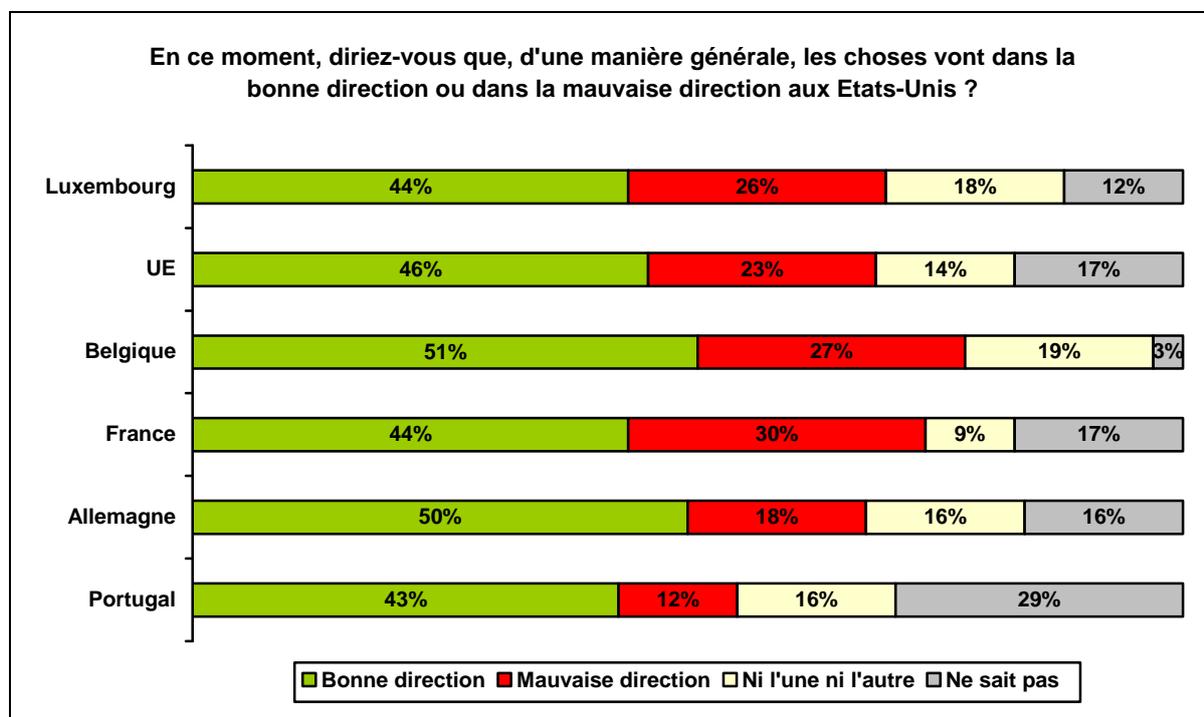
D'un point de vue plus personnel, les préoccupations des sondés concernent en premier lieu, comme lors de l'EB 71.3, *la hausse des prix*, pour 28% des sondés du Luxembourg et pour 38% des sondés selon la moyenne européenne. *Le chômage* vient ensuite, avec respectivement 20% des sondés tant au niveau du Luxembourg qu'au niveau de la moyenne européenne, soit une hausse pour le Luxembourg de 5 points par rapport au printemps 2009 (15%) ce qui le positionne en conséquence en deuxième position des préoccupations à l'automne 2009. *Le système éducatif* recule de 3 points dans le positionnement, mais il continue de constituer une difficulté majeure pour 17% des sondés au Luxembourg, et pour 9% pour la moyenne européenne, soit une différence de 8 points entre les deux niveaux. *La situation économique* inquiète ensuite 16% des résidents du Luxembourg, 10 points de plus au niveau de la moyenne européenne avec 26%. *Le logement* se positionne en cinquième position des préoccupations majeures pour 14% des sondés du Luxembourg, soit plus du double des valeurs correspondantes à la moyenne européenne qui sont de 6%. *Le système de santé* gagne 2 points par rapport au printemps 2009 pour les sondés du Luxembourg avec 13% (UE : 18%). *L'insécurité* préoccupe 10% des sondés résidents au Luxembourg, et reste donc stable par rapport au printemps 2009 (UE : 8%). *Les impôts* sont ensuite une préoccupation pour 8% des sondés au Luxembourg et pour 13% de la moyenne européenne (soit 5 points de plus). *L'environnement* enregistre un taux de 7% pour le Luxembourg et de 5% pour la moyenne européenne. Si *les retraites et les pensions* représentent une grande préoccupation pour 7% des résidents du Luxembourg, ce chiffre est plus du double pour la moyenne européenne, à hauteur de 15%. Suivent ensuite, pour les sondés du Luxembourg, les problèmes liés à *l'énergie* (5%), à *l'immigration* (4%), au *terrorisme* (4%), et à *la défense et la politique étrangère* (2%) qui se retrouvent en dessous des 5%.



Les chiffres comparatifs du printemps et de l'automne 2009 nous montrent une hausse du taux de sondés estimant que les choses vont dans la *bonne direction* dans leurs pays respectifs ainsi qu'une baisse du taux d'interrogés pensant, qu'au contraire, elles vont dans la *mauvaise direction*. En effet, au printemps 2009, 27% des sondés dans la moyenne européenne exprimaient un avis positif, 30% à l'automne 2009 (plus 3 points), et 50% estimaient que les choses allaient dans la *mauvaise direction* alors que ce chiffre baisse à 47% pour l'automne 2009 (moins 3 points). Les chiffres, concernant la part de ceux qui pensent que les choses ne vont *ni dans une bonne direction ni dans une mauvaise*, restent plutôt stables : de 18% on passe à 19%. Alignés sur cette moyenne européenne, nous trouvons des pays voisins comme la Belgique : le pourcentage des sondés qui répondent à cette question de manière positive passe de 29% à 30%, alors que les sondés exprimant un avis négatif passe de 49% à 40% (recul de 9 points), une différence qui alimente la part des sondés n'exprimant ni une opinion positive, ni négative : de 21% au printemps 2009, elle passe à 29% à l'automne 2009 (plus 8 points). La France n'enregistre pas de variations significatives entre le printemps et l'automne 2009 : le taux de sondés estimant que les choses vont dans la *bonne direction* dans leur pays reste stable à 25%, le taux de sondés d'avis contraire gagne un point, passant de 61% à 62%. Les chiffres, pour les sondés ayant estimé que les choses ne vont *ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction* passent de 9% à 10%. Le Portugal, quant à lui, enregistre une hausse de 6 points pour la part des sondés d'avis positif : leur taux passe de 27% au printemps à 33% à l'automne 2009 et on observe un recul de 7 points de la part des sondés s'étant exprimée de manière négative (de 38% à 31%). Nous observons, pour ce même pays, une hausse de 5 points auprès des sondés pensant que les choses dans leur pays ne vont *ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction*. Ce pays compte néanmoins la part la plus large de sondés ne sachant pas émettre un avis, même si celle-ci est en décroissance pour les mêmes périodes : de 16% elle passe à 12%. L'Allemagne s'éloigne un peu de la moyenne européenne : si le taux de sondés exprimant un avis positif était de 35% au printemps 2009, celui-ci connaît un bond de 5 points et passe à 40% à l'automne de la même année et la part des sondés d'avis négatif perd 6 points pour ces mêmes périodes : elle passe de 37% à 31%. Le Luxembourg présente, quant à lui, des chiffres qui s'éloignent davantage de la moyenne européenne : les avis positifs passent de 54% à 57% entre le printemps et l'automne 2009 (à noter que les chiffres pour l'EB 72.4 se situent 27 points au-dessus de la moyenne européenne) et la part correspondante aux avis négatifs recule de 2 points : passant de 20% à 18% (soit 29 points en dessous de la moyenne européenne). La part des sondés estimant que les choses ne vont *ni dans la bonne direction, ni dans la mauvaise* reste plutôt stable : elle passe de 22% à 21%.

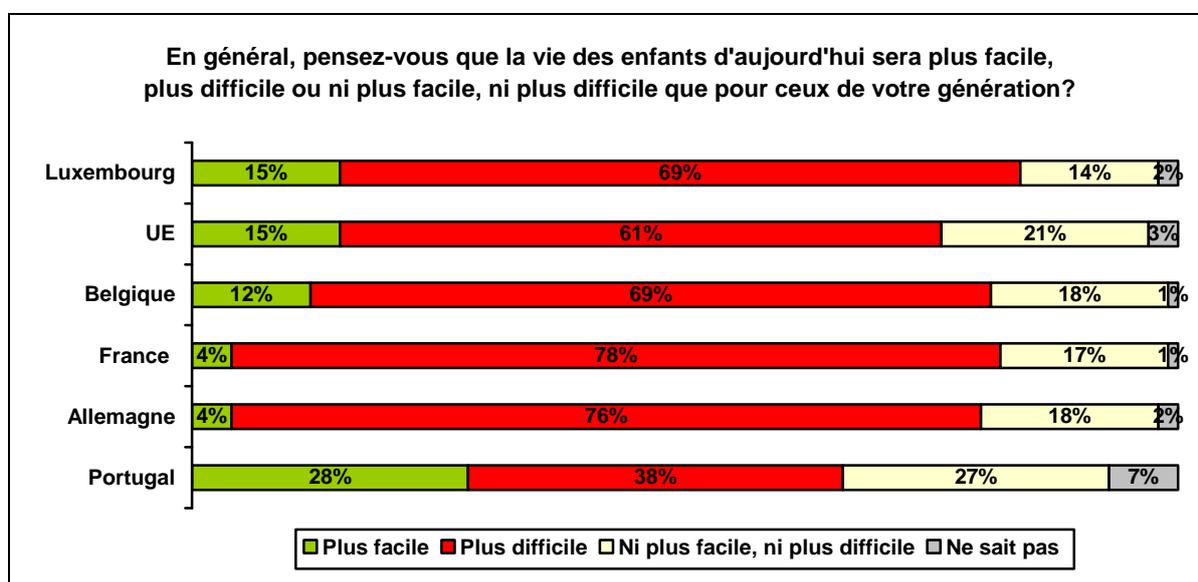


L'analyse sur trois périodes, portant sur l'évaluation générale des directions prises par l'UE, fait ressortir, tant au niveau du Luxembourg qu'au niveau de la moyenne européenne, une tendance à l'accroissement des parts d'opinions positives et un recul des taux pour les opinions négatives. Ainsi, la moyenne européenne enregistre un léger recul de 1 point entre l'automne 2008 et le printemps 2009 (de 35% à 34%) pour connaître ensuite un bond de 6 points à l'automne 2009, atteignant les 40% de sondés qui pensent que les choses vont dans la *bonne direction* dans l'UE. La part des sondés estimant que les choses vont dans la *mauvaise direction* connaît une légère hausse de 1 point entre l'automne 2008 et le printemps 2009 (de 34% à 35%), puis un recul de 7 points caractérise l'automne 2009 (28%). La part des sondés estimant que les choses ne vont *ni dans la bonne ni dans la mauvaise direction* reste stable au fil des saisons : 19% à l'automne 2008 et respectivement 20% au printemps et à l'automne 2009. En ce qui concerne le Luxembourg, le taux de sondés ayant exprimé un avis positif connaît, comme pour la moyenne européenne, une légère baisse entre l'EB 70.1 et l'EB 71.3 et passe de 33 à 32%. Ensuite, cette part connaît une forte augmentation de 14 points à l'automne 2009 et compte 46% de sondés (soit 6 points au-dessus de la moyenne européenne). Les taux en ce qui concerne les sondés d'avis négatif connaissent, pour ces mêmes périodes, une baisse régulière : à l'automne 2008, 38% des sondés considéraient que les choses dans l'UE prenaient une *mauvaise direction*, 34% le pensaient au printemps 2009 et enfin 24%, à l'automne 2009 (soit 10 points de moins entre les deux dernières périodes). En ce qui concerne enfin la part des sondés estimant que les choses dans l'UE ne vont *ni dans la bonne direction, ni dans la mauvaise*, elle enregistre une assez forte hausse entre l'automne 2008 et le printemps 2009 en gagnant 6 points (de 19% à 25%), puis elle perd 1 point à l'automne 2009 (24%). La part des indécis (*ne sais pas*) perd successivement du poids au fil des périodes : de 10% pour l'EB 70.1, elle passe à 9% pour l'EB 71.3, puis à 6% pour l'EB 72.4.



Au sujet du questionnaire sur les directions prises par les Etats-Unis, la moyenne européenne considère avec près de la moitié des sondés (46%) que les choses vont, en général, dans la *bonne direction*, alors que 23% ne sont pas de cet avis et pensent que les choses vont dans la *mauvaise direction*. Pour 14% des sondés les choses ne vont *ni dans la bonne ni dans la mauvaise direction* et enfin une assez large part (17%) n'arrive pas à se positionner vis-à-vis de cette question. Bien que l'on observe un alignement du Luxembourg et des pays ci-analysés en ce qui concerne la part des

opinions positives, le Portugal se situe 3 points en dessous de la moyenne européenne avec 43%, puis viennent le Luxembourg et la France (respectivement 44% chacun). Avec 4 points au-dessus de la moyenne européenne, l'Allemagne compte 50% des sondés qui estiment que les choses vont dans la *bonne direction* aux Etats-Unis, devancée par la Belgique qui, avec un taux de 51%, obtient 5 points de plus que la moyenne européenne. Face à une moyenne européenne de 23% de sondés estimant que les choses aux Etats-Unis vont dans la *mauvaise direction*, le Portugal se situe 11 points en dessous, avec un taux de 12%, et l'Allemagne, 5 points en dessous de la moyenne européenne (18%). Au-dessus de cette moyenne européenne se trouvent le Luxembourg avec 26% des sondés exprimant un avis négatif, la Belgique avec un taux de 27% et enfin la France avec le tiers des sondés qui pensent que les choses vont dans la *mauvaise direction* aux Etats-Unis (30%). La part des sondés estimant que les choses, aux Etats-Unis, ne vont *ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction*, est peu importante en France (9%) en comparaison avec les autres pays ci-analysés, comme l'Allemagne et le Portugal (respectivement 16% chacun), le Luxembourg (18%) ou encore la Belgique (19%). A noter enfin que le taux des sondés indécis (*ne sais pas*) atteint presque le tiers au Portugal (29%), 17% en France, 16% en Allemagne, 12% au Luxembourg, et seulement 3% en Belgique.

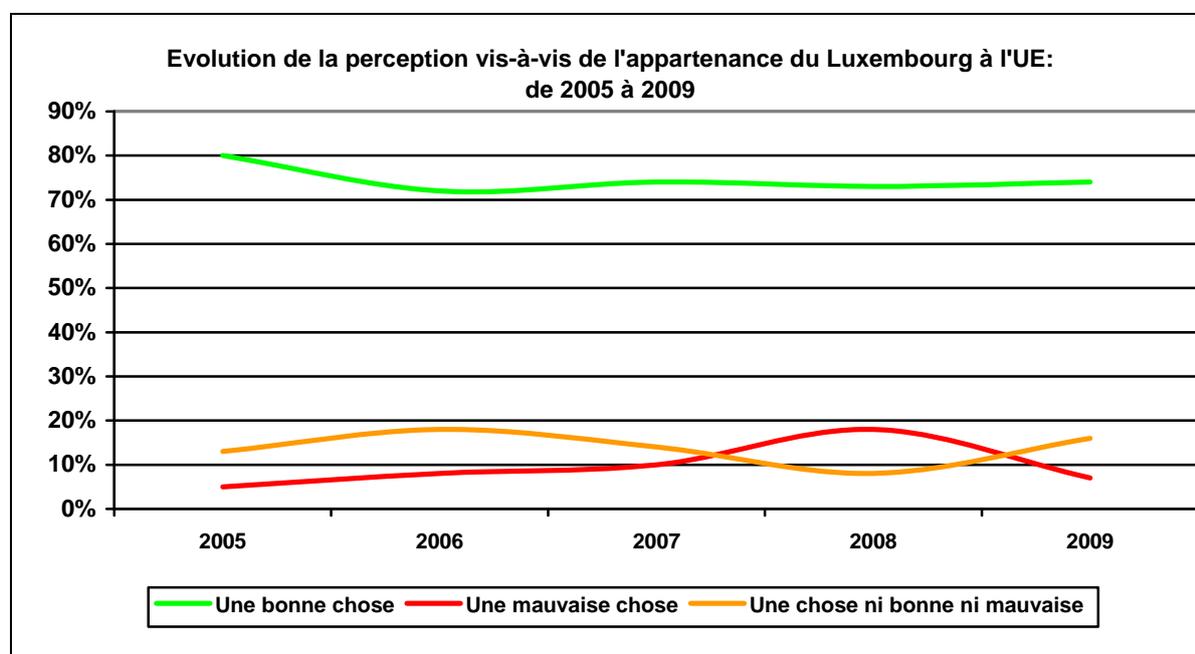


A la question de savoir si la vie, d'après les sondés, sera plus ou moins difficile pour les générations suivantes, les interrogés se positionnent clairement dans une vision pessimiste. Ainsi, pour la moyenne européenne, 61% pensent que la vie sera *plus difficile*, contre 15% qui sont d'avis contraire et 21% qui pensent que la vie ne sera *ni plus facile, ni plus difficile*. Nous pouvons observer en ce qui concerne le Portugal que 38% des sondés pensent que la vie sera *plus difficile* pour la génération à venir (soit 23 points de moins que les chiffres de la moyenne européenne) et que près d'un tiers des sondés (28%) pense que la vie sera *plus facile*, chiffre qui s'éloigne de ceux des autres pays pour la même variable (13 points de plus que la moyenne européenne). Dans ce pays 27% des sondés estiment enfin que la vie ne sera *ni plus facile, ni plus difficile*. Les deux pays comptant les taux les plus élevés de sondés pessimistes sont l'Allemagne (76%) et la France (78%), avec respectivement seulement 4% chacun de sondés pensant que la vie sera *plus facile*. Le taux de sondés pensant que la vie des générations suivantes ne sera *ni plus facile, ni plus difficile* est de 18% pour l'Allemagne et de 17% pour la France. La Belgique, quant à elle, enregistre 12% de sondés exprimant un avis positif (3 points en dessous de la moyenne européenne), contre 69% de sondés se prononçant négativement sur la question. D'autre part, 18% des sondés résidents en Belgique estiment que la vie ne sera *ni plus facile, ni plus difficile*. Enfin, le Luxembourg s'aligne sur la moyenne européenne en ce qui concerne le taux de sondés optimistes (15%), mais obtient 8 points de plus que la moyenne européenne pour ce qui est des sondés estimant que la vie sera *plus difficile* (69%). Enfin, 14% des sondés au Luxembourg pensent que la vie ne sera *ni plus facile, ni plus difficile* pour la génération à venir.

II. La perception de l'Union européenne

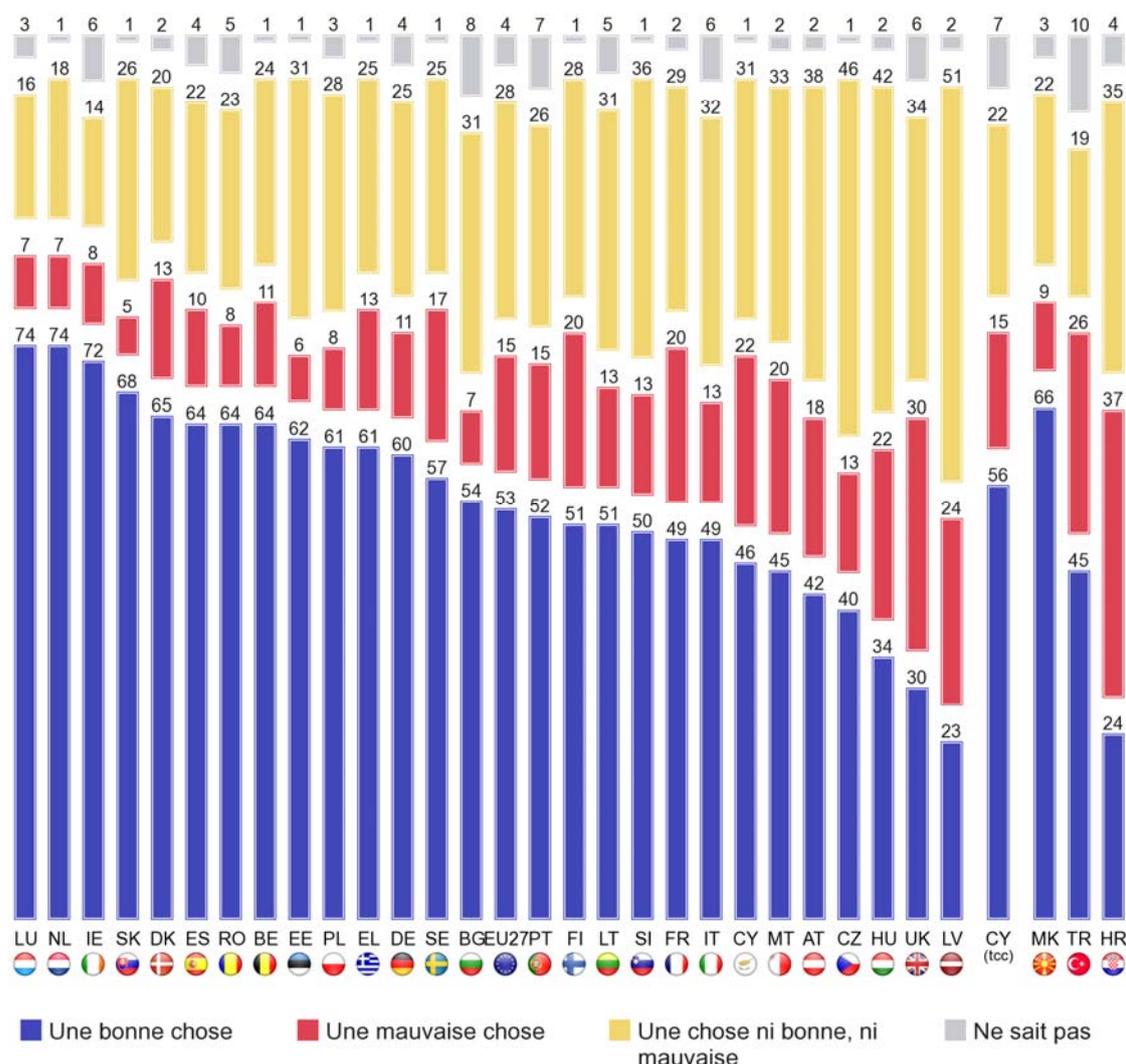
Les sondés au Luxembourg estiment dans une large majorité (72%) que le Luxembourg a bénéficié de son appartenance à l'UE. Aussi, 74% des résidents du Luxembourg estiment que le fait pour le Luxembourg d'appartenir à l'UE est *une bonne chose*. Par ailleurs, les sondés au Luxembourg estiment à 65% que les intérêts du Luxembourg sont bien pris en compte dans l'UE. L'analyse du fonctionnement de la démocratie nous apprend que les sondés au Luxembourg sont à 90% satisfaits du fonctionnement de la démocratie au Luxembourg et à 75% satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'UE. Quant à l'image de l'UE, elle est positive pour 66% des sondés au Luxembourg. En ce qui concerne le développement de l'UE 74% des sondés au Luxembourg estiment que *l'UE a grandi trop vite*. Par ailleurs, 85% des sondés au Luxembourg pensent que l'UE est indispensable pour répondre aux défis mondiaux. Quant à d'éventuels élargissements de l'UE à d'autres pays dans les années à venir, les sondés au Luxembourg sont *contre* à 54% et *pour* à 39%, alors que 7% ne se prononcent pas.

II.1. Les bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union européenne



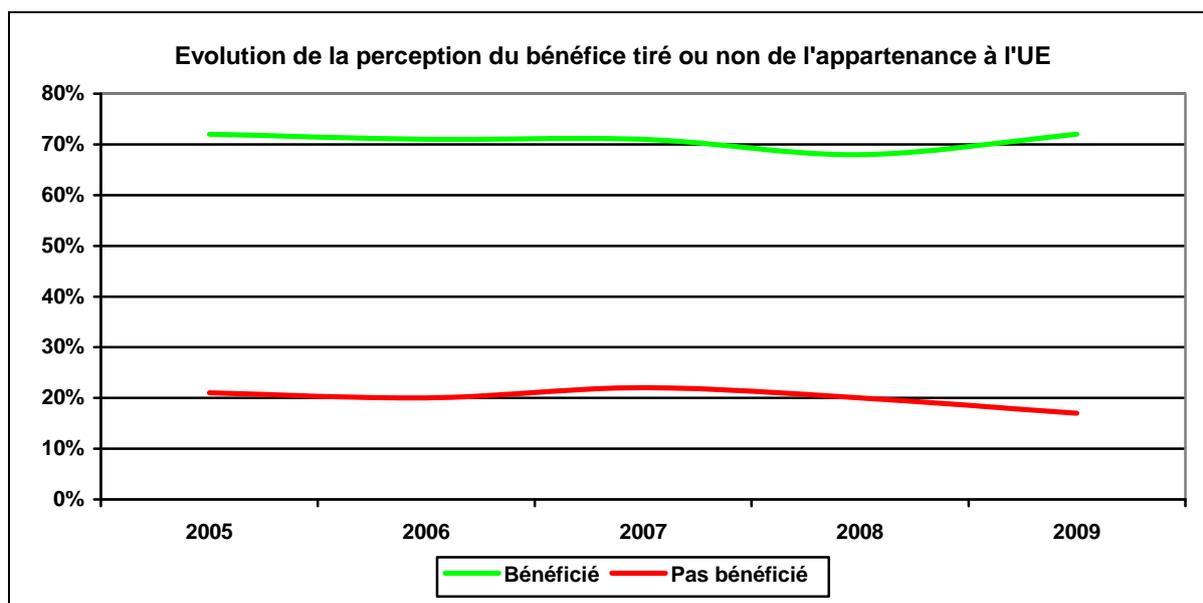
Nous pouvons observer, au travers de ce graphique, une grande diminution du taux de sondés estimant que l'appartenance du Luxembourg à l'UE est une *bonne chose* entre l'année 2005 et 2006, le taux passant de 80% à 72%. Une diminution qui se répercute d'une part, sur une légère hausse des sentiments négatifs : on passe alors de 5% à 8%, mais aussi, d'autre part, sur une augmentation de 5 points des sondés estimant que l'appartenance n'est *ni bonne, ni mauvaise* : de 13% en 2005 à 18% en 2006. L'année 2007 gagne 2 points sur le taux de sondés positifs (74%) par rapport à l'année précédente, ainsi que 2 points de plus sur le pourcentage de sondés exprimant un sentiment négatif (10%). Par contre, le taux de sondés mitigés est en baisse en 2007 par rapport à 2006 : on passe de 18% à 14% d'interrogés. En 2008, la part des sondés estimant que l'appartenance est une *bonne chose* reste plutôt stable : 73%. Par contre, le taux des sondés négatifs gagne 8 points entre 2007 et 2008 : il passe de 10% à 18%, faisant reculer la part des sentiments mitigés : de 14% à 8%. Enfin, nous observons qu'à l'automne 2009, il se produit un recul de 5 points du taux de sondés estimant que l'appartenance à l'UE est *une bonne chose* par rapport au printemps 2009 : de 79%, on passe à 74%, ainsi qu'une hausse de 1 point du taux de sondés estimant cette appartenance comme *une mauvaise chose* : de 6% à 7%. Si 14% des sondés étaient mitigés (*l'appartenance n'est une chose ni bonne, ni mauvaise*) sur la question au printemps 2009, ce taux augmente de 2 points et se situe à 16% à l'automne de la même année.

QA7. D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?



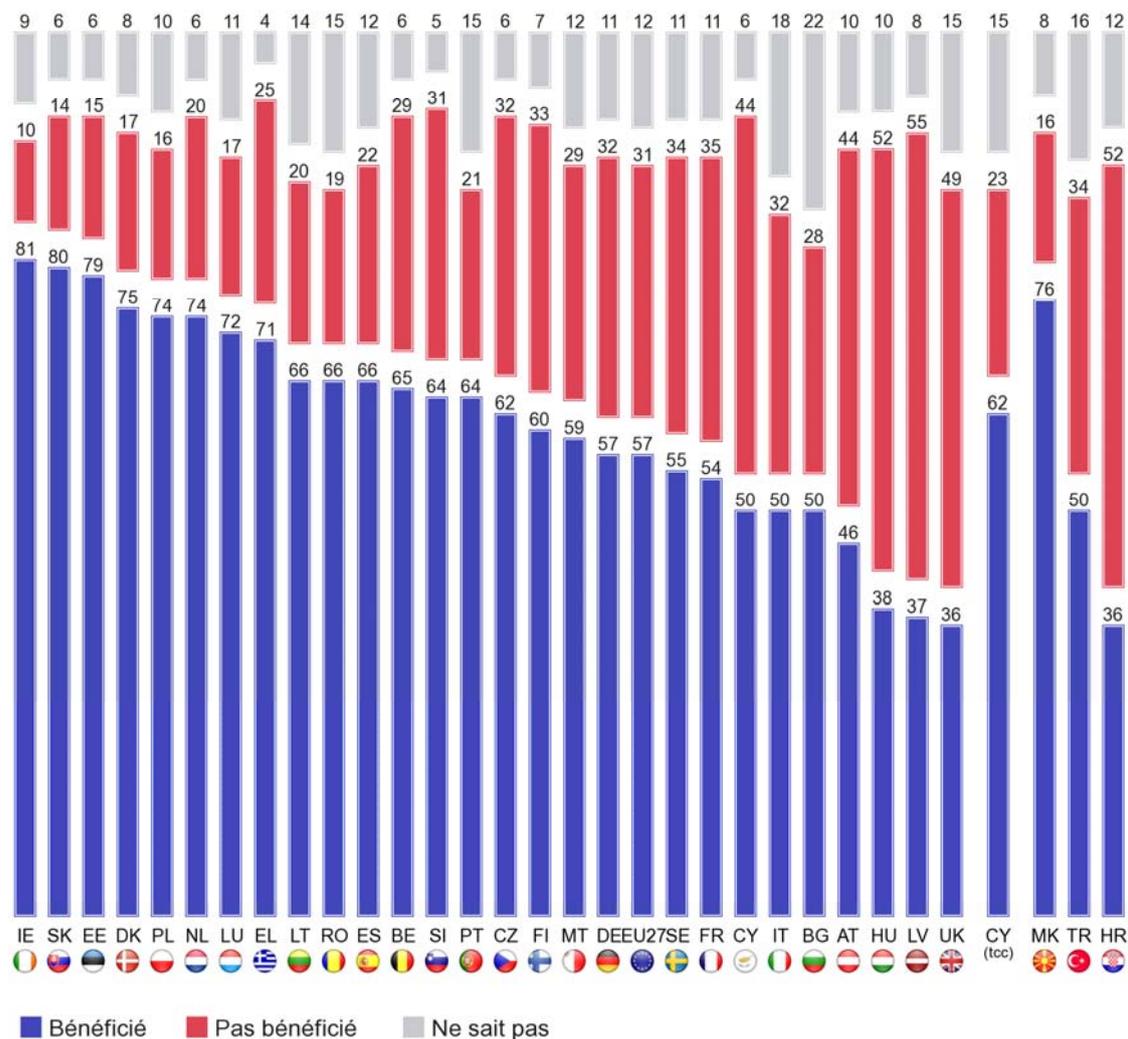
A la question de savoir si l'appartenance de leurs pays respectifs à l'UE est *une bonne chose ou non*, la moyenne des pays européens enregistre un peu plus de la moitié des sondés (53%) qui estiment que cette appartenance est une *bonne chose*, contre 15% qui pensent que c'est une *mauvaise chose*. Près d'un tiers (28%) est d'avis que l'appartenance de leur pays respectif est *une chose ni bonne, ni mauvaise*. Avec 21 points de plus que cette moyenne européenne de sondés qui pensent que l'appartenance de leur pays respectif est *une bonne chose* se trouvent le Luxembourg et les Pays-Bas (ex aequo 74%) et avec 19 points au-dessus de la moyenne, l'Irlande (72%). Ces pays comptent un taux très faible d'interrogés estimant que l'appartenance est *une mauvaise chose* : respectivement 7% chacun pour le Luxembourg et les Pays-Bas et 8% pour l'Irlande. La part des sondés estimant que l'appartenance est *une chose, ni bonne, ni mauvaise*, est de 16% pour le Luxembourg, 18% pour les Pays-Bas et 14% pour l'Irlande. La Belgique et l'Allemagne connaissent des taux assez similaires pour les trois positionnements : 64% des résidents de la Belgique et 60% des résidents de l'Allemagne estiment que l'appartenance de leur pays respectif est *une bonne chose*, contre respectivement 11% de sondés en Belgique et en Allemagne qui estiment la *chose mauvaise*. Alors que 24% des sondés en Belgique et 25% des sondés en Allemagne pensent que l'appartenance est *une chose ni bonne, ni mauvaise*. Les chiffres du Portugal s'alignent sur ceux de la moyenne européenne : 52% des sondés ont répondu que l'appartenance à l'UE était *une bonne chose*, contre 15% ayant opté pour la réponse *une mauvaise chose*, alors que 26% des résidents au Portugal

estiment que cette appartenance est *une chose ni bonne, ni mauvaise*. Le taux de sondés favorables à cette appartenance du côté de la France se situe 4 points en dessous de la moyenne européenne : 49% sont de cet avis, contre 20% qui sont plutôt défavorables (soit, 5 points au-dessus de la moyenne européenne). Près d'un tiers des sondés de France estiment que l'appartenance de la France à l'UE est *une chose ni bonne, ni mauvaise* (29%). Finalement, les pays comptant les taux les moins élevés de sondés estimant que l'appartenance est *une bonne chose* sont : la Hongrie (34%), le Royaume-Uni (30%) et la Lettonie (23%). La Hongrie compte 22% de sondés défavorables à cette appartenance, la Lettonie, 24% et le Royaume-Uni, 30%, soit 15 points au-dessus de la moyenne européenne. La part des sondés estimant que l'appartenance respective de leur pays à l'UE est *une chose ni bonne, ni mauvaise*, est très large pour des pays comme : la Lettonie (51%), la République Tchèque (46%) ou la Hongrie (42%).

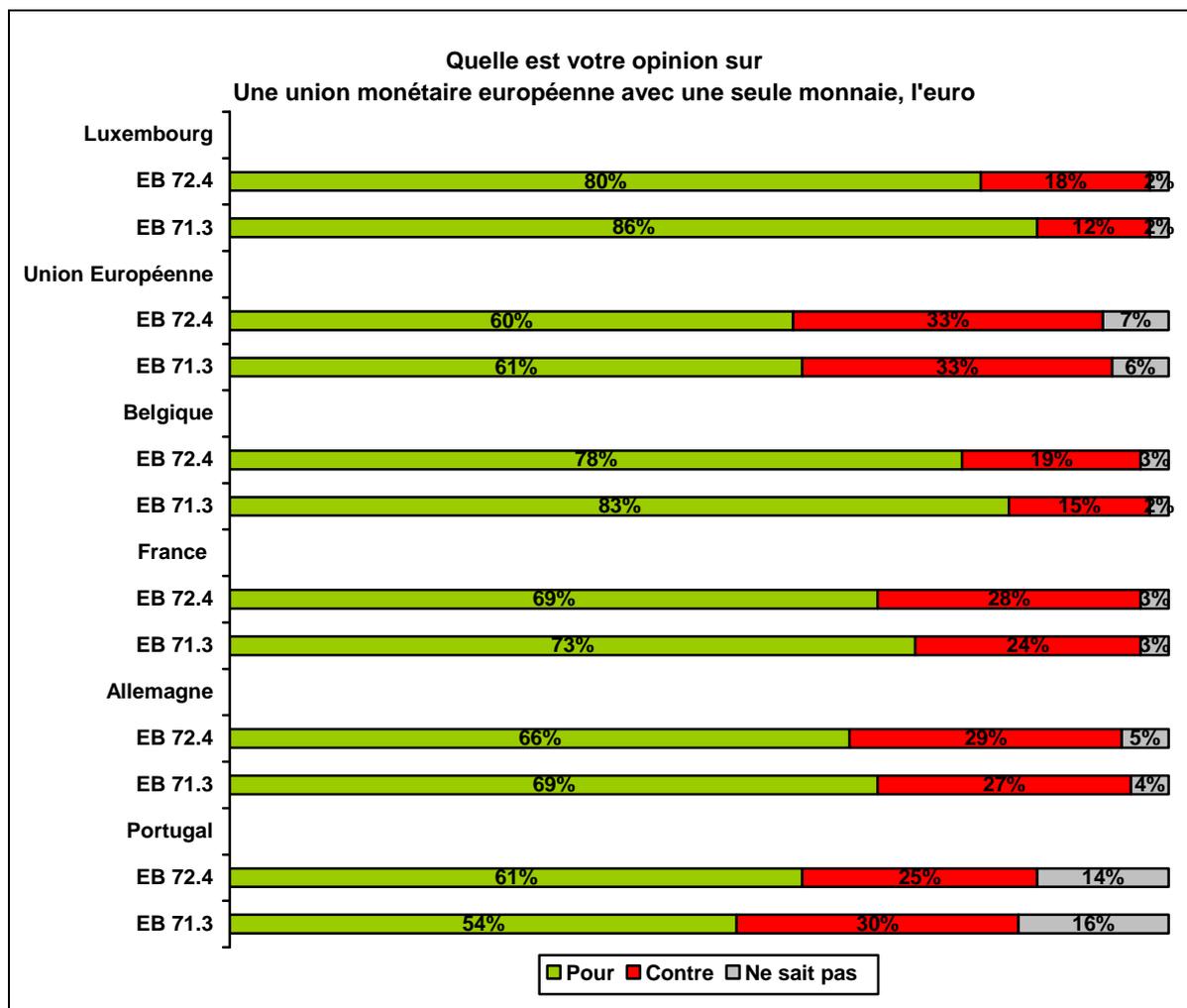


La part des sondés estimant que l'appartenance du Luxembourg à l'UE a *bénéficié* à leur pays n'a pas connu de divergences significatives au travers des 5 dernières années, mis à part en ce qui concerne le taux pour 2008 : elle est plutôt stable en 2005, 2006 et 2007 : 72%, 71% et 71%. Elle perd 2 points l'année suivante (68%) mais en regagne 4 au printemps 2009 pour obtenir 72% et reste stable à l'automne de la même année (72%). En ce qui concerne l'avis contraire, les taux de sondés estimant que le Luxembourg n'a *pas bénéficié* de son appartenance à l'UE sont également plutôt stables pour les mêmes périodes. En 2005, 21% des sondés étaient de cet avis et 20% en 2006. Le taux pour l'année 2007 gagne 2 points et passe à 22% pour les perdre l'année suivante (20%). Le printemps 2009 est caractérisé par un léger recul de 1 point, soit 19% de sondés de cet avis, suivi d'un nouveau recul de 2 points à l'automne 2009 (17%).

QA8. Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

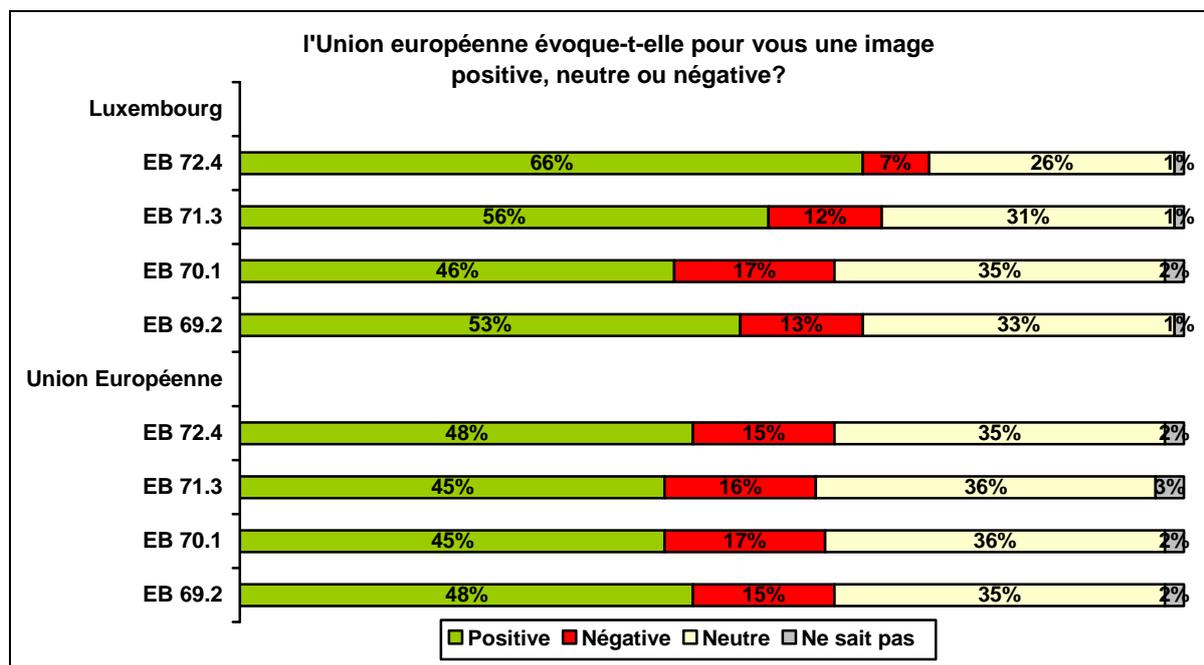


Les pays qui comptent les taux de sondés les plus élevés pour ce qui est de leur estimation du profit positif tiré par leur pays respectif de l'appartenance à l'UE sont, en tête, l'Irlande (81%), la Slovaquie (80%), l'Estonie (79%) et le Danemark (75%). Ces pays se situent plus de 18 points au-dessus de la moyenne européenne (57%). Le Luxembourg recule en septième position avec un pourcentage de sondés de cet avis atteignant cependant toujours les 72%, avant ses voisins, la Belgique (65%), l'Allemagne (57%) et la France (54%). A noter que, parmi ces pays, la France compte le plus grand nombre de sceptiques (35%), puis viennent l'Allemagne (32%), la Belgique (29%) et finalement toujours loin derrière, le Luxembourg (17%, soit un recul de 2 points par rapport au printemps 2009 et de 5 points par rapport à l'automne 2008). Les pays où les sondés d'avis positifs sur la question furent les moins nombreux sont le Royaume-Uni (36%), la Lettonie (37%) et la Hongrie (38%). Ces trois pays comptent près de la moitié et plus de leurs sondés respectifs estimant que leur pays n'a *pas bénéficié* de son appartenance à l'UE (49% pour le Royaume-Uni, 52% pour la Hongrie et 55% pour la Lettonie). Dans cette optique, les pays où les sondés considèrent avec un taux très faible que leur pays n'a *pas bénéficié* de son appartenance à l'UE sont l'Irlande (10%), la Slovaquie (14%), l'Estonie (15%) et la Pologne (16%). On peut également souligner qu'entre le printemps 2009 et l'automne de la même année, la moyenne européenne des sondés considérant que leur pays a *bénéficié* de son appartenance à l'UE a augmenté de 1 point (de 56% à 57%), et que le taux de sondés dans la moyenne européenne ayant répondu par la négative à cette question est resté le même (31%).



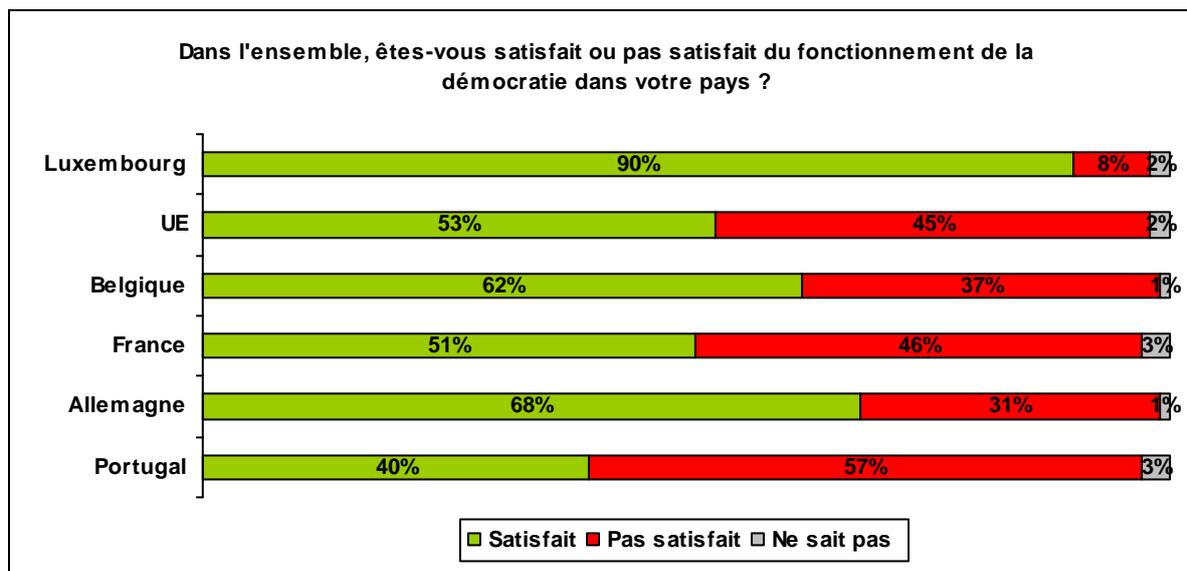
Face à une moyenne européenne plutôt stable entre le printemps 2009 et l'automne 2009 concernant l'opinion des sondés sur l'euro, le Luxembourg, ses pays voisins et le Portugal, connaissent davantage de variations de leurs taux respectifs. En effet, la moyenne européenne des pays s'exprimant *pour* l'euro était de 61% au printemps 2009, elle perd 1 point à l'automne 2009 (60%). Le taux de sondés *pour* cette moyenne européenne ne varie pas en ce qui concerne la part des avis *contre* l'euro : elle se situe à 33% pour les deux périodes. L'Allemagne comptait pour l'EB 71.3, 69% de sondés *pour* l'euro, chiffre qui passe à 66% (moins 3 points) pour l'EB 72.4, soit, 6 points au-dessus de la moyenne européenne. Cette perte de points alimente, pour ce pays, la part des sondés *contre* l'euro : le taux passe ainsi de 27% à 29%, un taux qui reste 4 points en dessous de la moyenne européenne. Le taux de sondés d'avis positifs pour la France connaît lui aussi un recul : moins 4 points par rapport au printemps 2009, le pourcentage passant de 73% à 69%. La part des sondés se positionnant *contre* l'euro augmente également ici de 4 points : de 24% au printemps 2009, on obtient 28% à l'automne de la même année. La Belgique quant à elle connaît aussi le même mouvement : le taux de sondés *pour* l'euro est de 83% au printemps 2009 et passe à 78% à l'automne 2009. Le taux de sondés *contre* l'euro pour ce même pays augmente de 4 points, passant ainsi de 15% à 19% pour ces périodes. Le Luxembourg enregistre une baisse de 6 points parmi les sondés *pour* l'euro (le taux passe de 86% de convaincus au printemps à 80% à l'automne 2009). De même que pour ses pays voisins, le Luxembourg compte 18% de sondés *contre* l'euro pour l'EB 72.4, alors qu'il en comptait 12% pour l'EB 71.3 (soit une perte de 6 points). Enfin, le Portugal connaît un mouvement de ses taux inverse aux autres pays ci-analysés : la part des sondés *pour* l'euro passe de 54% au printemps 2009 à 61% à l'automne de la même année et le taux de sondés *contre* l'euro baisse de 5 points entre les deux périodes : il passe de 30% à 25%.

II.2. L'image de l'Union européenne

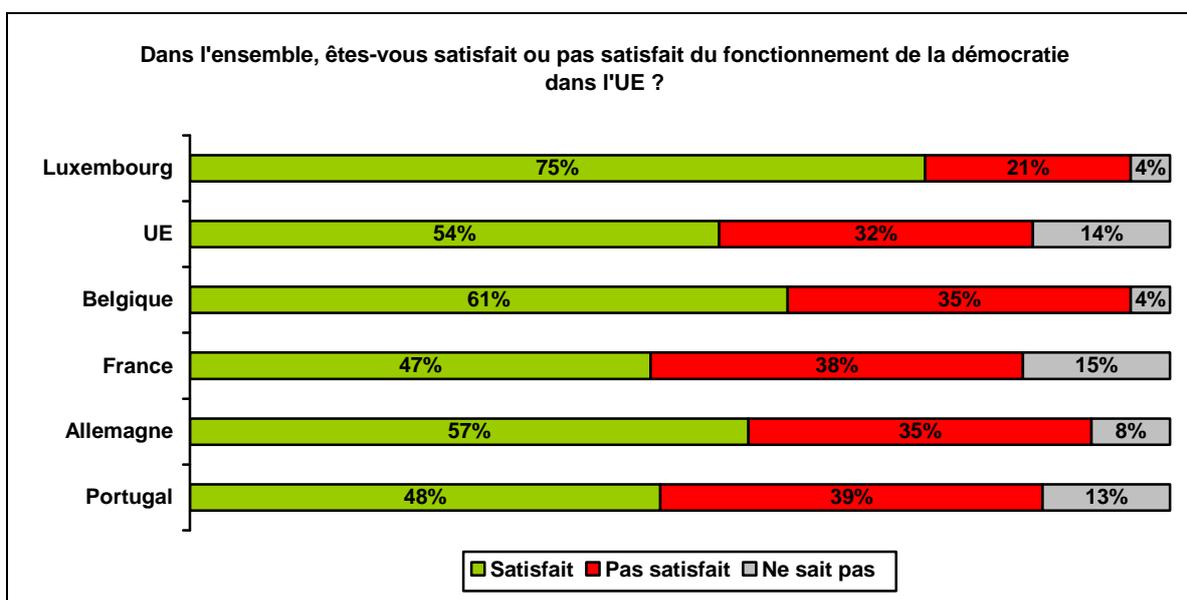


Si les chiffres concernant l'image de l'UE dans la moyenne européenne restent assez stables entre l'EB 69.2 et l'EB 72.4, ceux pour le Luxembourg connaissent davantage de variations au fil des saisons. En effet, nous pouvons observer que les chiffres pour la moyenne européenne, partant d'un taux s'élevant à 48% de sondés estimant que l'UE évoque pour eux une image *positive*, baissent de trois points lors de l'EB 70.1 (45%) et restent stables la saison d'après, lors de l'EB 71.3, à 45%. On enregistre ensuite une hausse de 3 points à l'automne 2009, le taux se situant à 48%. La moyenne européenne concernant les sondés estimant que l'UE a une image *négative* connaît de faibles variations : de 15% au printemps 2008, le taux passe à 17% à l'automne de la même année, puis à 16% au printemps 2009, pour se repositionner à 15% à l'automne 2009. La part de sondés qui déclarent avoir une image *neutre* de l'UE est stable pour la moyenne européenne, respectivement pour les quatre périodes : 35% pour l'EB 69.2, 36% pour l'EB 70.1 et l'EB 71.3 et 35% pour l'EB 72.4. En ce qui concerne les taux du Luxembourg, si on pouvait enregistrer une baisse de 7 points du taux des sondés estimant que l'UE a une image positive entre l'EB 69.2 et l'EB 70.1, le taux passant de 53% à 46%, il se produit une augmentation de 10 points au printemps 2009 (56%) et de 10 points encore à l'automne 2009, le taux s'élevant alors à 66%. Le Luxembourg, entre le printemps 2008 et l'automne 2008, a connu une augmentation de 4 points parmi les sondés estimant que l'UE a une image *négative*, le pourcentage passant de 13% à 17%. Mais une baisse progressive de ce taux est ensuite enregistrée au printemps 2009 et en automne 2009, qui passe à 12% puis à 7%, soit une différence de 5 points entre les deux dernières périodes. Les sondés au Luxembourg ayant une image *neutre* de l'UE représentaient 33% au printemps 2008 et 35% à l'automne 2008, soit une augmentation de 2 points, pour baisser de 4 points (31%) au printemps 2009 et enfin de 5 points (26%) à l'automne 2009.

II.3. Le fonctionnement de la démocratie



Si le fonctionnement de la démocratie dans leurs pays respectifs satisfait à hauteur de 53% les sondés dans la moyenne européenne, ils sont 45% à se déclarer *pas satisfaits*. Bien loin au-dessus de la moyenne européenne (37 points), nous trouvons au Luxembourg 90% des sondés résidents qui se disent *satisfaits* du fonctionnement de la démocratie dans le pays et seulement 8% qui se disent *non satisfaits* (5 fois moins que pour la moyenne européenne). L'Allemagne compte elle, 15 points de plus de *satisfaits* (68%) que la moyenne européenne et 14 points de moins en ce qui concerne la part des sondés *pas satisfaits* (31%). La Belgique présente également un taux de 9 points supérieur à celui de la moyenne européenne en ce qui concerne la part des sondés qui se déclarent *satisfaits* du fonctionnement de la démocratie en Belgique (62%), et compte 37% de sondés de l'avis contraire (8 points de moins que la moyenne européenne). La France quant à elle s'aligne sur la moyenne européenne: 51% des sondés sont *satisfaits* du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, contre 46% *d'insatisfaits*. Enfin, le Portugal compte 40% de *satisfaits* (13 points en-dessous de la moyenne européenne) et près des deux tiers (57%) des sondés *pas satisfaits* du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, soit 12 points de plus que la moyenne européenne.

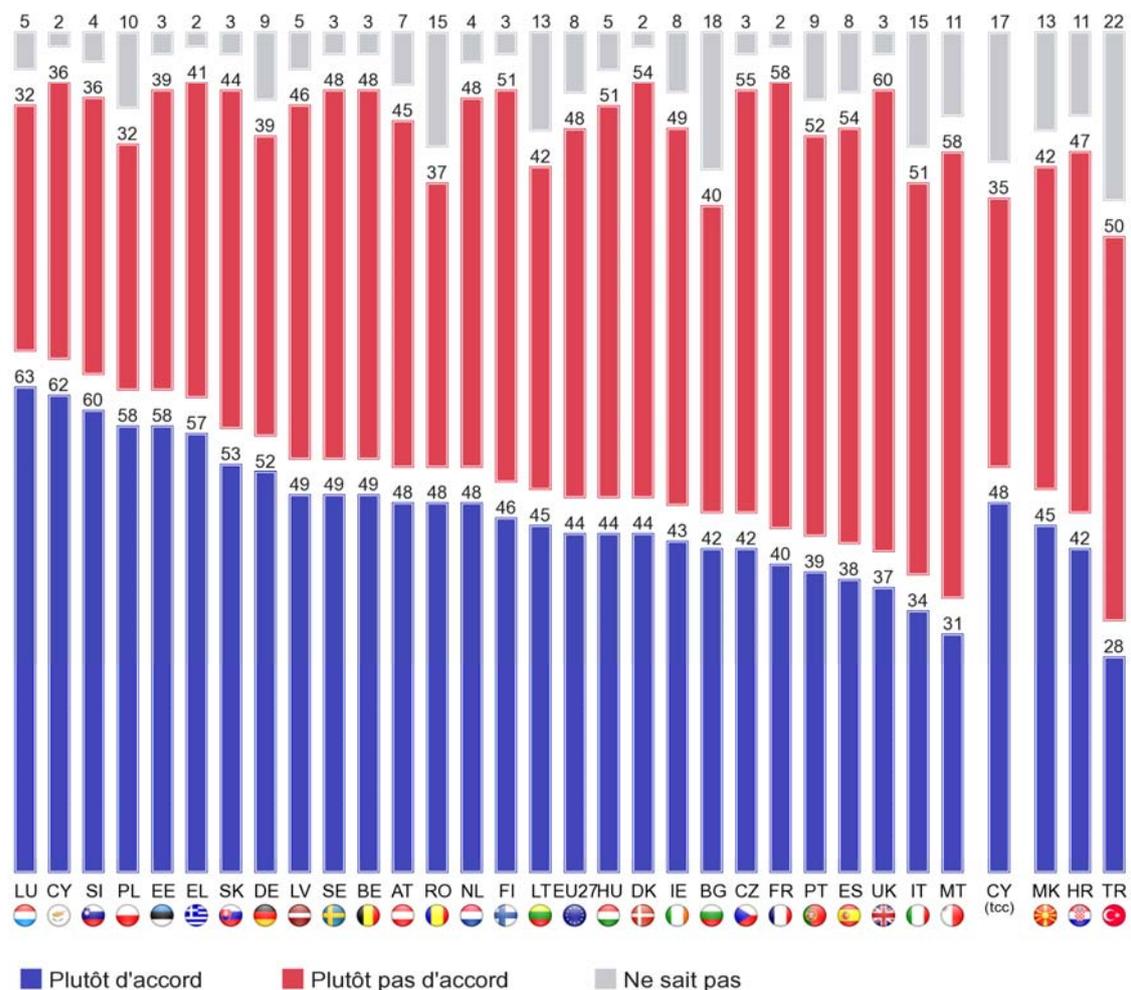


Loin devant les autres pays, le Luxembourg compte 75% de sondés résidents qui se déclarent *satisfaits* du fonctionnement de la démocratie dans l'UE (21 points au-dessus de la moyenne européenne), contre 21% qui se disent *insatisfaits* (11 points en dessous de la moyenne européenne). La part des *satisfaits* pour la Belgique est de 61%, contre plus du tiers des sondés, *pas satisfaits* (35%). L'Allemagne compte 57% de sondés *satisfaits*, soit 3 points de plus que la moyenne européenne, et 35% d'insatisfaits, comme pour la Belgique, soit 3 points de plus que la moyenne européenne. En dessous de la moyenne européenne du taux de sondés se déclarant *satisfaits* du fonctionnement de la démocratie dans l'UE (54%), le Portugal et la France enregistrent un taux respectif de 48% et de 47% (soit une différence de 6 et 7 points respectivement avec la moyenne européenne), contre respectivement 39% et 38% de sondés *pas satisfaits* (soit une différence respective de 7 et 6 points avec la moyenne européenne).

II.4. Le fonctionnement de l'Union européenne et la prise en compte des intérêts nationaux

QA19.1. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

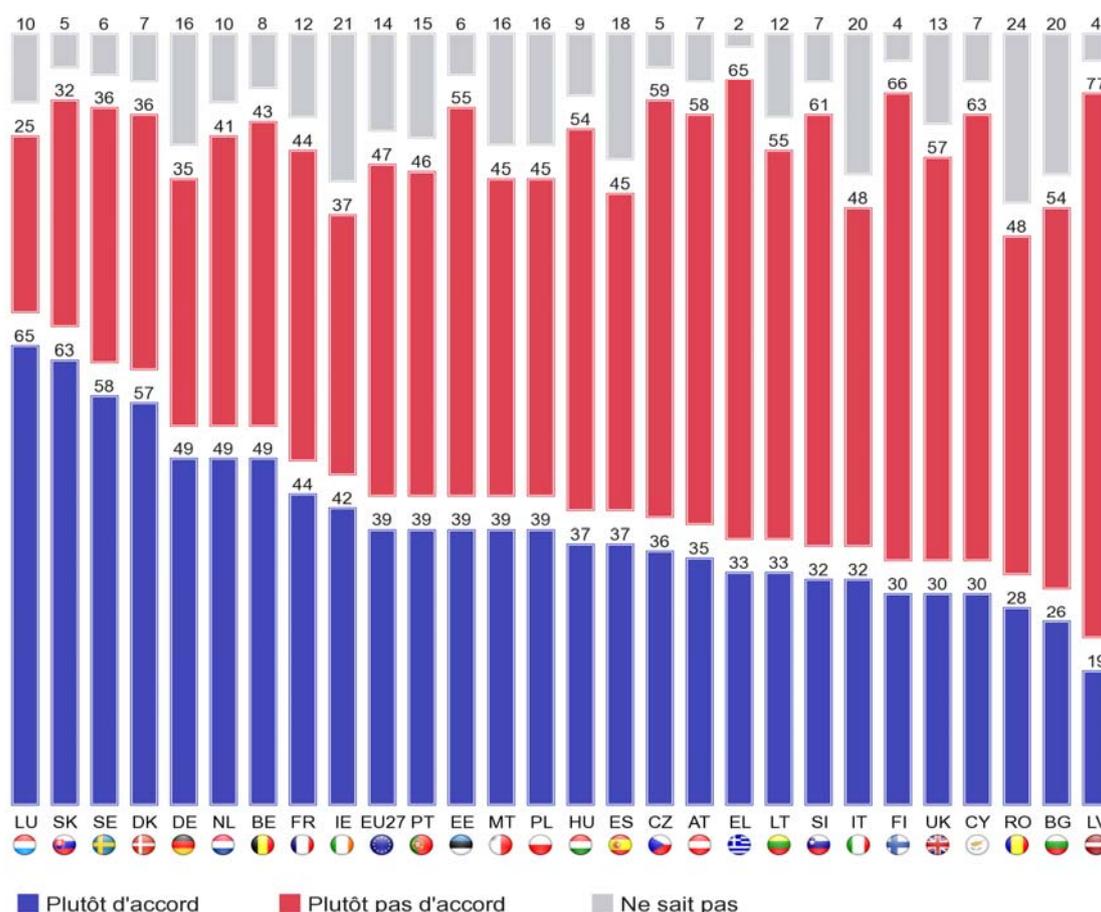
Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne



A la question de savoir si les sondés comprennent le fonctionnement de l'UE, le Luxembourg se place en tête des taux les plus élevés de sondés étant *plutôt d'accord* avec cette affirmation (63%), ensuite on trouve avec 62% des sondés, Chypre, et, avec 60%, la Slovénie. Face à une moyenne européenne comptant 44% de sondés comprenant le fonctionnement de l'UE, ces pays se placent 16 points au moins au-dessus de la moyenne européenne. Les pays, comptant les taux les moins élevés de sondés comprenant le fonctionnement de l'UE et se plaçant par la même occasion en dessous de

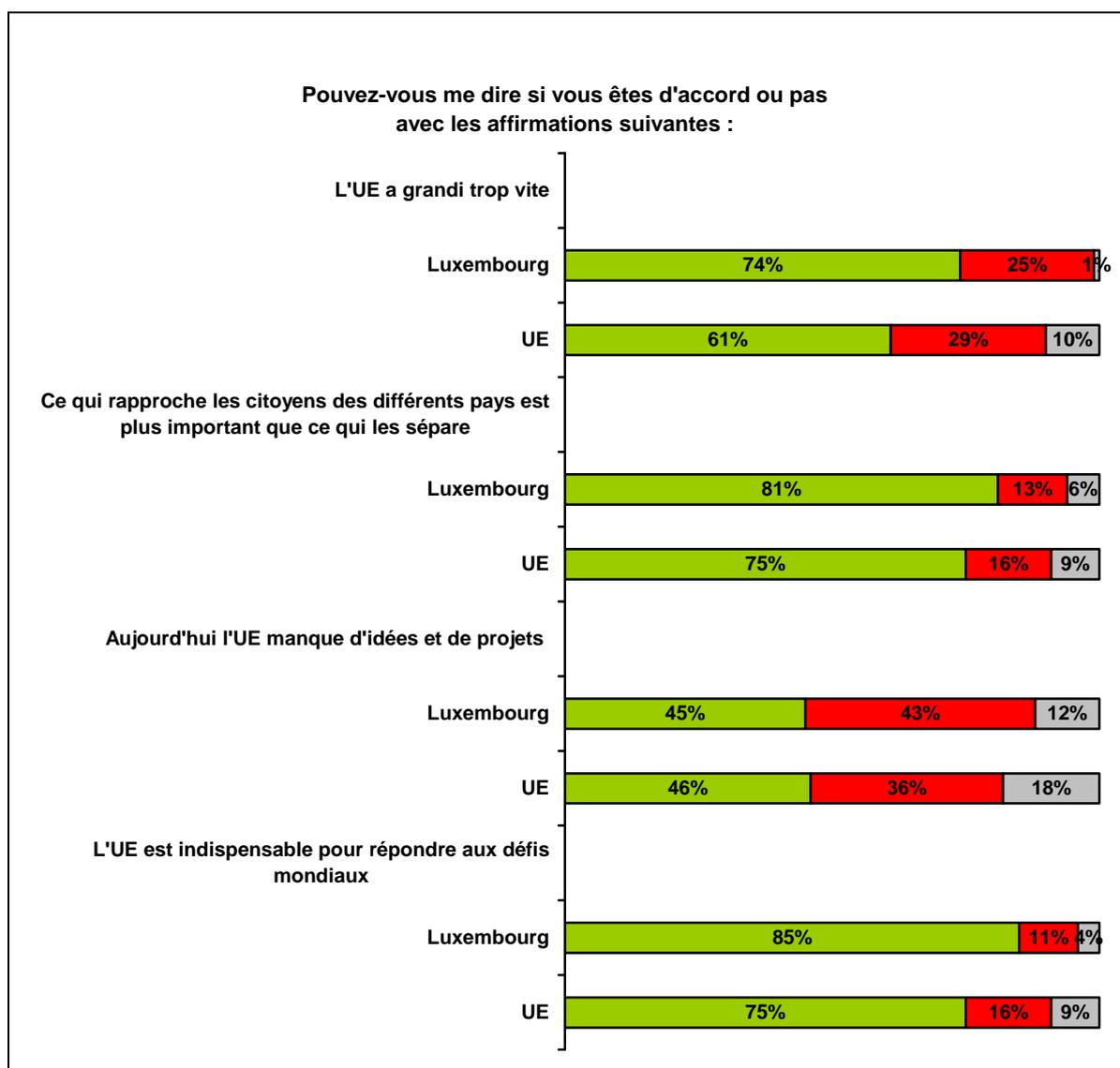
la moyenne européenne, sont, le Royaume-Uni avec 37% (soit 7 points en dessous), l'Italie avec un taux de 34% (soit, une différence de 10 points) et enfin Malte avec 31% (se situant 13 points en dessous de la moyenne européenne). A l'inverse, les pays enregistrant les taux les plus élevés de sondés *plutôt pas d'accord* avec la question, sont, avec près des deux tiers de leurs sondés respectifs, Malte et la France (respectivement 58% chacun) et le Royaume-Uni (60%). Le Luxembourg et la Pologne, quant à eux, enregistrent les taux les moins élevés de sondés ayant répondu plutôt par la négative à la question, avec un pourcentage de 32% chacun, soit tout de même plus du tiers de leurs sondés respectifs.

QA19.2. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?
Les intérêts de (NOTRE PAYS) sont bien pris en compte dans l'Union Européenne



La moyenne européenne comptant 39% des sondés estimant que les intérêts de leurs pays respectifs sont bien pris en compte dans l'UE, les pays qui s'en éloignent le plus sont, dans le sens positif, le Danemark (57%), la Suède (58%), la Slovaquie (63%) et le Luxembourg qui, avec 65% des sondés, se situe 26 points au-dessus de la moyenne européenne. Dans le sens inverse, la Finlande, le Royaume-Uni et Chypre enregistrent chacun un taux de 30% seulement de sondés d'avis que les intérêts de leurs pays sont bien pris en compte dans l'UE, puis viennent la Roumanie (28%), la Bulgarie (26%) et finalement la Lettonie (19%). Les pays comptant les taux de sondés les plus élevés qui pensent que les intérêts de leurs pays respectifs ne sont pas bien pris en compte dans l'UE sont la Grèce (65%), la Finlande (66%) et loin devant, la Lettonie, où 77% des sondés de ce pays sont de cet avis (soit 30 points de différence avec la moyenne européenne). Le Luxembourg, avec 25% de sondés estimant que les intérêts du pays ne sont pas bien pris en compte dans l'UE, se situe 22 points en dessous de la moyenne européenne du même avis.

II.5. Le développement de l'Union européenne et ses perspectives

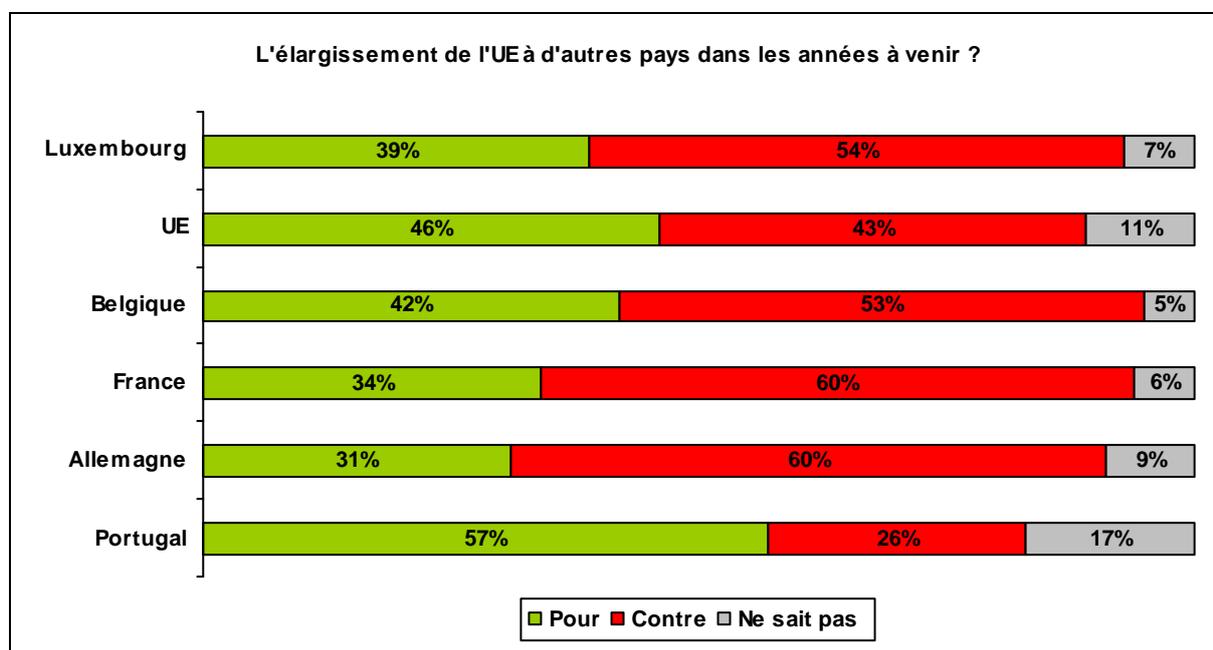


Les sondés au Luxembourg sont *d'accord* à hauteur de 74% pour dire que, selon eux, l'UE a grandi trop vite. Pourcentage qui est à mettre en relation avec celui de la moyenne européenne où le taux pour la même opinion baisse jusqu'à 61%, soit 13 points de moins. Ne sont *pas d'accord* avec cette affirmation 29% des sondés dans la moyenne européenne et 25% des sondés au Luxembourg.

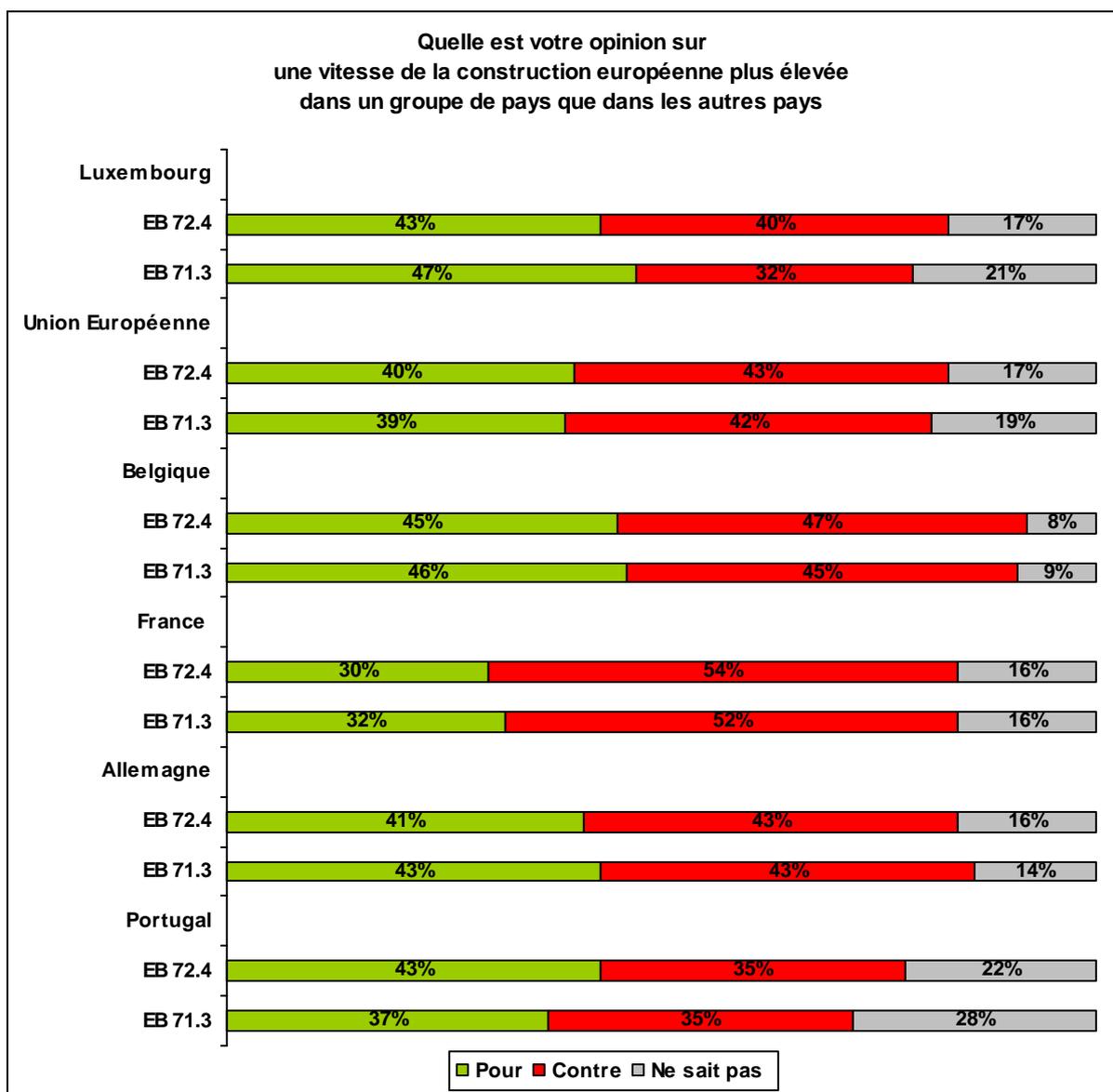
Le sentiment d'appartenance existe pourtant bel et bien puisque 81% des résidents au Luxembourg estiment que ce qui rapproche les citoyens des différents pays est plus important que ce qui les sépare, soit 6 points au-dessus de la moyenne européenne. Seuls 13% des sondés au Luxembourg ne sont *pas d'accord* avec cette affirmation, soit 3 points en dessous de la moyenne européenne.

Les résultats sont plus mitigés en ce qui concerne l'opinion selon laquelle l'UE, aujourd'hui, manque d'idées et de projets : puisqu'en effet, 45% des sondés au Luxembourg sont *d'accord* avec cette idée (UE : 46%), contre 43% qui réfutent cette affirmation, taux qui se situe 7 points au-dessus de celui de la moyenne européenne (36%). A noter que la moyenne européenne pour cette question compte 18% de sondés qui ne se prononcent pas et 12% de sondés au niveau du Luxembourg. Enfin, l'UE est indispensable pour répondre aux défis mondiaux selon 85% des sondés au Luxembourg, soit 10 points de plus que le pourcentage de la moyenne européenne (75%), et seulement 11% au Luxembourg ne sont *pas d'accord* avec cette affirmation, contre 16% dans la moyenne européenne.

II.6. L'élargissement de l'Union européenne et sa vitesse de construction



Ce graphique, en comparaison avec les chiffres du printemps 2009, donne à observer que les sondés des pays ci-analysés se montrent moins catégoriques au sujet de l'élargissement de l'UE dans les années à venir. La moyenne européenne concernant un éventuel élargissement de l'UE à d'autres pays révèle que près de la moitié des sondés (46%) se positionne *pour* cette éventualité, soit une hausse de 3 points par rapport à l'EB 71.3. Selon cette moyenne, 43% des sondés déclarent qu'ils sont *contre*, alors qu'ils étaient 46% au printemps 2009. Un taux assez élevé de sondés (11%) ne se prononcent pas. Le Luxembourg et ses pays voisins restent assez mitigés sur la question et se situent, pour ce qui est des avis *pour* l'élargissement, en dessous de la moyenne européenne, de même que les avis négatifs qui dépassent tous la moyenne européenne. Ainsi, la Belgique se positionne 4 points en dessous de la moyenne européenne en ce qui concerne les avis positifs (42%), le Luxembourg, 7 points en dessous, avec 39% (soit toutefois une hausse de 12 points par rapport à l'EB 71.3), la France, 12 points en dessous, soit 34%, et l'Allemagne, 15 points en dessous de la moyenne européenne des sondés s'étant prononcés *pour* l'élargissement de l'UE, à savoir, 31%. Le Portugal se dénote de cette tendance : avec 57% de sondés se prononçant *pour* l'élargissement, il obtient 11 points de plus que la moyenne européenne ; à noter également une hausse de 6 points de ce taux par rapport à l'EB 71.3. Le Portugal est le pays qui compte le taux le moins élevé, parmi les pays ci-analysés, de sondés *contre* cette idée : 26%, soit 17 points de moins que les chiffres de la moyenne européenne pour la même opinion et 2 points de plus que les taux de l'EB 71.3. Largement au-dessus de la moyenne européenne des sondés *contre* d'éventuels élargissements futurs, nous trouvons la Belgique avec 53% (soit 10 points au-dessus de la moyenne européenne), le Luxembourg avec 54% (11 points de plus que la moyenne européenne) qui connaît, à l'automne 2009, une baisse significative de 13 points du taux de sondés *contre*, par rapport aux chiffres du printemps 2009. La différence avec la moyenne européenne est de 17 points pour la France et pour l'Allemagne, avec respectivement pour chacun de ces deux pays, 60% des sondés *contre* d'éventuels élargissements futurs. Par rapport aux taux de l'EB 71.3, l'Allemagne perd 6 points et la France 3 points des avis *contre*. A noter enfin que le Portugal enregistre un taux de 17% de sondés n'ayant pas su se prononcer à ce sujet à l'automne 2009 et que le taux s'élevait à 25% au printemps 2009 (soit, moins 8 points).

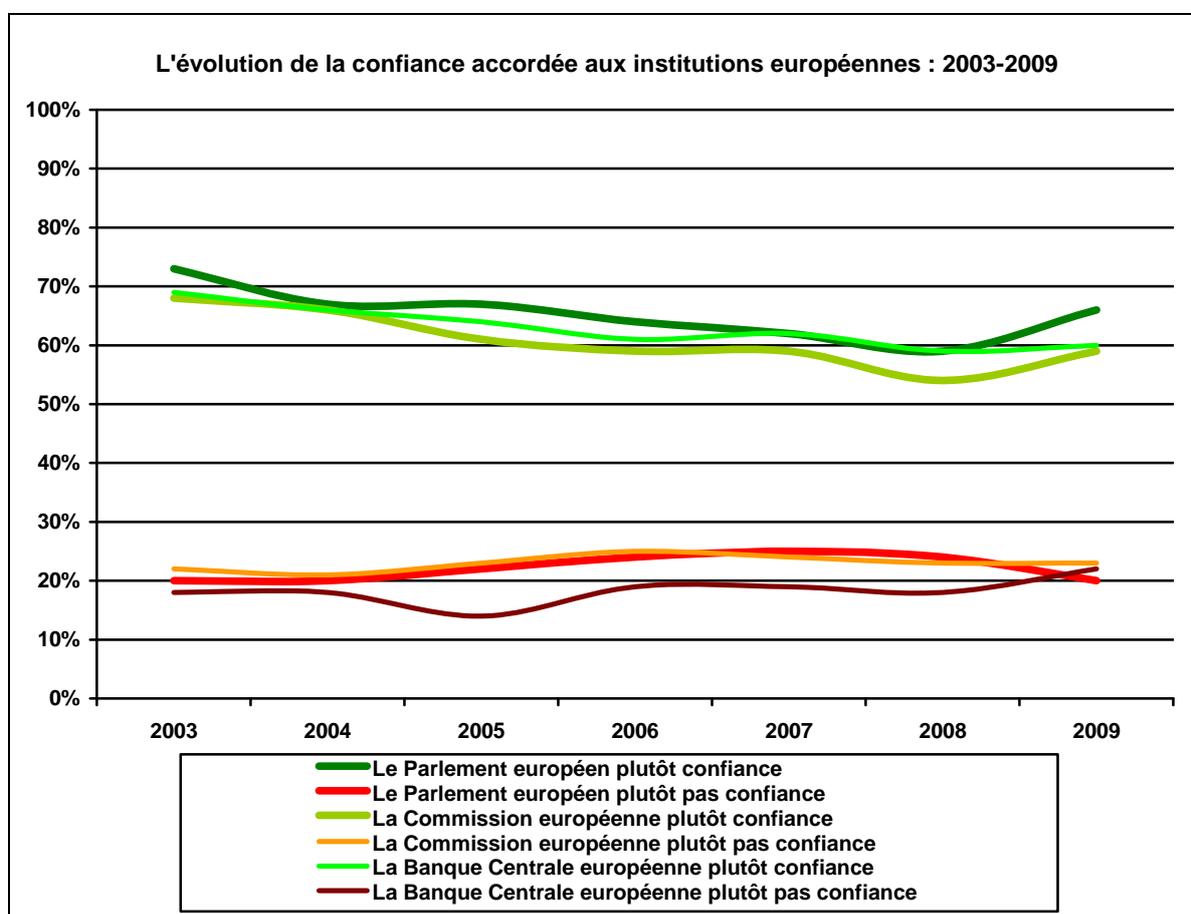


Pour ce qui est de la vitesse de la construction européenne plus élevée dans des groupes de pays que dans d'autres, nous remarquons que la moyenne européenne ne connaît pas de grandes variations entre le printemps 2009 et l'automne 2009. Elle compte pour l'EB 72.4, 40% d'avis positifs (moins 1 point par rapport à l'EB 71.3), contre 43% d'avis négatifs (plus 1 point entre les deux périodes). La France passe de 32% de sondés en accord avec cette idée à 30% à l'automne 2009 et de 52% à 54% d'avis négatifs sur la question. Les variations sont également peu prononcées en ce qui concerne les chiffres pour l'Allemagne : de 43%, on passe à 41% de sondés pour une construction à plusieurs vitesses, et le taux des sondés *contre* cette idée ne varie pas : 43%, chiffres qui s'alignent sur ceux de la moyenne européenne. La Belgique enregistre 1 point de moins entre l'EB 71.3 et l'EB 72.4 parmi les avis positifs : de 46% à 45%, et une augmentation de 2 points parmi les sondés s'étant exprimés *contre* : de 45% à 47%. Le Luxembourg se distingue plus fortement ici de ses pays voisins : s'ils étaient 47% à être d'accord avec cette idée au printemps 2009, ils sont 43% (soit 4 points de moins) à l'automne 2009, et la part des sondés s'étant exprimés de manière négative a bondi de 8 points, passant de 32% au printemps 2009 à 40% à l'automne 2009. Enfin, si la part de sondés résidents au Portugal et se positionnant *contre* l'idée d'une construction à plusieurs vitesses ne varie pas entre l'EB 71.3 et l'EB 72.4 et stagne à 35%, le Portugal enregistre une hausse de 6 points parmi les sondés se déclarant *pour* ce type de construction européenne, le taux passant de 37% au printemps 2009 à 43% à l'automne de la même année.

III. La confiance accordée aux institutions et à l'Union européenne

La confiance regagne du terrain vis-à-vis des diverses institutions européennes à l'automne 2009. La confiance à l'égard de l'UE, de 55% au printemps 2009, passe à 62% à l'automne 2009, gagnant 7 points entre les deux périodes. Si le Gouvernement luxembourgeois arborait, quant à lui, une confiance de 77% des sondés au printemps 2009, c'est-à-dire pendant la période d'élections législatives, celle-ci connaît une baisse de 9 points à l'automne de la même année (68%). La Chambre des Députés subit le même mouvement, passant de 67% de sondés confiants au printemps à 59% à l'automne 2009. Les partis politiques enregistrent également les mêmes tendances : le taux de confiance baisse entre le printemps et l'automne 2009 de 9 points, passant de 50% à 41%. Enfin, la radio est le moyen de communication inspirant le plus de confiance parmi les sondés (70%), devançant ainsi la presse écrite (65%), la télévision (63%) et de loin, internet (41%).

III.1. Les institutions européennes et l'Union européenne

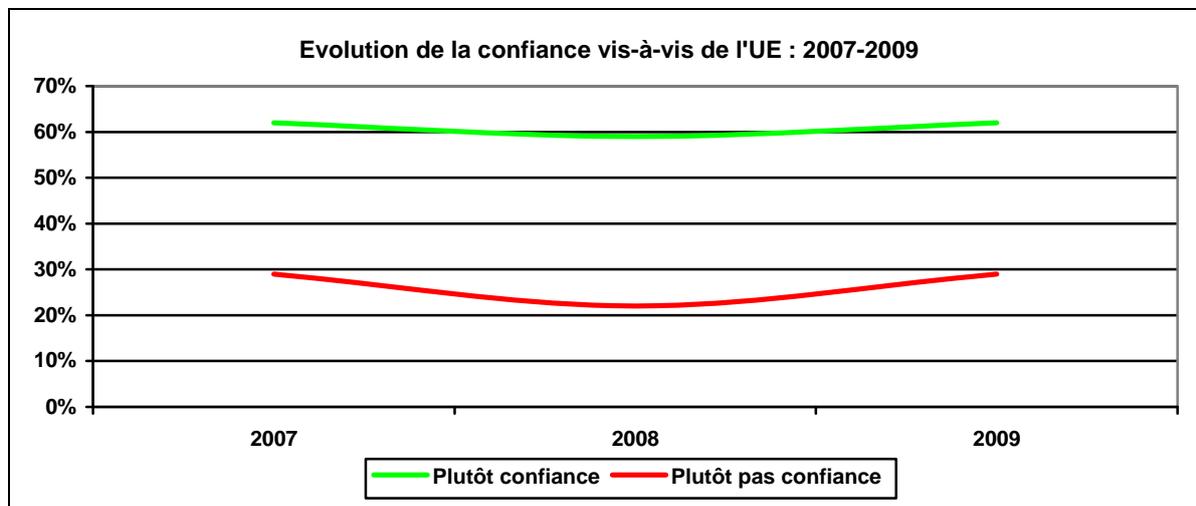


Les graphiques rapportant l'évolution de la confiance envers les institutions européennes dégagent une tendance générale : une baisse du taux de confiance pour l'ensemble de celles-ci de la part des sondés du Luxembourg entre l'année 2003 et le printemps 2009, avec cependant, à l'automne 2009, un regain de confiance pour ces institutions, moins accentué, il est vrai, en ce qui concerne la Banque Centrale européenne. Ainsi, le Parlement européen connaît une baisse de 6 points parmi les sondés lui accordant sa confiance entre le printemps 2003 et le printemps 2004 (de 73% à 67%). Le pourcentage est le même pour l'année suivante, puis s'en suit une baisse progressive jusqu'en 2008, passant ainsi de 67% à 64% en 2006, 62% en 2007 pour atteindre 59% en 2008. On note cependant une légère reprise au printemps 2009 avec 61% (plus deux points), puis une hausse de 5 points à l'automne 2009 (66%). Par ailleurs, nous pouvons observer une hausse relative des taux de sondés

plutôt pas confiants à l'égard du Parlement européen : leur taux augmente de 4 points entre le printemps 2003 et le printemps 2009, passant progressivement de 20% à 24%, puis ils baissent de 4 points à l'automne 2009, le taux s'élevant à 20% de sondés *plutôt pas confiants*.

Les taux de confiance pour la Commission européenne concernant, en 2003, 68% de sondés *plutôt confiants*, une baisse de 2 points se produit un an plus tard au printemps 2004 (66%), puis une baisse de 5 points, l'année suivante (61%). Les printemps 2006 et 2007 obtiennent un taux de 59% de *plutôt confiants*, puis la Commission européenne connaît encore une fois une baisse de 5 points pour le printemps 2008 (54%) et d'un point pour le printemps 2009 (53%). Ici encore, l'automne 2009 est caractérisé par une hausse de la confiance à l'égard de cette institution : le taux passe de 53% à 59%, soit une augmentation de 6 points. L'augmentation du taux de sondés *plutôt pas confiants* se traduit comme suit : le pourcentage est de 22% en 2003, de 26% au printemps 2009 (soit 4 points de plus entre les deux périodes analysées), puis la valeur baisse de 3 points se situant à 23% à l'automne 2009.

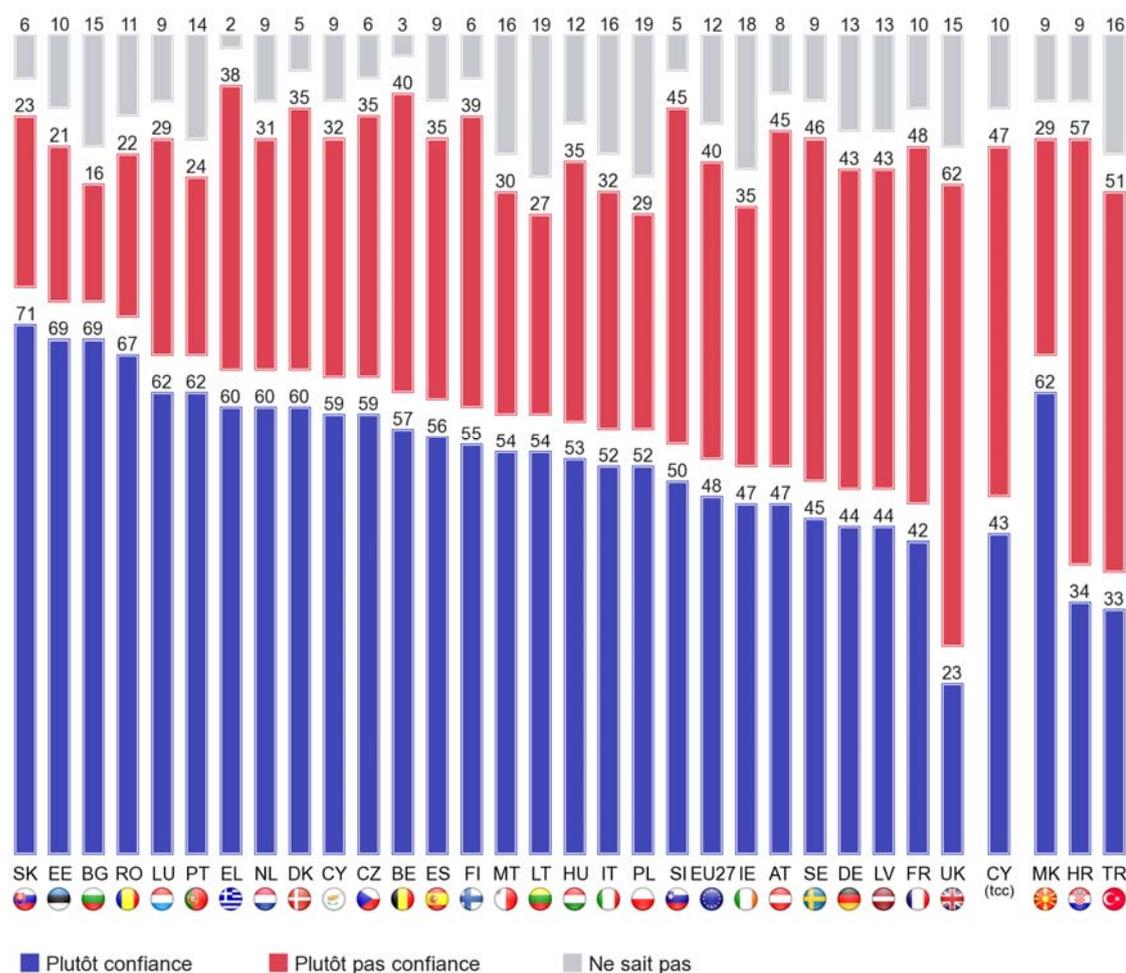
Enfin, le pourcentage de sondés confiants au Luxembourg vis-à-vis de la Banque Centrale européenne est de 69% en 2003 et de 66% en 2004 (moins 3 points). Il passe en 2005 à 64% (moins 2 points par rapport à l'année précédente) puis à 61% en 2006 (moins 3 points) pour remonter d'un point au printemps 2007 (62%). Une baisse de 3 points caractérise les chiffres pour l'année 2007 par rapport à 2006 (59%) pour remonter légèrement au printemps 2009 à 60% et se stabiliser à l'automne de la même année (60%). Par ailleurs, les taux de sondés se déclarant *plutôt pas confiants* à l'égard de cette institution stagnent en 2003 et 2004 (18%), puis ils perdent 4 points l'année suivante (14%), pour remonter ensuite à 19% en 2006 et en 2007. Le printemps 2008 et le printemps 2009 obtiennent quant à eux un pourcentage respectif de 18% et 19% et atteignent, à l'automne 2009, les 22% de sondés *plutôt pas confiants*.



Lorsqu'il s'agit de lire les chiffres de la confiance de la part des sondés du Luxembourg vis-à-vis de l'UE, nous notons une baisse sensible de celle-ci entre les trois périodes pour ensuite observer une reprise à l'automne 2009. Ainsi, 62% de sondés accordent leur confiance à l'UE au printemps 2007, puis le taux baisse de 3 points au printemps 2008, faisant passer le taux en dessous de la barre des 60% (59%), puis on enregistre encore une baisse à 55% au printemps 2009. Le taux de sondés confiants à l'égard de l'UE connaît cependant une augmentation de 7 points et s'élève ainsi à 62% à l'automne 2009. Par ailleurs, on peut souligner une tendance à l'augmentation du taux des sondés *plutôt pas confiants* pour ces trois périodes pour ensuite observer une baisse du taux à l'automne 2009 : partant de 29% en 2007, elle connaît une baisse ensuite de 7 points au printemps 2008 (22%), puis à nouveau une augmentation de, cette fois-ci, 12 points (34%) pour le printemps 2009, puis enfin une perte de vitesse de 5 points à l'automne 2009 ramenant le taux à 29%.

QA10.10. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

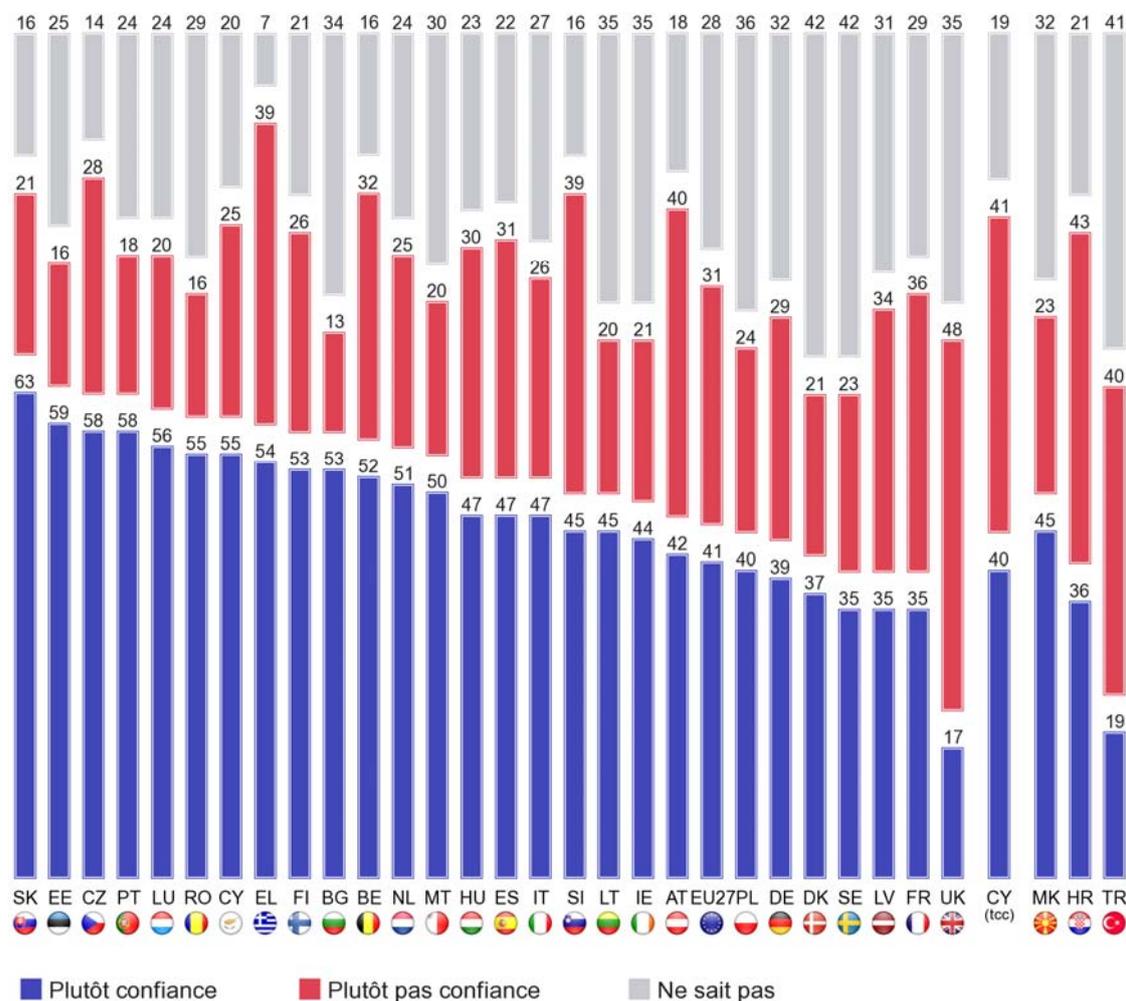
L'Union européenne



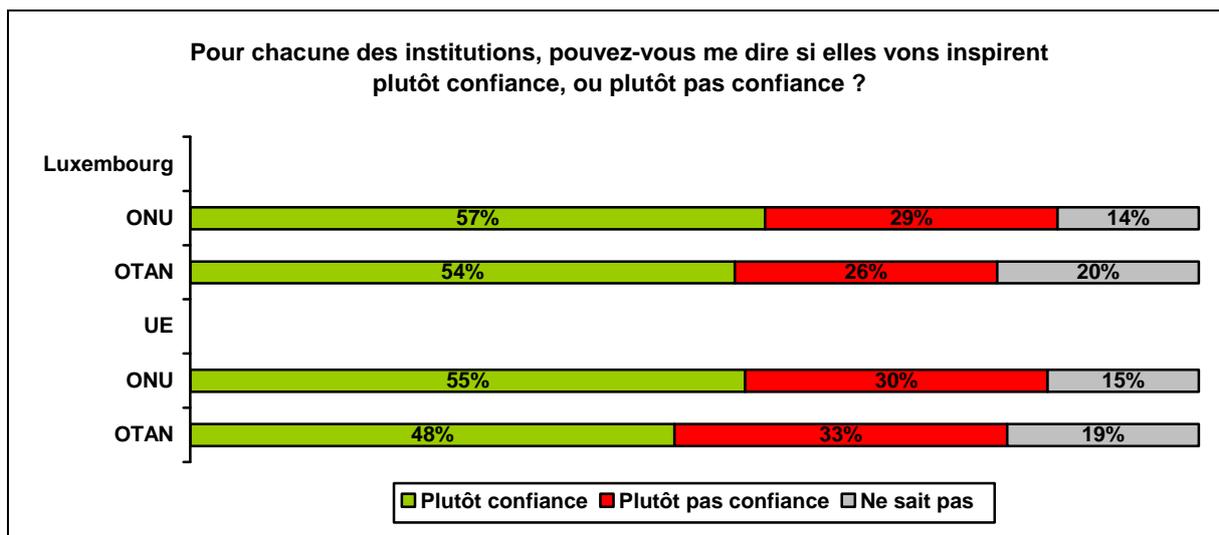
A l'automne 2009, le taux de confiance à l'égard de l'UE pour la moyenne européenne n'a pas beaucoup varié par rapport au printemps 2009 : il passe ainsi de 47% à 48% de sondés, contre 41% de sondés qui, au printemps 2009, déclaraient n'avoir *plutôt pas confiance* en elle et 40% à l'automne 2009. Avec 23 points au-dessus de la moyenne des sondés confiants, nous trouvons la Slovaquie (71%), et avec 21 points de plus que cette moyenne européenne, l'Estonie et la Bulgarie (69% chacun). Le Luxembourg se situe en cinquième position des pays comptant le plus de sondés confiants avec 62%, soit 14 points au-dessus de la moyenne européenne. Les pays enregistrant, au contraire, les taux les moins élevés de sondés confiants sont : la France (42%) mais surtout le Royaume-Uni (23%), avec respectivement 6 et 25 points en dessous de la moyenne européenne. Les pays les plus eurosceptiques sont la Suède (46%, soit 6 points de plus que la moyenne européenne), la France, avec près de la moitié des sondés de cet avis (48%, soit 8 points au-dessus de la moyenne européenne) et surtout le Royaume-Uni, qui compte 62% des sondés n'ayant *plutôt pas confiance* en l'UE, soit 22 points au-dessus de la moyenne européenne. Les pays comptant les taux les moins élevés de sondés eurosceptiques sont : la Bulgarie (16%), l'Estonie (21%) et la Roumanie (22%) ces pays se positionnant ainsi, avec 18 points et plus, en dessous de la moyenne européenne.

QA14.3. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Le Conseil de l'Union européenne



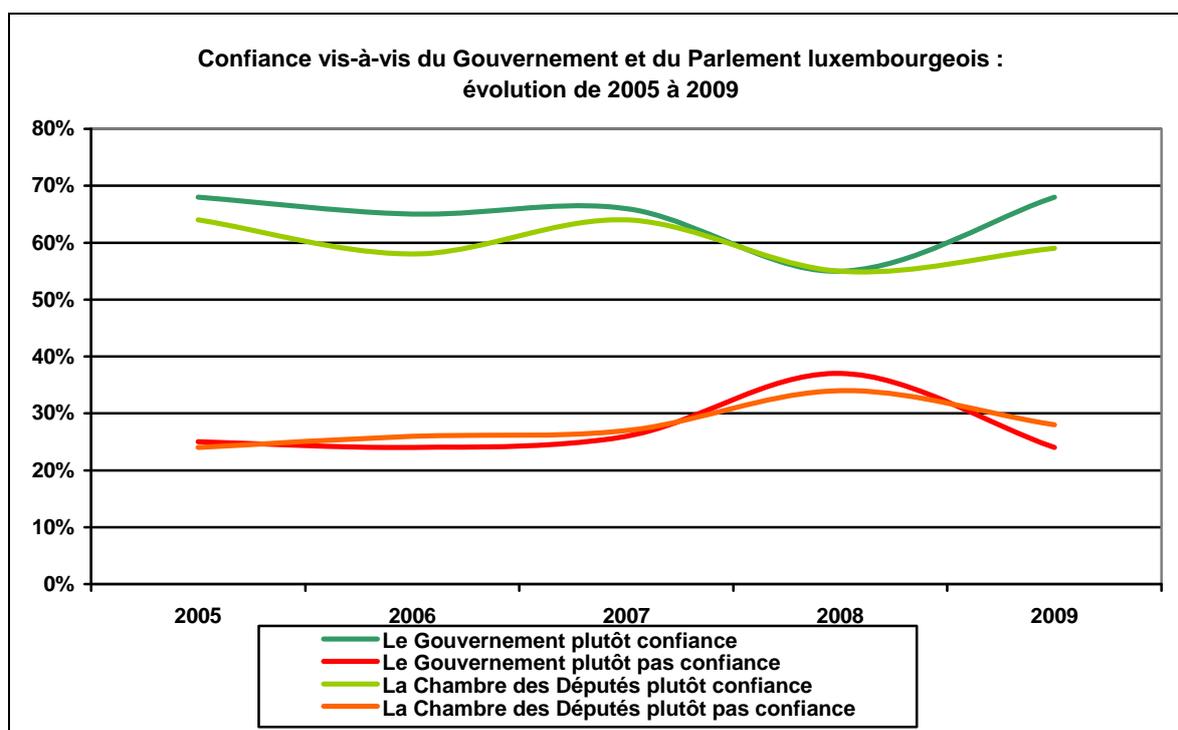
En comparaison avec la moyenne européenne (41%), les pays comptant les taux de sondés accordant le plus fortement leur confiance au Conseil de l'UE et se situant par la même occasion dans les premières positions sont dans l'ordre : la Slovaquie (63%), l'Estonie (59%), la République Tchèque et le Portugal (respectivement 58% chacun). Le Luxembourg obtient lui, 56% des sondés qui font *plutôt confiance* au Conseil de l'UE. Avec 6 points en dessous de la moyenne européenne, la Suède, la Lettonie et la France comptent, chacune, 35% des sondés déclarant avoir *plutôt confiance* en le Conseil de l'UE et très loin derrière, seulement 17% des sondés au Royaume-Uni disent accorder leur confiance à cette institution (24 points de moins que pour la moyenne européenne). Les taux les plus élevés de sondés déclarant n'avoir *plutôt pas confiance* en le Conseil de l'UE sont : avec 39% la Grèce et la Slovénie (soit, 8 points au-dessus de la moyenne européenne), avec 40%, l'Autriche (soit 9 points de plus que la moyenne européenne) et enfin avec 48%, le Royaume-Uni (qui atteint une différence de 17 points avec la moyenne européenne). Au contraire, des pays comme la Bulgarie (13%), la Roumanie et l'Estonie (respectivement 16% chacun) sont les pays comptant les taux les moins élevés de sondés pas confiants à l'égard du Conseil de l'UE. Il est important enfin de souligner que les taux de sondés n'ayant pas pu se prononcer à ce sujet sont assez élevés en général, atteignant par exemple 42% au Danemark et en Suède, et 36% en Pologne.



Face à une moyenne européenne qui accorde sa confiance à hauteur de 55% à l'ONU et le tiers des sondés qui se déclarent *plutôt pas confiants* (30%), le Luxembourg se situe 2 points au-dessus de cette moyenne en ce qui concerne la part des sondés *confiants* (57%) et la part des *pas confiants* est sensiblement la même au niveau européen qu'au niveau national (29%).

Si l'OTAN réunit 48% de sondés *confiants* dans la moyenne européenne à l'automne 2009, le Luxembourg en compte 6 points de plus, soit 54% de sondés, contre 26% de sondés *non confiants* à son égard, enregistrant ainsi une différence de 7 points avec le taux de la moyenne européenne (33%). A souligner enfin que les taux de sondés ne se prononçant pas en ce qui concerne l'ONU est de respectivement 14% et 15% pour le Luxembourg et, pour la moyenne européenne, le taux grimpe à hauteur de respectivement 20% et 19% en ce qui concerne l'OTAN.

III.2. Les institutions nationales

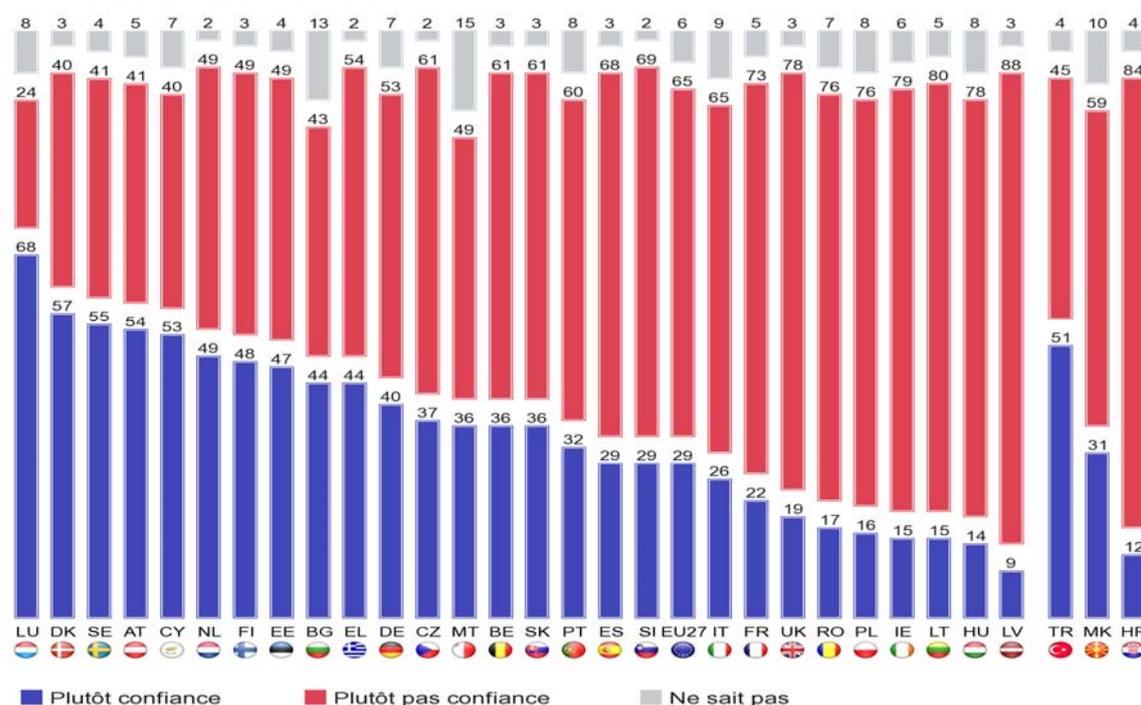


En ce qui concerne la confiance que les interrogés résidents du Luxembourg accordent aux institutions nationales, on note une certaine régularité des taux de confiance pour les périodes allant de 2005 à 2007 pour le Gouvernement et la Chambre des Députés. Cependant une baisse de la confiance est enregistrée au printemps 2008 pour connaître finalement une augmentation au printemps 2009 (pendant les élections législatives) et davantage à l'automne 2009. Un constat similaire peut être fait en ce qui concerne les sondés *plutôt pas confiants* : une régularité des taux caractérise les printemps 2005, 2006 et 2007, pour augmenter en 2008 et baisser au printemps 2009 et à l'automne 2009. Ainsi, le Gouvernement luxembourgeois subit progressivement une légère baisse de confiance entre l'année 2005 et l'année 2007, passant de 68% à 65%, puis une légère remontée à 66%. Une chute de la confiance de la part des sondés est ensuite enregistrée : moins 11 points au printemps 2008 (55%), pour connaître au printemps 2009 à nouveau une hausse très significative de 20 points (77%), puis on constate une baisse de 9 points (68%) à l'automne de la même année. Même tendance, mais moins accentuée, en ce qui concerne la Chambre des Députés : partant de 64% au printemps 2005, elle perd 6 points une année après (58%) pour remonter, en 2007, à 64%. Ensuite, on enregistre une chute du taux de confiance en 2008, qui passe à 55% (moins 9 points) et une forte augmentation, au printemps 2009, pour atteindre 67% (soit 12 points de plus), puis une baisse à l'automne 2009 amenant le taux des confiants à 59% (soit 8 points de moins).

Inversement, les taux des sondés *plutôt pas confiants* vis-à-vis du Gouvernement luxembourgeois sont plutôt stables entre l'année 2005 et 2007 : respectivement 25%, 24% et 26%. Mais le pourcentage augmente ensuite de 11 points au printemps 2008 pour se situer à 37%. Le printemps 2009 se caractérise par contre par une très forte baisse (moins 11 points) des sondés *plutôt pas confiants* (16%) pour gagner par la suite à l'automne 2009, 8 points (24%). La tendance est la même pour la Chambre des Députés : partant d'un taux de 24% de sondés *plutôt pas confiants*, une légère augmentation se produit jusqu'en 2007 : respectivement 26% et 27%, pour s'accroître très fortement en 2008 et atteindre 34% (soit 7 points de plus), puis redescendre à 19% au printemps 2009 (soit 15 points de moins) pour enfin bondir de 9 points à l'automne 2009 et ramener le taux à 28%.

QA10.8. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Le Gouvernement (NATIONALITE)



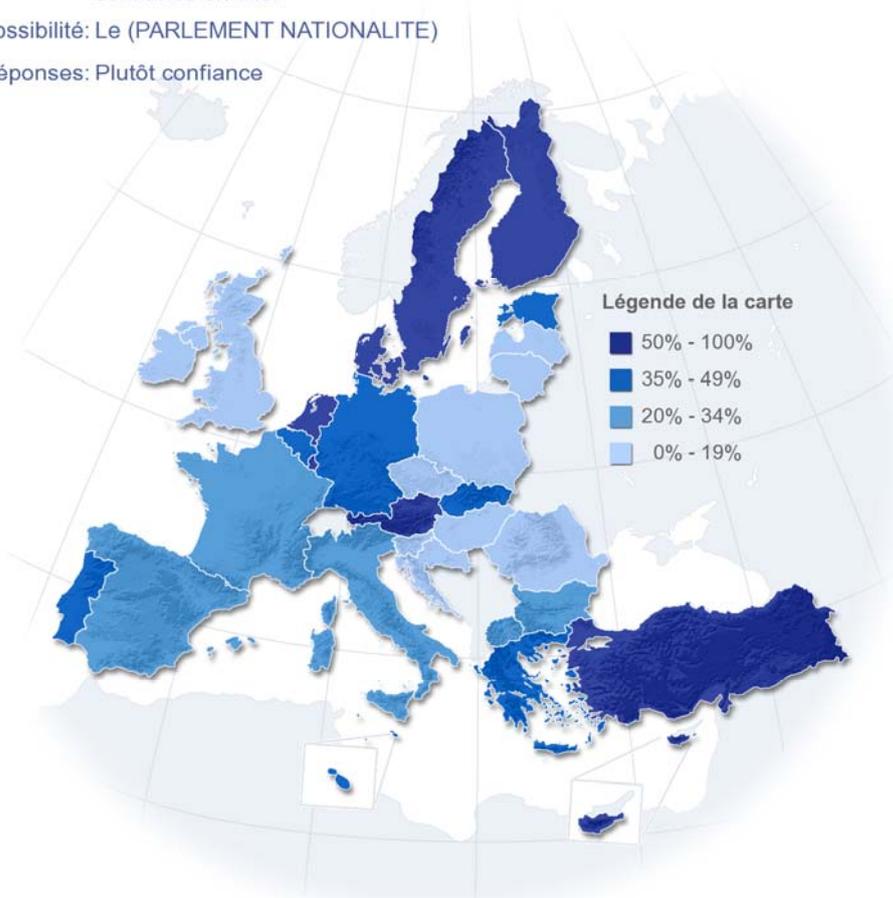
Le Luxembourg se distingue fortement des pays européens en ce qui concerne la part de confiance accordée à son Gouvernement. Ainsi, 68% des sondés du Luxembourg ont *plutôt confiance* en leur Gouvernement (soit, 39 points de plus que la moyenne européenne), suivi du Danemark avec 57% des sondés et de la Suède avec 55% des sondés. Face à une moyenne européenne de 29% de sondés confiants, parmi les pays qui se situent en dessous, citons l'Irlande et la Lituanie (respectivement 15% chacun, soit 14 points en dessous de la moyenne européenne), la Hongrie (14%, 15 points de moins que la moyenne européenne) et enfin la Lettonie (9%, soit 20 points en dessous de la moyenne européenne). La part des sondés ayant *plutôt pas confiance* selon la moyenne européenne étant de 65%, les taux sont extrêmement élevés en ce qui concerne l'Irlande (79%), la Lituanie (80%) et la Lettonie (88%). A noter que le Luxembourg est le pays à compter le taux le moins élevé de sondés de cet avis : 24%, loin devant le reste des pays européens, et 41 points en dessous de la moyenne européenne.

 DK	74%
 SE	63%
 LU	59%
 AT	55%
 CY	53%
 FI	53%
 NL	52%
 EL	47%
 DE	45%
 PT	41%
 MT	41%
 EE	38%
 BE	38%
 SK	35%
 EU27	30%
 ES	29%
 FR	28%
 BG	27%
 IT	27%
 UK	19%
 SI	19%
 IE	19%
 RO	17%
 HU	15%
 CZ	15%
 PL	11%
 LT	7%
 LV	6%
 TR	51%
 MK	25%
 HR	12%

Question: QA10.9. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

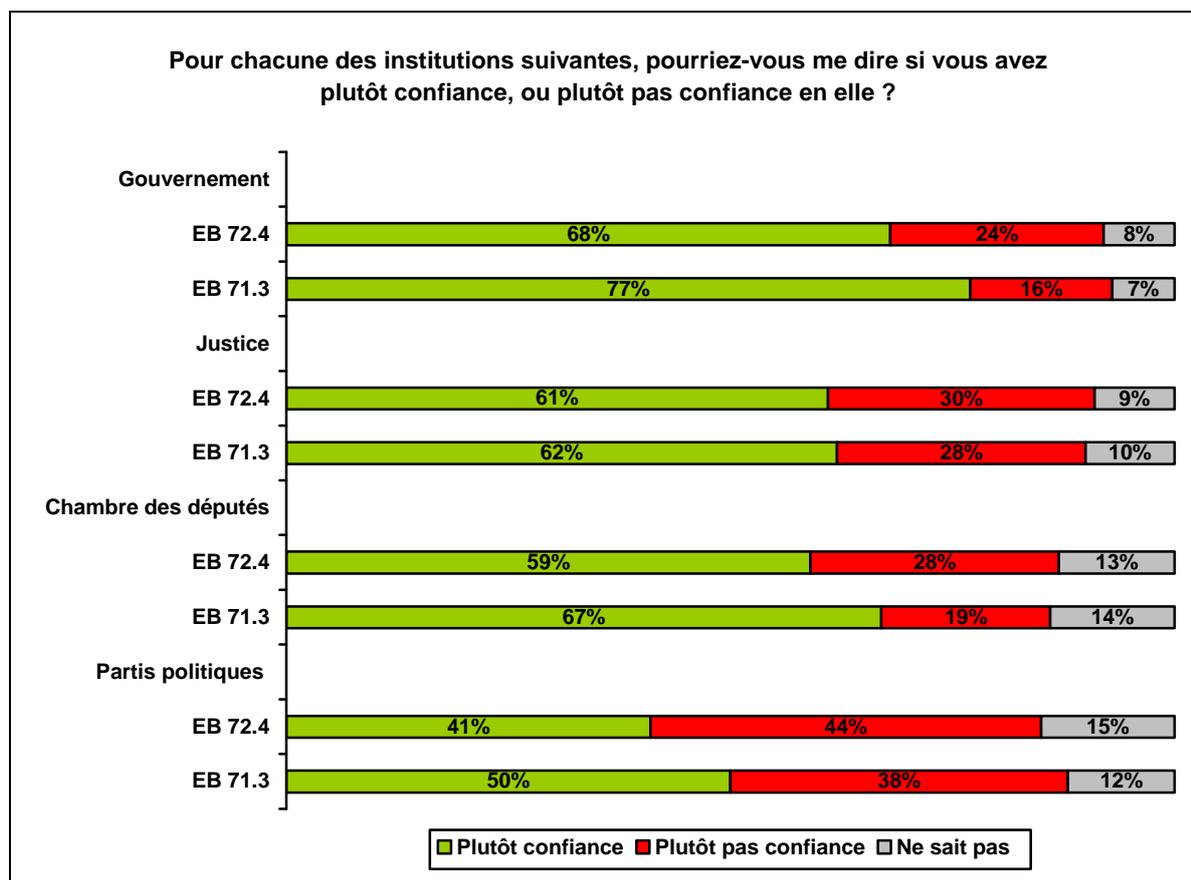
Possibilité: Le (PARLEMENT NATIONALITE)

Réponses: Plutôt confiance

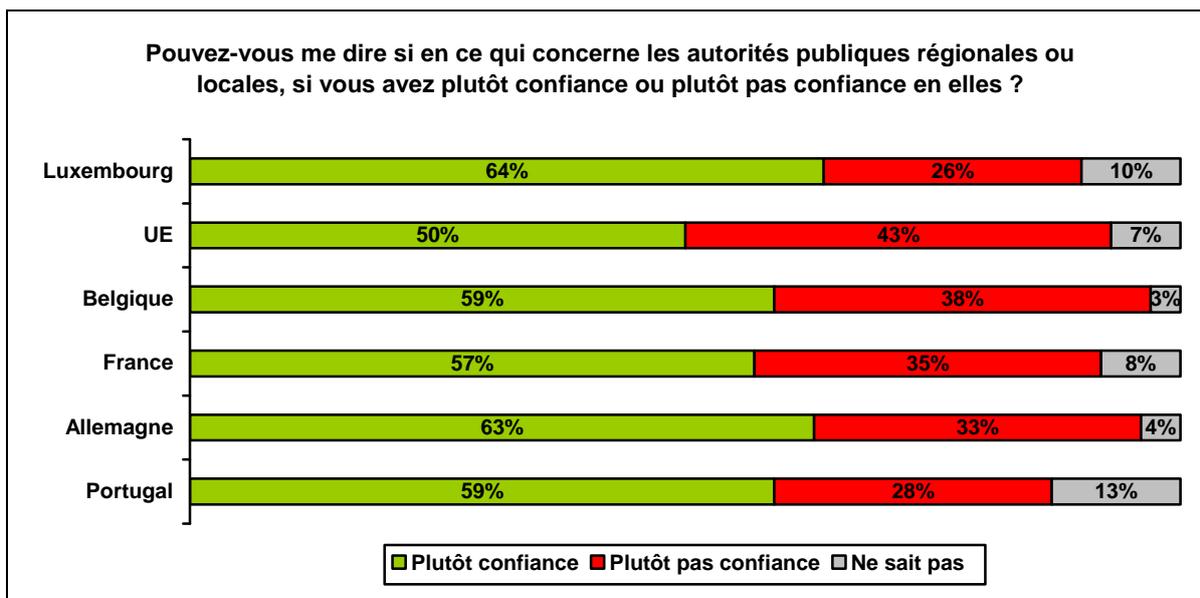


La question sur la confiance accordée aux parlements nationaux montre que les pays possédant un taux élevé de sondés les plus confiants sont : le Danemark (74%), la Suède (63%) et le Luxembourg (59%, soit cependant une baisse de 8 points par rapport au printemps 2009). Certains pays limitrophes du Luxembourg se positionnent également au-dessus de la moyenne européenne (30%,

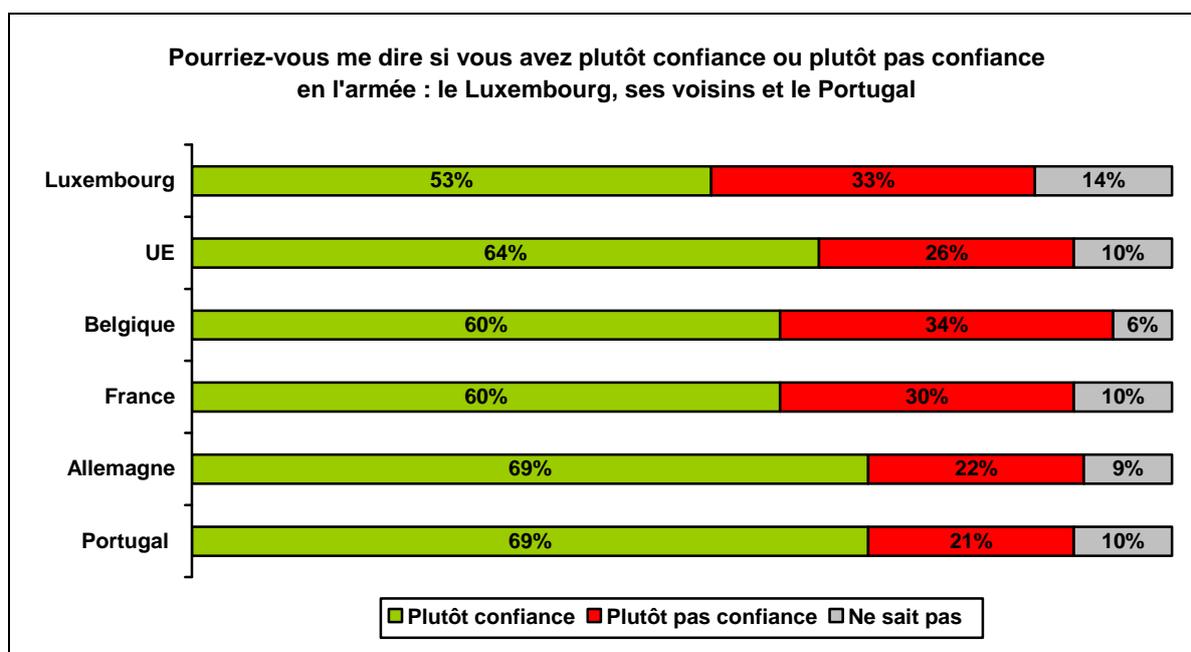
soit 2 points en moins que pour l'EB 71.3), ainsi de l'Allemagne (45%) et de la Belgique (38%). La France se positionne 2 points en dessous de la moyenne européenne, avec un taux de 28%. Dans le sens contraire, les pays obtenant les taux les plus bas de confiance à l'égard de leurs parlements respectifs sont la Hongrie et la République Tchèque (respectivement 15% chacun), la Pologne (11%), la Lituanie (7%) et enfin la Lettonie (6%, soit 5 fois moins que le taux pour la moyenne européenne). Les taux les plus bas continuent de concerner donc, dans une grande majorité, les nouveaux pays adhérents, mais aussi des pays comme le Royaume-Uni ou encore l'Irlande (19% chacun).



En pleine période d'élections législatives, le taux de sondés *plutôt confiants* à l'égard du Gouvernement luxembourgeois était de 77% au printemps 2009 et baisse de 9 points, soit à 68%, à l'automne de la même année. Le taux de la part des sondés *plutôt pas confiants* à l'égard du Gouvernement grimpe par la même occasion de 8 points pour atteindre 24% des résidents à l'automne 2009. La confiance à l'égard de la Justice reste plutôt stable : de 62% au printemps 2009, le taux passe à 61% à l'automne 2009 et la part des *plutôt pas confiants*, passe pour les mêmes périodes de 28% à 30%. La Chambre des Députés connaît elle aussi le même mouvement que celui du Gouvernement : 67% des sondés lui accordaient sa confiance au printemps 2009, contre 59% à l'automne de la même année, soit une baisse de 8 points. Le taux de non confiants grimpe lui aussi entre les deux périodes à l'égard de la Chambre des Députés : il passe de 19% à 28% (plus 9 points). Enfin, les partis politiques obtenaient la confiance de la moitié des résidents du Luxembourg lors de l'EB 71.3 (50%) pour perdre la saison suivante, 9 points, ramenant le taux à 41%. Le taux des *plutôt pas confiants* vis-à-vis des partis politiques passe de 38% à 44%, soit une augmentation de 6 points entre le printemps et l'automne 2009.

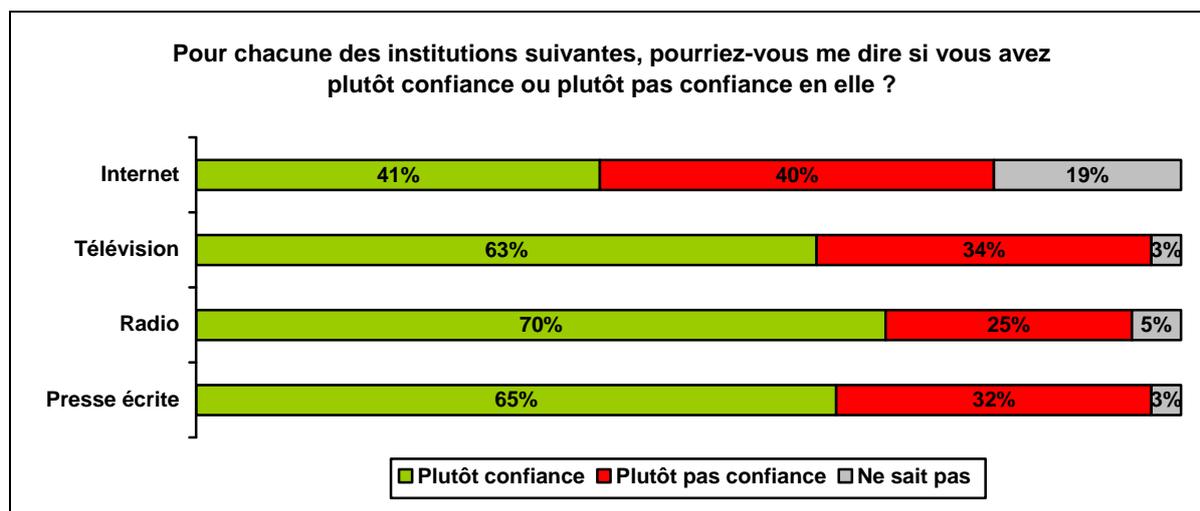


Les autorités publiques régionales ou locales inspirent une confiance aux sondés du Luxembourg à hauteur de 64%, un taux plus élevé que celui de la moyenne européenne (50%), soit une différence entre les deux niveaux de 14 points. L'Allemagne obtient, quant à elle, un taux similaire de 63% de sondés ayant *plutôt confiance* en leurs autorités publiques, suivie de la Belgique et du Portugal (respectivement 59% chacun) ainsi que de la France (57%). Ces pays se positionnent donc tous au-dessus de la moyenne européenne. D'un autre côté, il ressort également que 43% des sondés dans la moyenne européenne déclarent avoir *plutôt pas confiance* en les autorités publiques. En dessous de ce taux, se situent la Belgique (38%), la France (35%) et l'Allemagne (33%). Le Luxembourg et le Portugal obtiennent, quant à eux, des taux relativement bas de sondés *plutôt pas confiants* à l'égard des autorités publiques : respectivement 26% et 28%, se situant donc, 17 et 15 points en dessous de la moyenne européenne des sondés de ce même avis.



L'armée inspire, en moyenne, la confiance de 64% d'européens, contre 26% de *plutôt pas confiants*. L'Allemagne et le Portugal sont les deux pays ci-analysés à se positionner au-dessus de celle-ci : 69% des sondés en Allemagne et au Portugal font *plutôt confiance* en l'armée (5 points au-dessus de la

moyenne européenne). Les taux de *non confiants* sont relativement similaires pour ces deux pays : 21% au Portugal (5 points en dessous de la moyenne européenne) et 22% en Allemagne (4 points de moins que la moyenne européenne). Légèrement en dessous de la moyenne européenne, la France et la Belgique comptent chacun 60% de *confiants* à l'égard de l'armée (4 points de moins), contre respectivement 30% et 34% de sondés *plutôt pas confiants* (soit respectivement 4 et 8 points de plus que la moyenne européenne). Enfin, les résidents au Luxembourg sont un peu plus que la moitié (53%) à accorder leur confiance à l'armée, contre plus du tiers (33%) d'avis contraire.

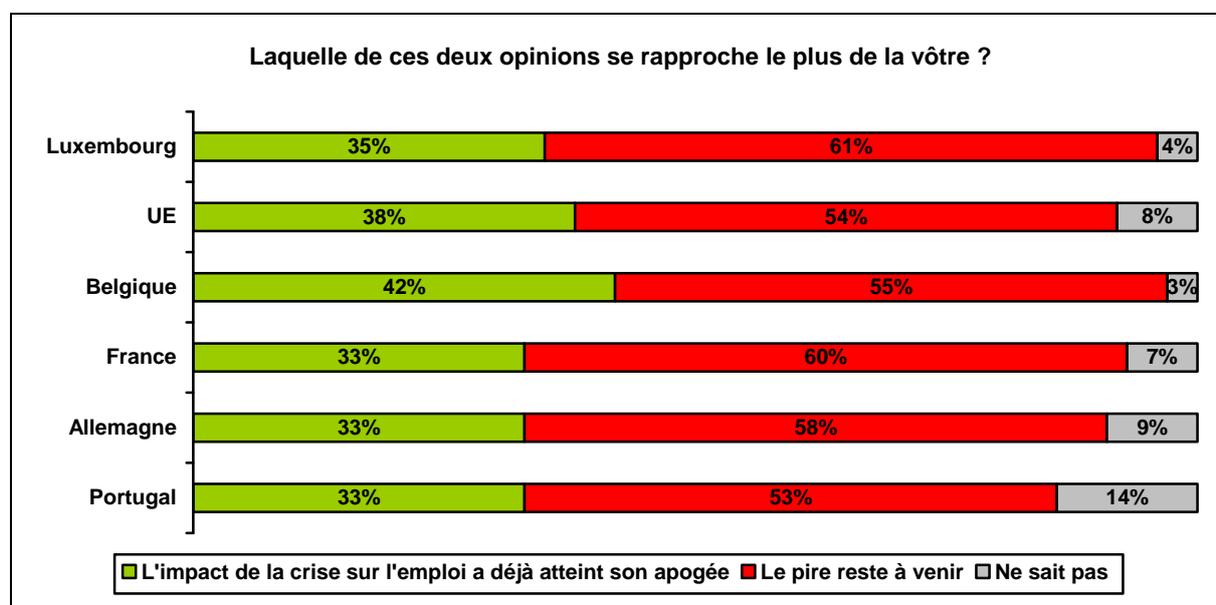


Le graphique reprenant la confiance accordée aux différents moyens de communication nous montre que, pour le Luxembourg, internet se situe bien en dessous des autres moyens de communication, comme la télévision, la radio ou la presse écrite. Ainsi, internet réunit 41% de sondés au Luxembourg lui faisant *plutôt confiance*, contre 40% de sondés ne lui faisant *plutôt pas confiance*, alors que 19% des sondés ne se prononcent pas à ce sujet. La télévision compte, 63% de confiants, soit 22 points de plus que pour internet, contre 34% de sondés déclarant qu'ils n'ont *plutôt pas confiance* en ce moyen de diffusion. La radio est le moyen de communication inspirant le plus de confiance parmi les résidents du Luxembourg : elle réunit ainsi 70% d'adhérents, contre 25% de méfiants. Elle devance par là même, la presse écrite, qui se positionne presque au même niveau que la télévision : 65% des sondés lui accordent leur confiance, contre 32% qui ne le font pas. La radio est le moyen de communication inspirant le plus de confiance aux sondés du Luxembourg, devançant de 5 points la presse écrite, de 7 points la télévision et de 29 points, internet. C'est donc encore la radio qui compte le taux le moins élevé de sondés méfiants parmi ces moyens de communication : 7 points de moins que pour la presse écrite, 9 points de moins que pour la télévision et jusqu'à 15 points de moins que pour les sondés méfiants à l'égard d'internet.

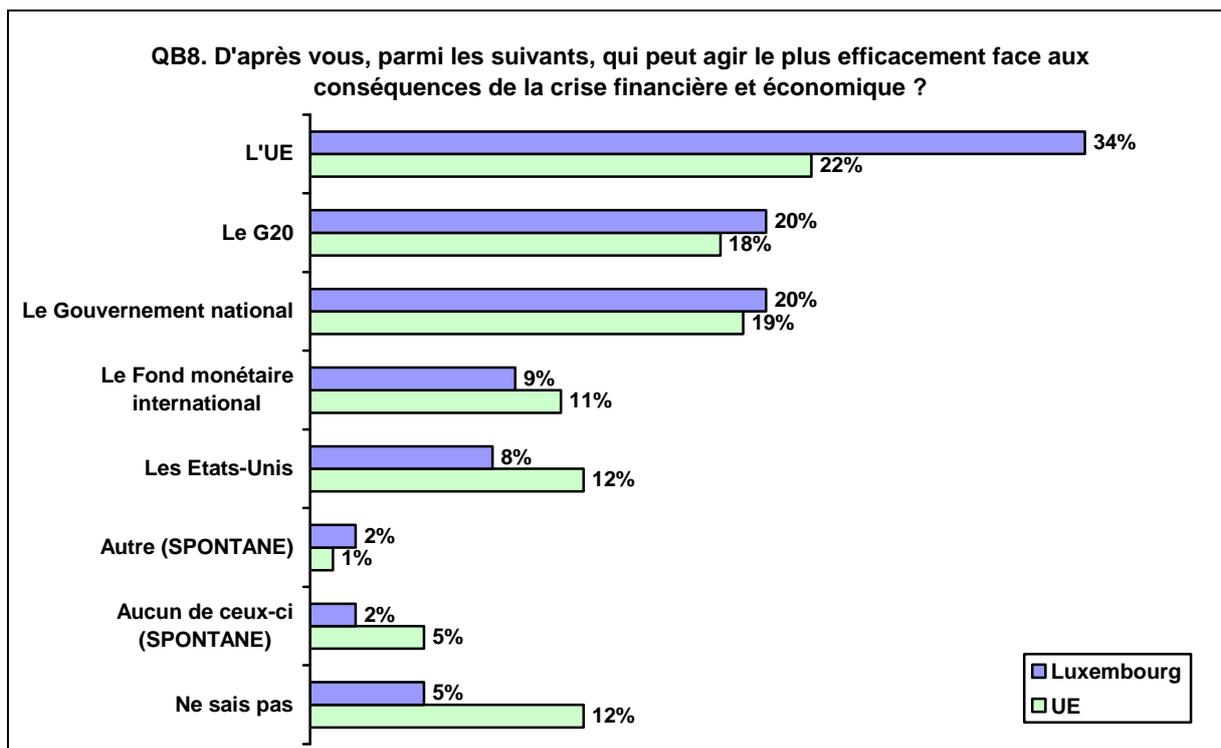
IV. L'Union européenne dans le paysage actuel

En période de crise financière et économique, 61% des résidents du Luxembourg pensent que *le pire reste encore à venir* en ce qui concerne l'impact de la crise sur l'emploi. Ainsi, 34% d'entre eux estiment qu'une solution efficace passe par l'UE, 20% par le G20 et 20% par le Gouvernement national. *Le soutien aux petites et moyennes entreprises* est une mesure à rendre prioritaire par l'UE selon 40% des sondés. Afin également de faire face aux défis mondiaux, plus de la moitié des résidents est d'avis que notre société devrait mettre l'accent sur *l'égalité et la solidarité* (52%) ainsi que sur *la protection de l'environnement* (47%). Les valeurs qui comptent le plus pour les sondés du Luxembourg sont *la paix* (54%), *le respect de la vie humaine* (43%) et *les Droits de l'Homme* (41%). Les valeurs qui représentent le mieux l'UE sont, *la paix* (48%), *la démocratie* (43%) et *les Droits de l'Homme* (43%). Dans les années à venir l'UE devrait donner principalement priorité au *rétablissement économique*, selon 63% des sondés, et à *la lutte contre le changement climatique*, selon la moitié des sondés. Enfin, pour 44% des sondés, l'UE devrait focaliser son attention dans ses relations avec le reste du monde sur *la pauvreté*, et pour 37%, sur *le maintien de la paix*.

IV.1. L'Union européenne et la crise financière et économique



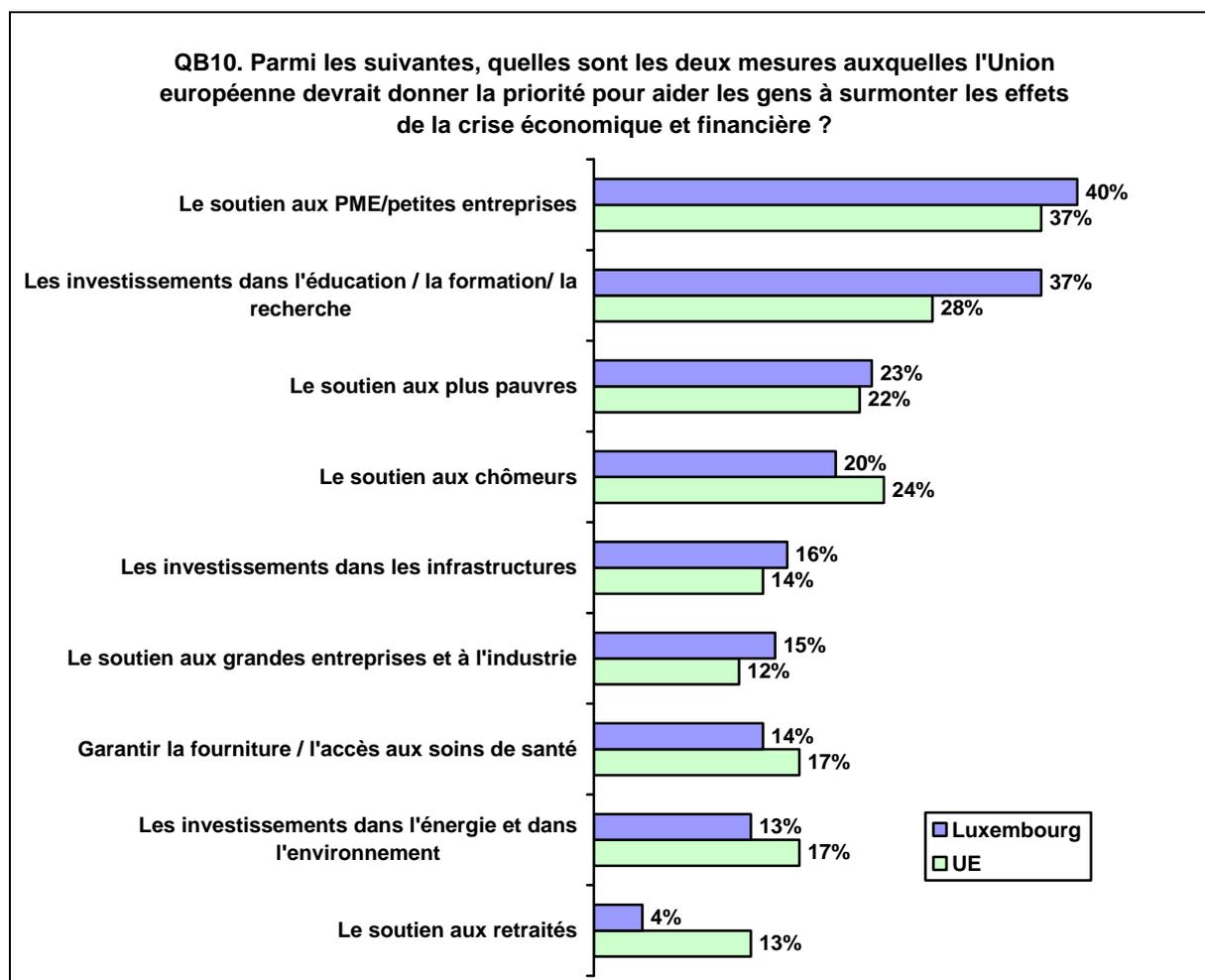
A la question de savoir si *l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée* ou si, au contraire, *le pire reste à venir*, les sondés, dans la moyenne européenne, restent dans la majorité, pessimistes. En effet, 54% d'entre eux, pensent que *le pire reste à venir*, contre 38% qui pensent que *l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée*. Les sondés résidents en Belgique estiment, avec 4 points de plus, que le pire est passé, mais ils sont cependant encore 55% à penser que le pire va encore arriver. Les taux en ce qui concerne les sondés optimistes se situent en dessous de la moyenne européenne pour le Luxembourg (35%), la France, l'Allemagne et le Portugal (respectivement 33% chacun). Au-dessus des taux respectifs de sondés pessimistes dans les Etats membres ci-analysés, le Luxembourg compte jusqu'à 61% d'interrogés pessimistes (soit 7 points au-dessus de la moyenne européenne). La France en compte 60% (plus 6 points par rapport à la moyenne européenne), l'Allemagne 58% (4 points de plus) et enfin le Portugal enregistre un taux de 53% de sondés pessimistes, et se situe donc 1 point en dessous de la moyenne européenne. A noter encore pour ce dernier pays un taux relativement élevé de sondés ne se prononçant pas (14%).



L'UE et le G20 continuent d'occuper une place de choix dans la réponse apportée par les sondés à la question de savoir *qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique*, mais apparaît, juste derrière, le Gouvernement national. Le FMI et les Etats-Unis se retrouvent donc avec les taux de sondés les moins élevés dans cette analyse.

L'UE est ainsi considérée comme porteuse de solutions par 34% des sondés au Luxembourg (plus 10 points par rapport au printemps 2009) et par 22% dans la moyenne européenne (plus 1 point par rapport au printemps 2009). Le G20 et le Gouvernement national obtiennent, chacun, un taux de 20% de sondés au Luxembourg (respectivement 21% et 19% au printemps 2009), contre respectivement 18% et 19% au niveau de la moyenne européenne, soit une baisse par rapport au printemps 2009 de 2 points en ce qui concerne le G20 et une augmentation 7 points pour le Gouvernement national (de 12% à 19%). Le FMI est caractérisé par une perte de vitesse à l'automne 2009 par rapport au printemps de la même année : le taux étant de 13% pour l'EB 71.3 au Luxembourg, il baisse de 4 points à 9% pour l'EB72.4, et de 14% pour la moyenne européenne lors de l'EB 71.3, il baisse à 11% lors de l'EB 72.4. Alors que les résidents du Luxembourg étaient, au printemps 2009, à hauteur de 11% à penser qu'une solution efficace passait par les Etats-Unis, ce taux perd 3 points et se situe à 8% à l'automne 2009. Alors que la moyenne européenne comptait, au printemps 2009, 16% de sondés de cet avis, les Etats-Unis apparaissent, à l'automne 2009, comme un porteur de solution pour 12% des sondés, soit une perte de 4 points.

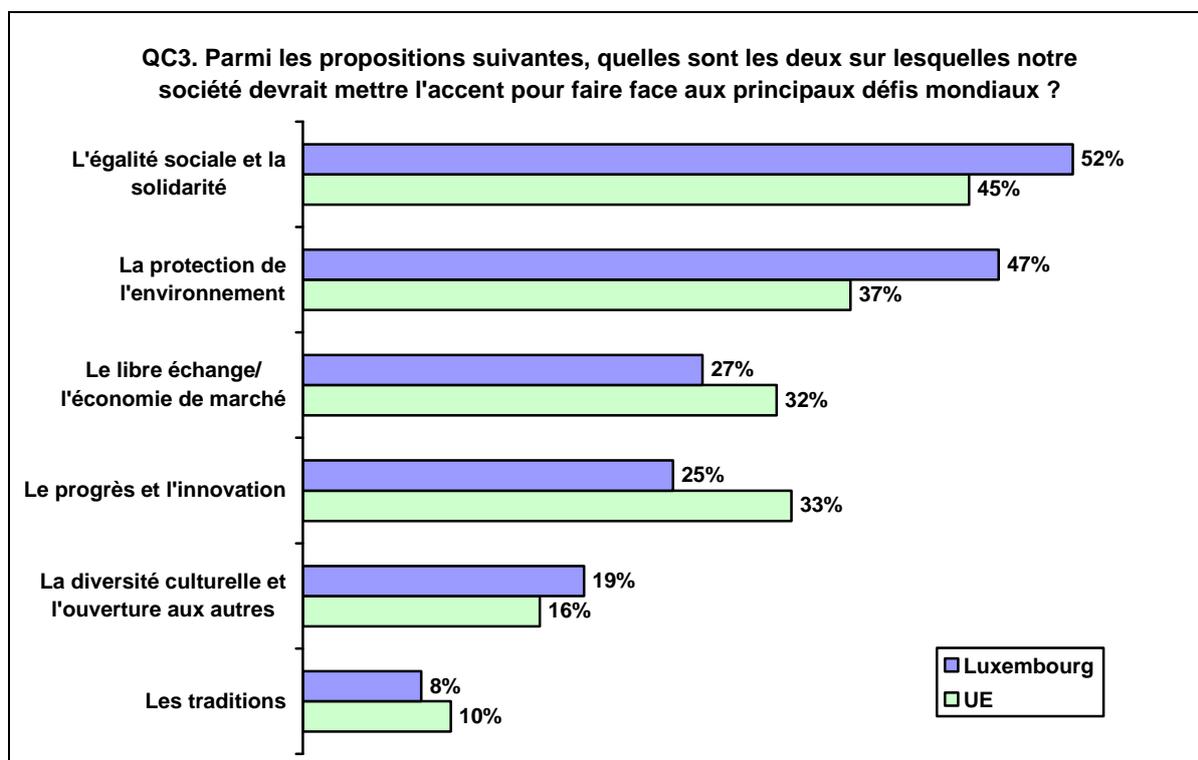
IV.2. Les mesures pour faire face à la crise économique et aux défis mondiaux



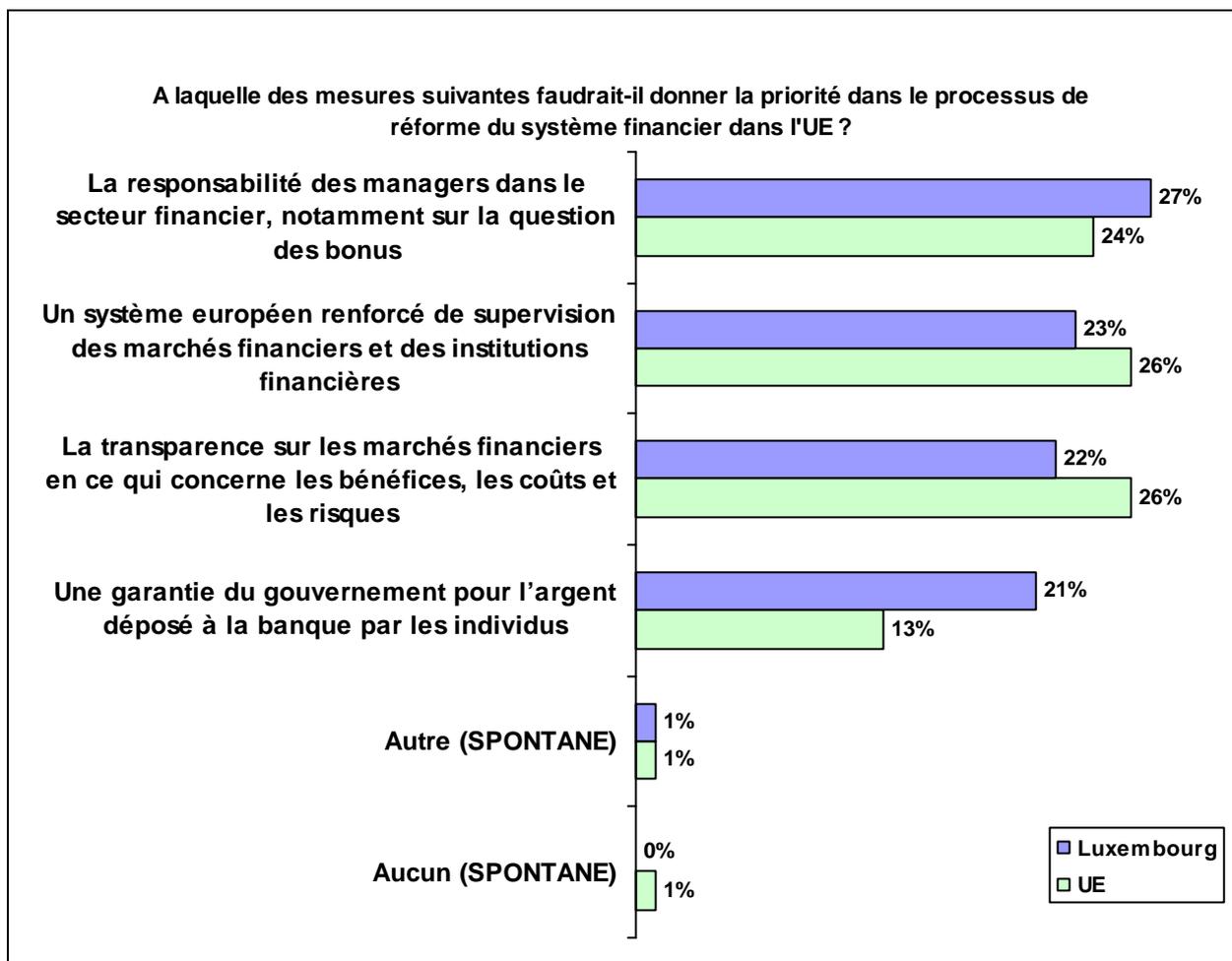
La mesure qui apparaît prioritaire pour aider les gens à surmonter les conséquences de la crise économique et financière est *le soutien aux PME*, tant au niveau des sondés au Luxembourg (40%, soit cependant 10 points de moins qu'au printemps 2009) que dans la moyenne européenne (37%, sans changements par rapport au printemps 2009). *Les investissements dans l'éducation / la formation / la recherche* représentent une mesure citée par 37% des résidents du Luxembourg (31% lors de l'EB 71.3) et par 28% pour la moyenne européenne (plus 2 points par rapport à l'EB 71.3). Ensuite, nous trouvons dans le classement des actions prioritaires, selon les sondés du Luxembourg, les trois actions suivantes : avec 23%, *le soutien aux plus pauvres* (hausse de 5 points par rapport au printemps 2009) et 22% au niveau de la moyenne européenne, avec 20%, *le soutien aux chômeurs* (le taux s'élevait à 16% au printemps 2009), le taux pour cette action s'élève à 24% dans la moyenne européenne, ainsi qu'avec un taux de 16%, *les investissements dans les infrastructures* (plus 4 points par rapport à l'EB 71.3) et 14% pour la moyenne européenne.

Ce décalage des priorités pour cet automne 2009, positionne, au Luxembourg, *le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie* à hauteur de 15%, en sixième position du classement (contre un taux de 21%, soit en troisième position, au printemps 2009). Ensuite, le fait de *garantir la fourniture / l'accès aux soins de santé* est important pour 14% des sondés résidents du Luxembourg (8% au printemps 2009) et pour 17% dans la moyenne européenne (13% au printemps 2009). Viennent ensuite en huitième position, *les investissements dans l'énergie et dans l'environnement* avec 13% de sondés au Luxembourg (le taux s'élevait à 19% au printemps 2009), et 17% dans la moyenne européenne. Il est à souligner de plus pour cet aspect, un recul de la quatrième à la huitième position entre l'EB 71.3 et l'EB 72.4. Enfin, *le soutien aux retraités* enregistre un taux pour le Luxembourg de 4% à l'automne

2009 soit une baisse de 6 points par rapport au printemps de la même année, se positionnant par là même, en dernière position de ce classement et en avant-dernière position du classement européen (13%), devant *le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie* (12%).

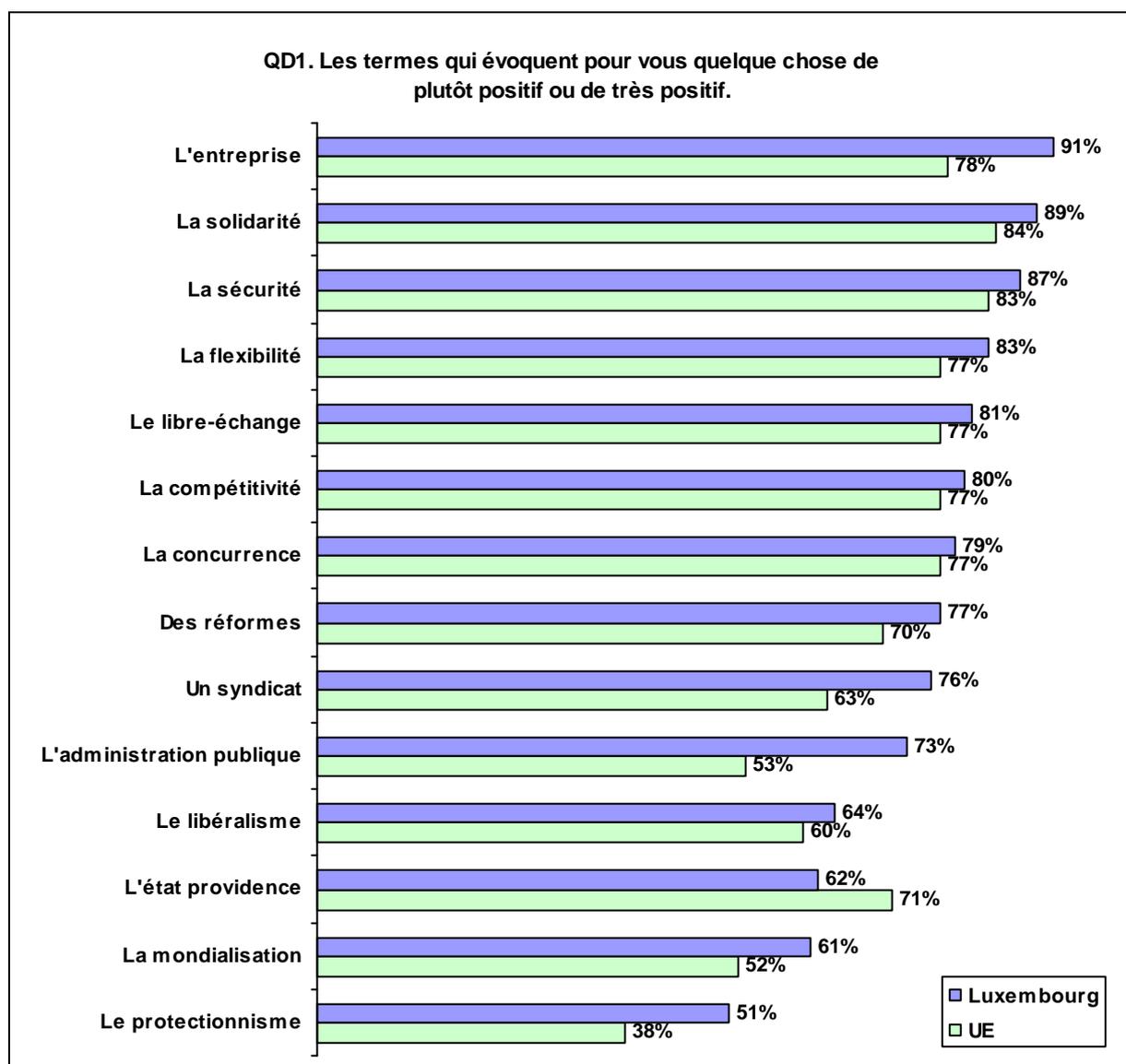


Pour faire face aux principaux défis mondiaux, 52% des sondés au Luxembourg continuent de penser que la société devrait mettre l'accent sur *l'égalité sociale et la solidarité*, et toujours 45% pour la moyenne européenne. *La protection de l'environnement*, en deuxième position de ce classement, compte 47% des sondés au Luxembourg (avec tout de même une perte de 5 points par rapport au printemps 2009) et 37% dans la moyenne européenne (plus 1 point par rapport au printemps 2009). *Le libre échange/l'économie de marché* rassemble 27% des sondés au niveau national (20% au printemps 2009) et 32% pour la moyenne européenne (31% au printemps 2009) et gagne une place dans notre classement par rapport au printemps 2009, devant *le progrès et l'innovation*. Ces derniers réunissent 25% des sondés au Luxembourg (34% au printemps 2009, soit une perte de 9 points entre l'EB 71.3 et l'EB 72.4), 33% pour la moyenne européenne (35% au printemps 2009). Finalement, nous comptons 19% de résidents du Luxembourg ayant opté pour l'accentuation sur *la diversité culturelle et l'ouverture aux autres* (le taux était de 13% au printemps 2009) et 16% en moyenne dans les pays européens (contre 14% lors de l'EB 71.3). *Les traditions*, enfin, se situent avec 8% des sondés résidents au Luxembourg en dernière position des aspects à accentuer par la société actuelle pour faire face aux défis mondiaux, soit 2 points de moins que la moyenne européenne, où *les traditions* se positionnent également en dernière position dans ce classement avec 10% de sondés, et où la différence des taux avec l'EB 71.3 est quasiment inexistante (LU : 8% ; UE : 11%).



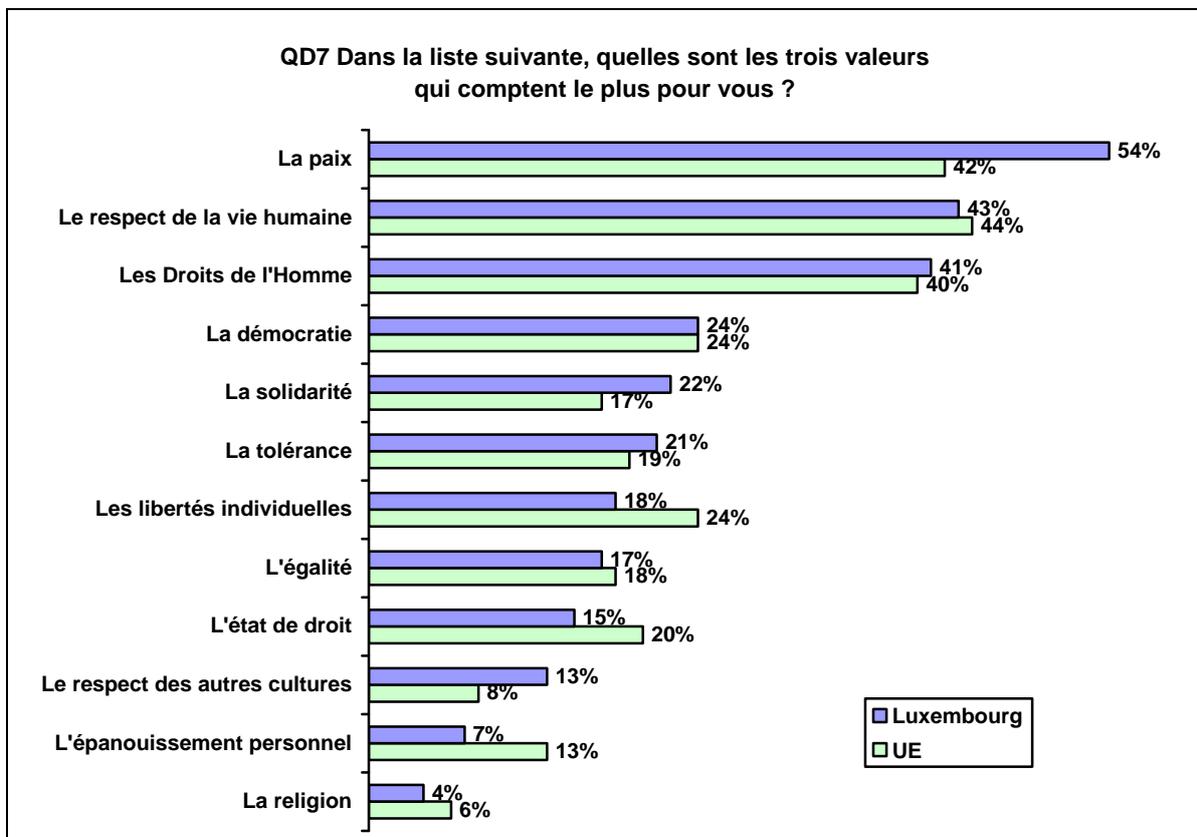
Parmi les mesures auxquelles il faudrait donner la priorité dans le processus de réforme du système financier dans l'UE, 27% des sondés au Luxembourg citent *la responsabilité des managers dans le secteur financier, notamment la question des bonus* (UE : 24%). En deuxième position (avec 4 points de moins), se place *un système européen renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières* avec 23% des résidents du Luxembourg (UE : 26%). Juste derrière, nous trouvons *la transparence sur les marchés financiers en ce qui concerne les bénéficiaires, les coûts et les risques* à hauteur de 22% des sondés au niveau du Luxembourg et 26% pour la moyenne européenne (plaçant cet aspect parmi les deux premiers avec *un système européen renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières*, devant *la responsabilité des managers dans le secteur financier, notamment la question des bonus*). Aussi 21% des sondés au Luxembourg pensent qu'*une garantie du gouvernement pour l'argent déposé à la banque par les individus* est une mesure prioritaire, soit une différence de 8 points avec le taux de la moyenne européenne, qui s'élève à 13%.

IV.3. Les valeurs au sein de l'Union européenne

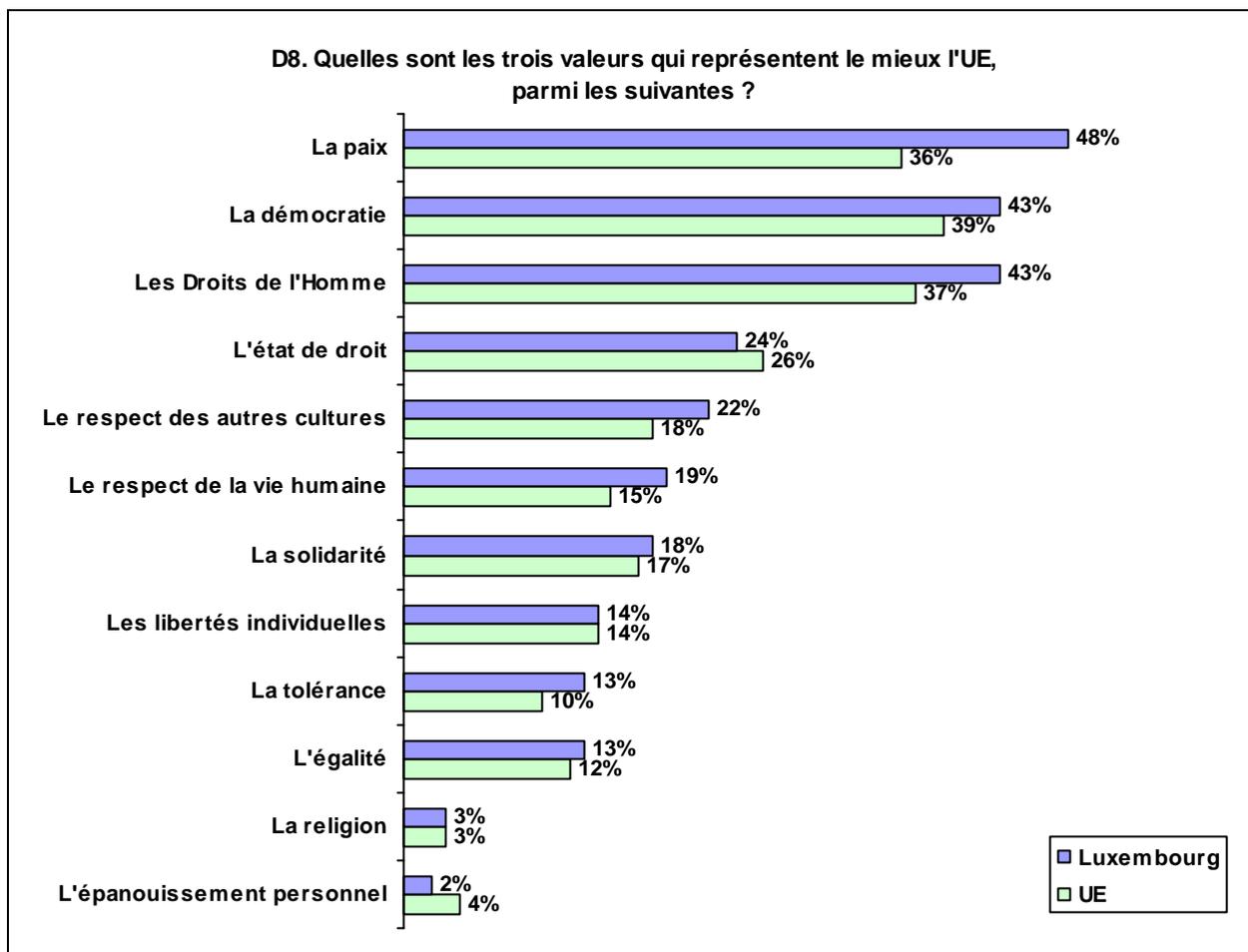


L'entreprise est un terme qui, pour 91% des résidents au Luxembourg, évoque quelque chose de positif, devant *la solidarité* (89%) et *la sécurité* (87%). Dans la moyenne européenne, *la solidarité* arrive en premier lieu (89%), puis *la sécurité* (87%) et seulement en troisième position, *l'entreprise* (78%). *L'entreprise* compte ainsi 13 points de plus de sondés au Luxembourg que pour la moyenne européenne. Suivent ensuite les termes de *flexibilité* (83%), de *libre-échange* (81%) et de *compétitivité* (80%). Pour ce qui est de la moyenne européenne, ces trois termes réunissent chacun 77% de sondés, pour qui ils évoquent quelque chose de positif. Pour 79% des sondés au Luxembourg, le terme de *concurrence* évoque quelque chose de positif, 77% dans la moyenne européenne. Pour 77% des résidents du Luxembourg, les *réformes* leur inspirent quelque chose de positif, le *syndicat* en réunit 76% et *l'administration publique*, 73%. A noter que si les *réformes* réunissent 7 points de moins dans la moyenne européenne par rapport au Luxembourg, le *syndicat* en compte 13 de moins dans la moyenne européenne (63%), et *l'administration publique*, 20 points de moins, la moyenne européenne se situant pour ce terme à 53% de sondés pour qui cela évoque quelque chose de positif. Ensuite, *le libéralisme* compte 64% de sondés au Luxembourg (UE : 60%) ayant un sentiment plutôt positif vis-à-vis de ce dernier, *l'état providence*, enregistre une taux moins élevé pour le Luxembourg de 9 points (LU : 62% ; UE : 71%), *la mondialisation* présente, elle, une différence de 9 points

également entre les deux niveaux (LU : 61% ; UE : 52%) et enfin *le protectionnisme*, connaît une différence des taux pour les deux mêmes niveaux allant jusqu'à 13 points (LU : 51% ; UE : 38%).



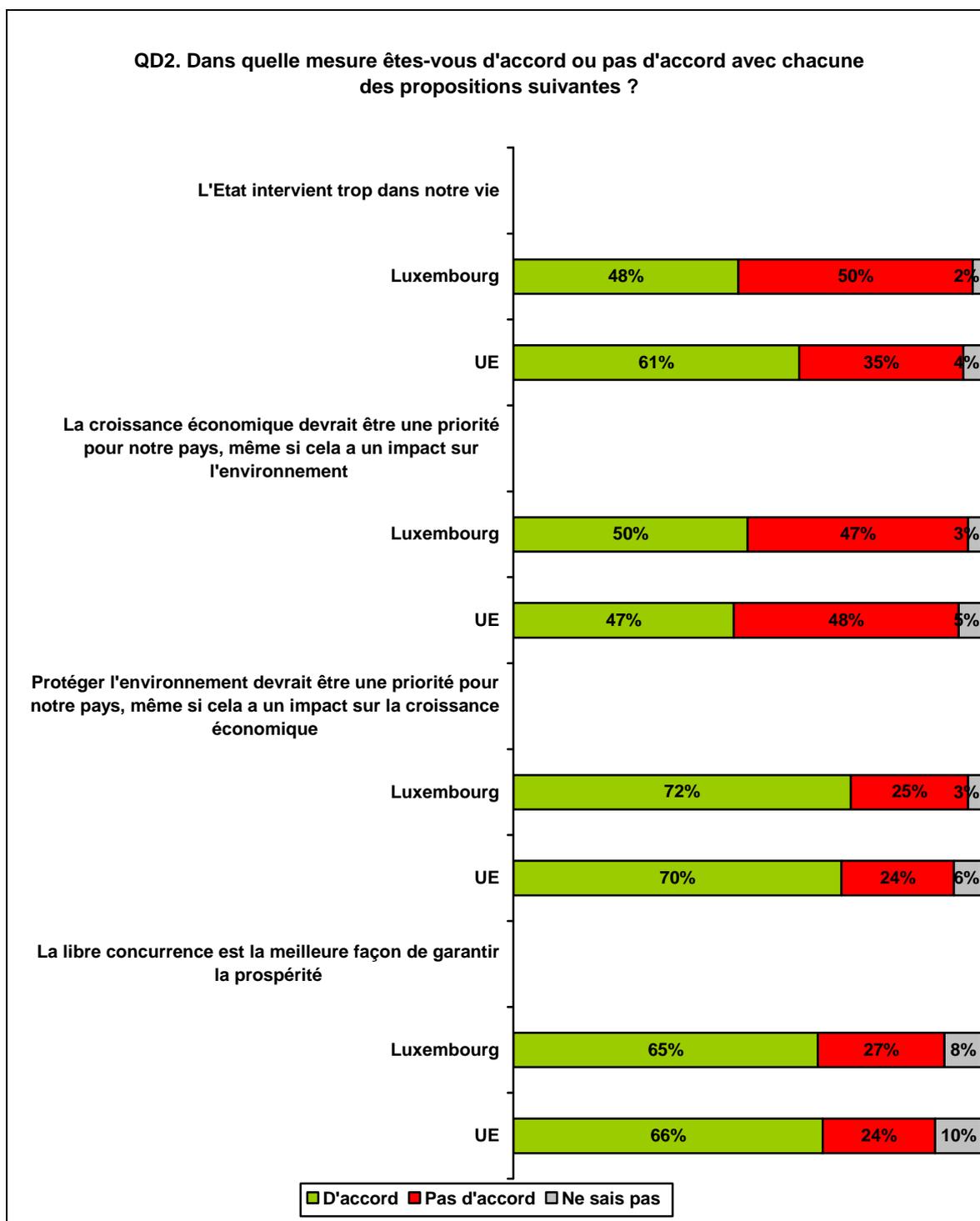
En ce qui concerne les valeurs qui comptent le plus pour les sondés, nous retrouvons *la paix*, largement diffuse au Luxembourg, avec plus de la moitié des sondés (54%) et un taux équivalent à 42% pour la moyenne européenne, se positionnant par là même en première position au Luxembourg et en deuxième position dans la moyenne européenne. *Le respect de la vie humaine* est une valeur qui compte beaucoup pour 43% des résidents du Luxembourg et pour 44% dans la moyenne européenne (se positionnant pour ce niveau, en première place). *Les droits de l'Homme* sont une valeur très importante pour 41% des interrogés du Luxembourg et pour 40% des sondés dans la moyenne européenne. Suivent ensuite, avec plus de 20 points de différence au Luxembourg, des valeurs telles : *la démocratie* (24%), *la solidarité* (22%) et *la tolérance* (21%). *Les libertés individuelles* obtiennent un taux de 18% pour le Luxembourg et de 24% dans la moyenne européenne, *l'égalité* compte 17% de sondés au Luxembourg (UE : 18%), *l'état de droit*, 15% et 5 points de plus dans la moyenne européenne (20%). *Le respect des autres cultures* rassemble 13% de sondés qui estiment cette valeur importante au Luxembourg, contre 8% pour la moyenne européenne. Il est intéressant de souligner que, dans un paysage de crise, des valeurs plus individuelles, telle *l'épanouissement personnel*, enregistre un taux de seulement 7% au Luxembourg et de 13% dans la moyenne européenne. Enfin, *la religion* ne réunit que 4% des sondés au Luxembourg, jugeant cette valeur comme étant très importante, contre 6% dans la moyenne européenne.



Lorsque l'on pose la question aux interrogés de savoir laquelle des valeurs représentent le mieux, selon eux, l'UE, nous observons que pour près de la moitié des sondés au Luxembourg il s'agit de *la paix* (48%), contre seulement 36% des sondés dans la moyenne européenne (soit une différence 12 points entre les deux niveaux). Ensuite sont citées tous deux par 43% des sondés au Luxembourg, *la démocratie* et *les Droits de l'Homme*, contre, pour la première, 39% de sondés dans la moyenne européenne et pour la deuxième, 37%.

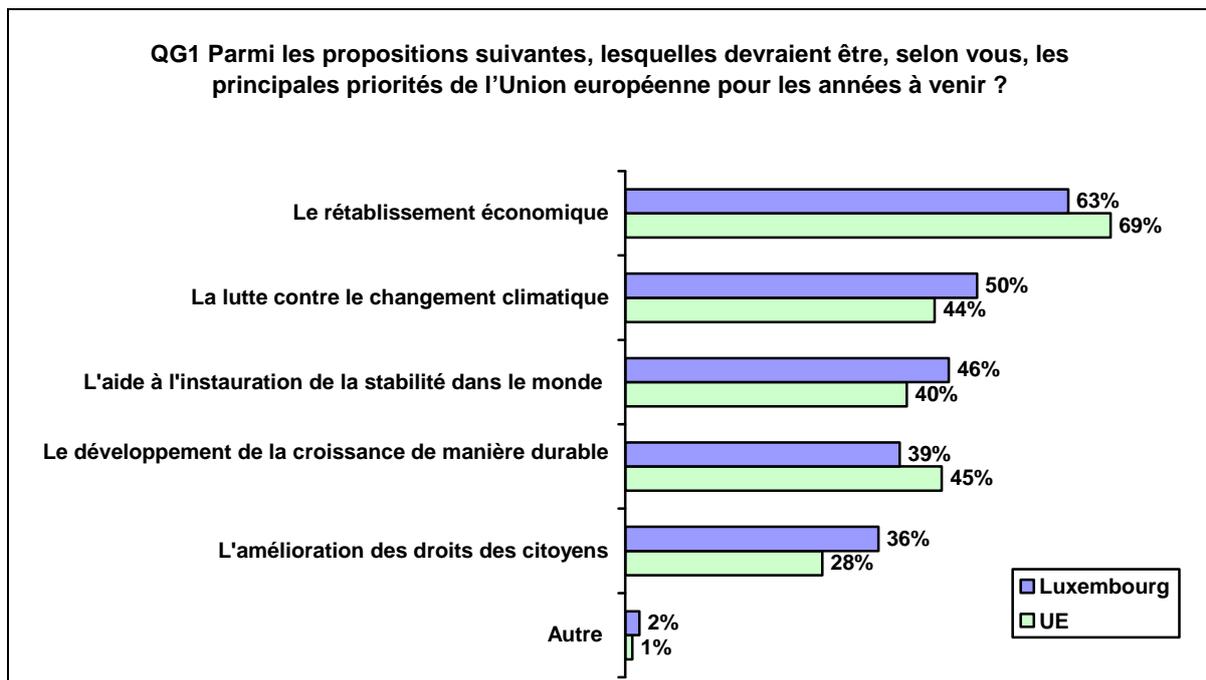
Plus loin, avec près de 20 points de moins, *l'état de droit* est cité par 24% des résidents du Luxembourg (UE : 26%), suivi du *respect des autres cultures*, cité lui par 22% des sondés au Luxembourg (UE : 18%). *Le respect de la vie humaine* représente le mieux l'UE selon 19% des sondés au Luxembourg (soit, cette valeur arrive en sixième position de ce classement) et par 15% de sondés selon la moyenne européenne. *La solidarité* est retenue respectivement par 18% des sondés au Luxembourg et par 17% des sondés dans la moyenne européenne. Tant au niveau de la moyenne européenne qu'au niveau du Luxembourg, *les libertés individuelles* comptent 14% de sondés, *la tolérance* et *l'égalité* comptent chacune 13% des résidents du Luxembourg (UE, respectivement : 10% et 12%). Finalement, les valeurs qui, selon les sondés au Luxembourg, représentent le mieux l'UE sont pour seulement 3% d'entre eux, *la religion* (UE : 3%) et pour 2% d'entre eux pour *l'épanouissement personnel* (UE : 4%).

IV.4. Les actions prioritaires du pays et de l'Union européenne

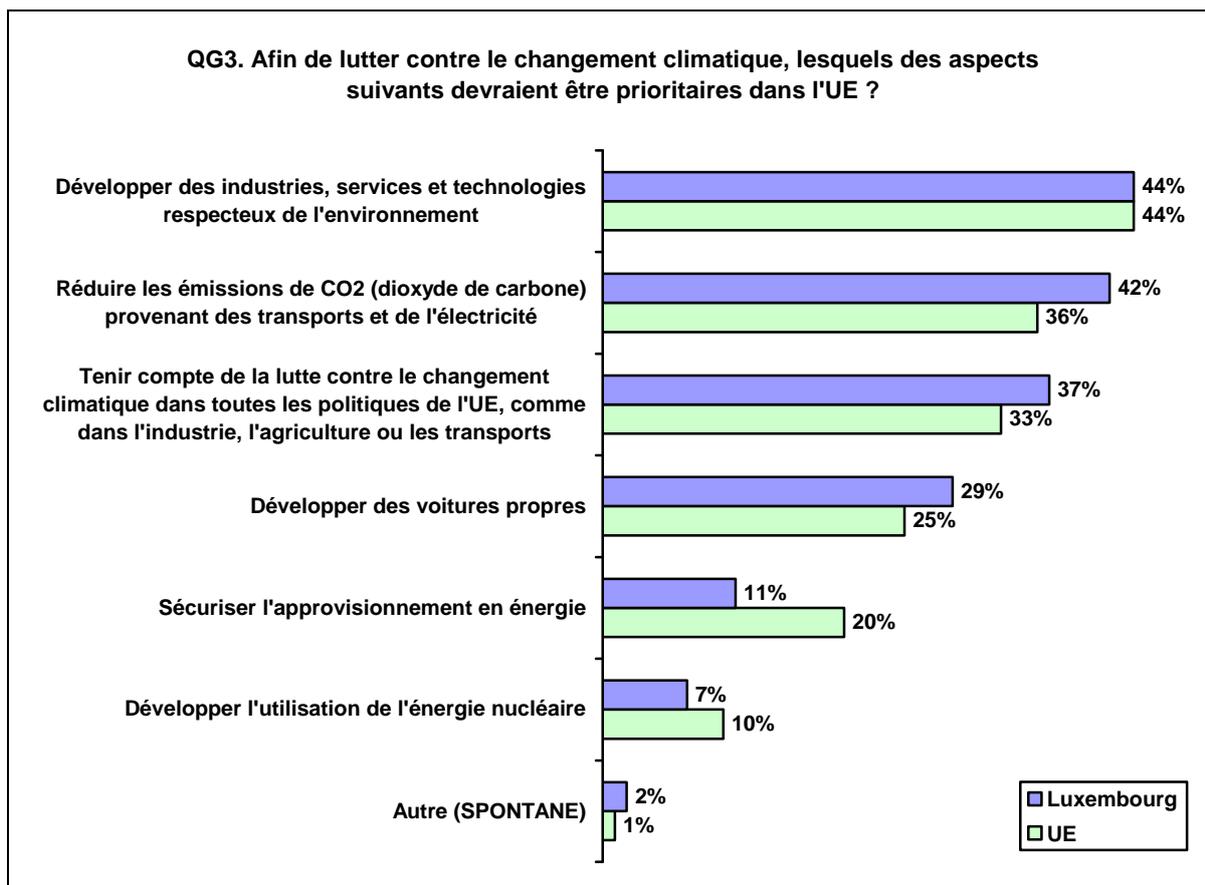


Si 61% des sondés dans la moyenne européenne sont d'avis que *l'Etat intervient trop dans leur vie*, 48% des résidents du Luxembourg le pensent, soit 13 points de moins que pour le premier niveau. La moitié des sondés au Luxembourg (50%) pense donc, au contraire, que l'Etat n'intervient pas trop dans leur vie (UE : 35%). Les chiffres rapportant l'opinion selon laquelle *la croissance économique devrait être une priorité pour le pays, même si elle a des impacts sur l'environnement*, concerne la moitié des sondés au Luxembourg (50%) et 3 points de moins pour la moyenne européenne (47%).

L'avis contraire compte, au Luxembourg, 47% de sondés et 48% dans la moyenne européenne. Ces derniers chiffres sont à mettre en relation avec ceux concernant la protection de l'environnement et ils révèlent que : si les sondés sont davantage catégoriques et prêts à sacrifier la croissance économique, cela n'est pas vrai au sujet de l'environnement. En effet, d'une part, 72% des sondés au Luxembourg estiment que la priorité du pays devrait être celle de *protéger l'environnement, même si cela a un impact sur la croissance économique*, 70% le pensent également dans la moyenne européenne et, d'autre part, moins d'un tiers des sondés au Luxembourg (25%) et dans la moyenne européenne (24%) ne sont *pas d'accord* sur ce fait là. Enfin, 65% des sondés au Luxembourg et 66% dans la moyenne européenne, sont *d'accord* sur l'idée selon laquelle *la libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité*, contre 27% au Luxembourg et 24% dans la moyenne européenne, qui ne sont *pas d'accord* avec cette affirmation.

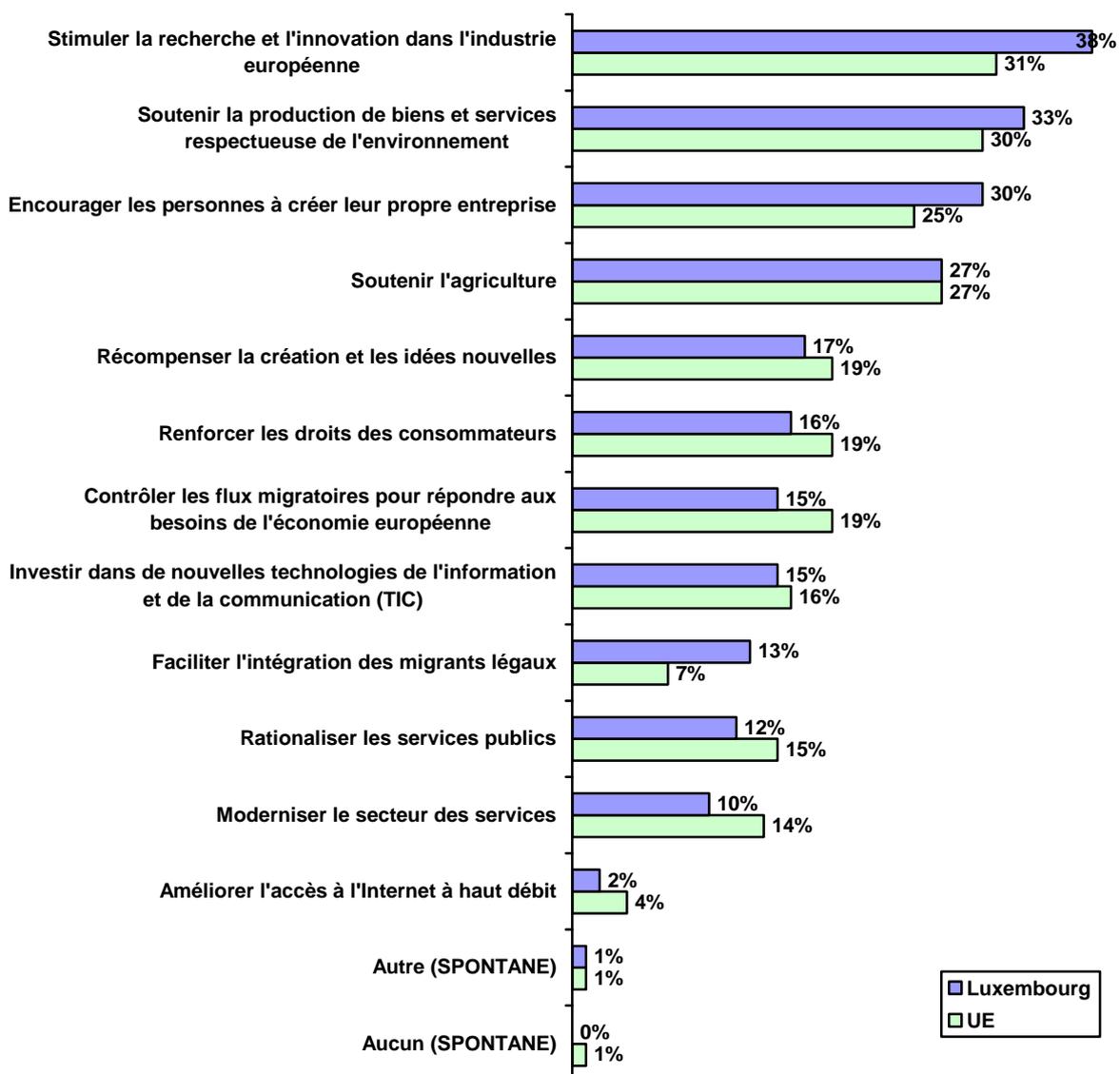


En période de crise, les sondés positionnent *le rétablissement économique* comme étant une des priorités principales de l'UE dans les années à venir. Ainsi, 63% des sondés au Luxembourg le pensent et 69% dans la moyenne européenne. Il est intéressant d'observer qu'en deuxième position, se place *la lutte contre le changement climatique*, qui constitue une priorité pour la moitié des sondés au Luxembourg (50%) et pour 44% des sondés dans la moyenne européenne. En troisième position, *l'aide à l'instauration de la stabilité dans le monde* compte 46% d'adhérents résidents au Luxembourg et 40% selon la moyenne européenne (soit 6 points de moins). La quatrième priorité dégagée selon les sondés au Luxembourg est *le développement de la croissance de manière durable* avec 39% des sondés, et 45% des sondés selon la moyenne européenne (plaçant, de ce fait, cette proposition en deuxième position du classement au niveau européen, avant *la lutte contre le changement climatique*). *L'amélioration des droits des citoyens* est une priorité pour l'UE dans les années à venir pour 36% des sondés au Luxembourg, contre 28% dans la moyenne européenne.



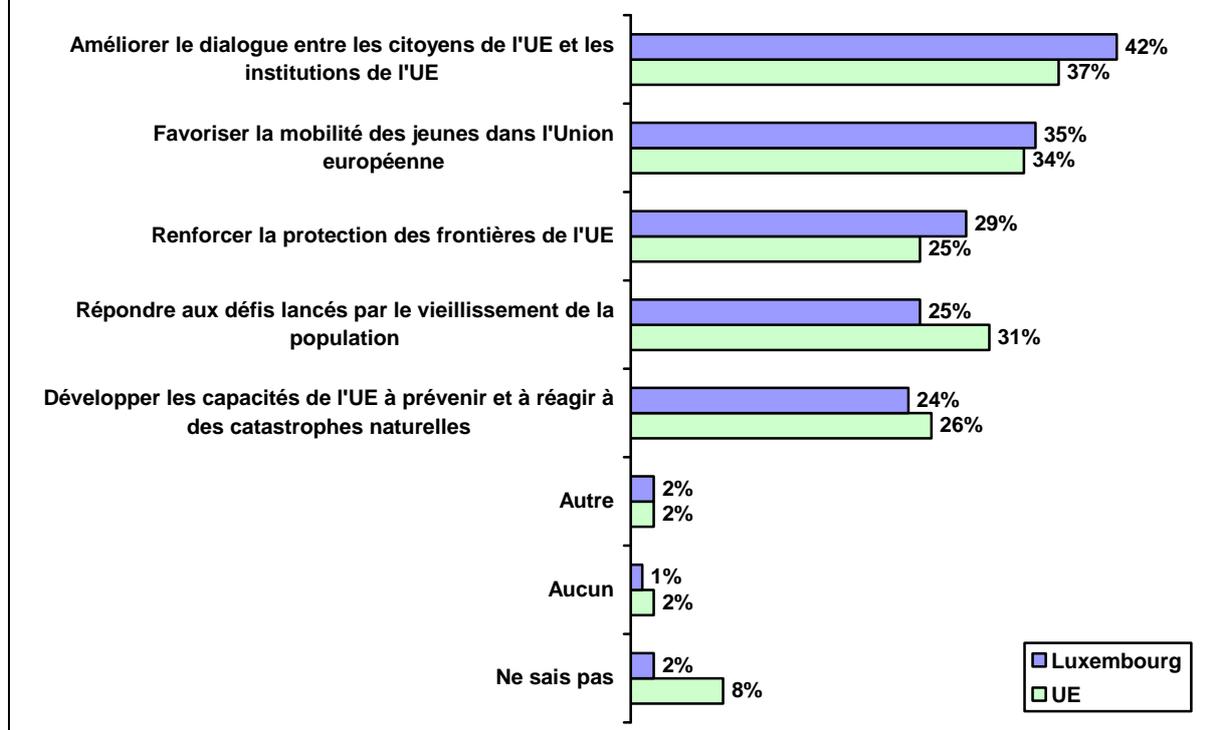
En terme de lutte contre le changement climatique, les sondés au Luxembourg et dans la moyenne européenne s'accordent à hauteur de 44% pour *placer le développement des industries, services et technologies respectueux de l'environnement* en première position des aspects qui, selon eux, devraient être prioritaires dans l'UE. *La réduction des émissions de CO2 provenant des transports et de l'électricité* est un aspect à rendre prioritaire dans l'UE pour 42% des résidents du Luxembourg et pour 36% dans la moyenne européenne. Nous trouvons ensuite, en troisième position, le fait de *tenir compte de la lutte contre le changement climatique dans toutes les politiques de l'UE*, avec 37% des sondés au Luxembourg et 33% dans la moyenne européenne. *Développer des voitures propres* est un aspect qui compte 29% des sondés au Luxembourg et 25% dans la moyenne européenne. Le cinquième aspect à rendre prioritaire, selon les sondés au Luxembourg et selon la moyenne européenne, est de *sécuriser l'approvisionnement en énergie* (LU : 11% ; UE : 20%). Enfin, *développer l'utilisation de l'énergie nucléaire* compte 7% de sondés au Luxembourg estimant que cet aspect devrait être une priorité, contre 10% dans la moyenne européenne.

QG4. Afin de soutenir la croissance d'une manière durable, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'UE ?



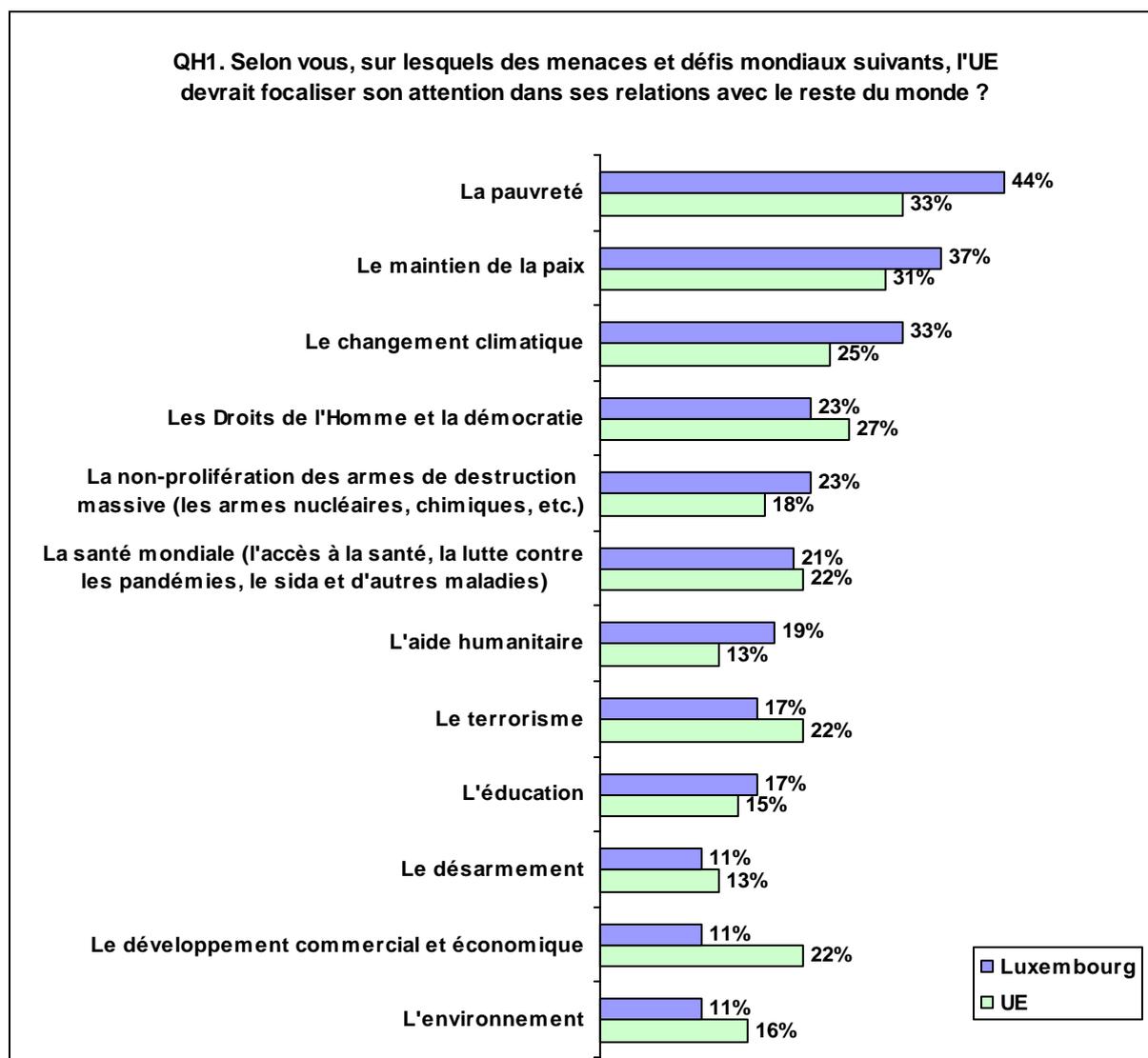
Afin de soutenir la croissance d'une manière durable, les trois aspects qui devraient être rendus prioritaires selon les sondés au Luxembourg sont : avec 38%, de *stimuler la recherche et l'innovation dans l'industrie européenne* (UE : 31%), avec 33%, de *soutenir la production de biens et services respectueuse de l'environnement* (UE : 30%), et avec 30%, d'*encourager les personnes à créer leur propre entreprise* (UE : 25%). Le soutien à l'agriculture arrive, dans la moyenne européenne, en troisième position avec 27% des sondés, devant le fait d'*encourager les personnes à créer leur propre entreprise*. Le taux est le même pour les sondés du Luxembourg pour ce même aspect (27%). Ensuite, *récompenser la création et les idées nouvelles*, compte 17% de sondés au Luxembourg, (UE : 19%), et *renforcer les droits des consommateurs* apparaît comme un aspect à rendre prioritaire pour 16% des sondés au Luxembourg (UE : 19%). *Le contrôle des flux migratoires pour répondre aux besoins de l'économie européenne* enregistre un taux de 15% au Luxembourg et de 19% dans la moyenne européenne ; même position pour *l'investissement dans de nouvelles technologies de l'information et de la communication*, (LU : 15% ; UE : 16%). Les quatre derniers aspects concernent : la *facilitation de l'intégration des migrants légaux* (LU : 13% ; UE : 7%), la *rationalisation des services publics* (LU : 12% ; UE : 15%), la *modernisation du secteur des services* (LU : 10% ; UE : 14%) et enfin, *améliorer l'accès à l'internet à haut débit* (LU : 2% ; UE : 4%).

QG5. Afin d'améliorer les droits des citoyens, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'UE ?



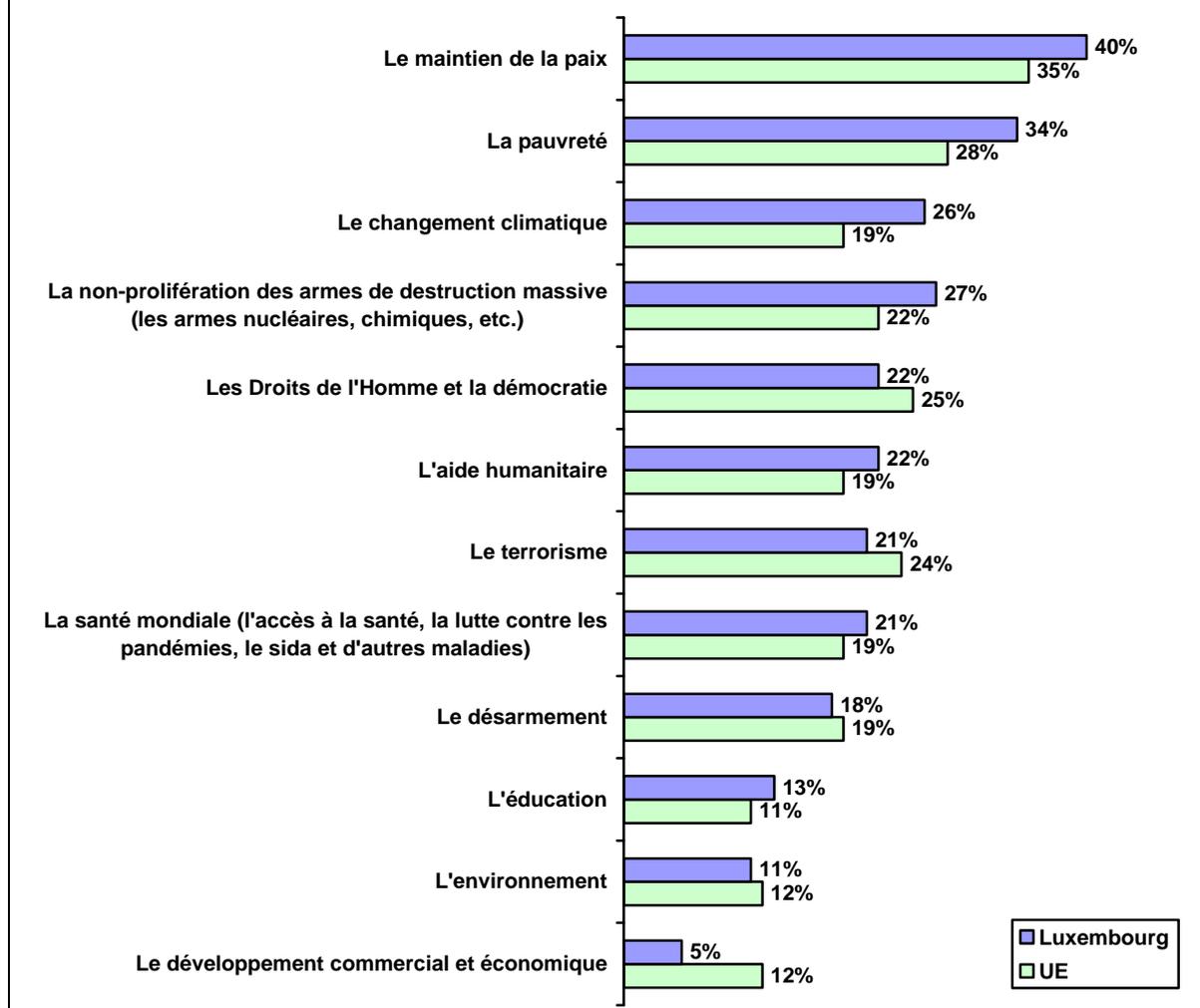
Dans le but d'améliorer les droits des citoyens, les résidents du Luxembourg estiment à hauteur de 42% qu'il faudrait rendre prioritaire, en premier lieu, une *amélioration du dialogue entre les citoyens de l'UE et les institutions de l'UE*, la moyenne européenne pour le même aspect comptant 37% de sondés (5 points de moins). En second lieu, 35% des sondés au Luxembourg citent le fait de *favoriser la mobilité des jeunes dans l'UE* (UE : 34%). En troisième lieu, *le renforcement de la protection des frontières de l'UE* serait un aspect à rendre prioritaire pour 29% des résidents du Luxembourg, contre 25% dans la moyenne européenne. Ensuite, si plus du tiers des sondés est d'avis dans la moyenne européenne que la priorité est de *répondre aux défis lancés par le vieillissement de la population* (31%), seuls 25% des sondés au Luxembourg sont de cet avis (soit, 6 points de moins). Enfin est cité à hauteur de 24% au Luxembourg, le fait de *développer les capacités de l'UE à prévenir et à réagir à des catastrophes naturelles* (UE : 26%).

IV.5. L'Union européenne face aux défis mondiaux



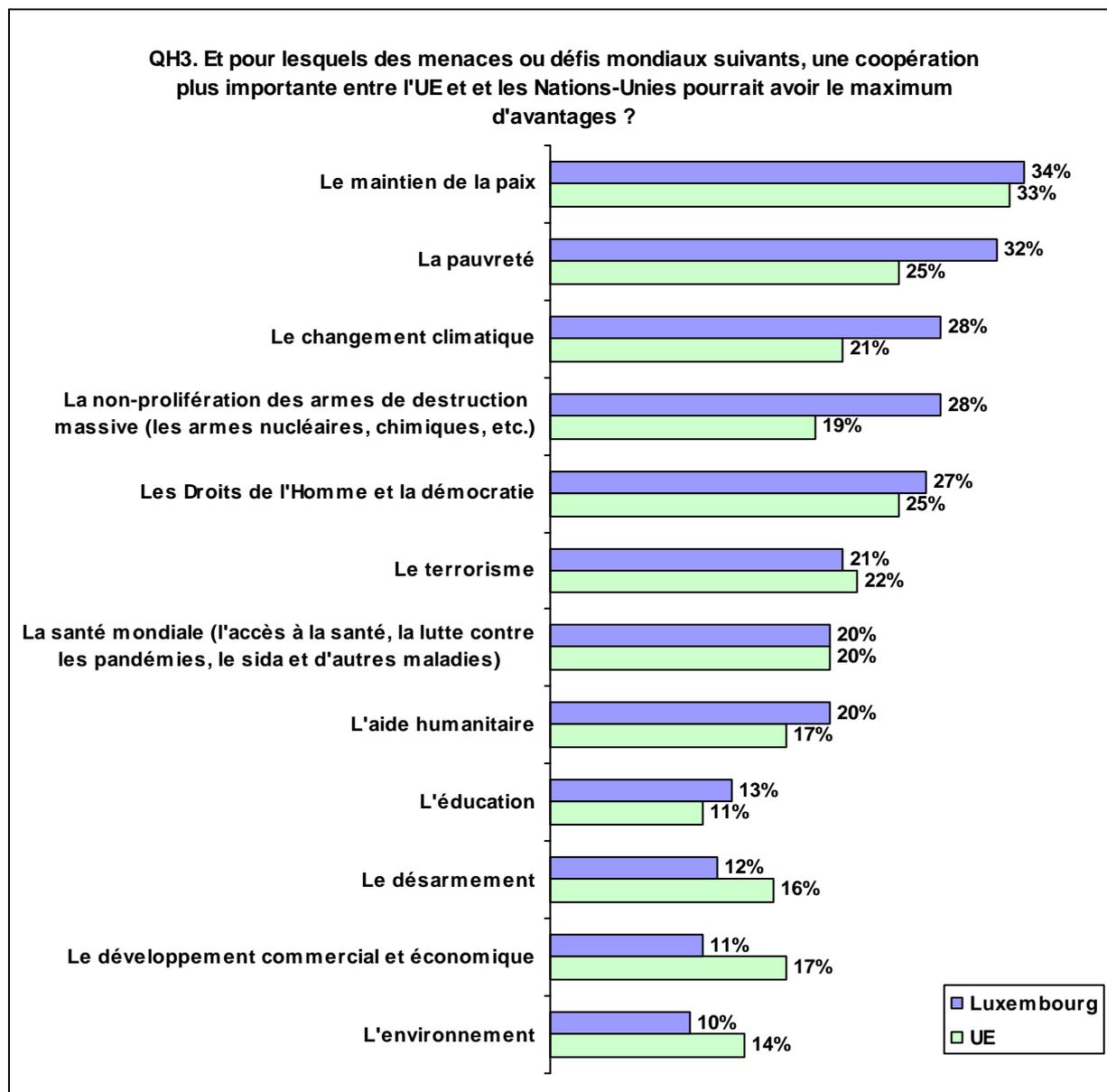
A la question de savoir sur quels menaces et défis mondiaux l'UE devrait focaliser son attention dans ses relations avec le reste du monde, *la pauvreté* apparaît comme importante pour 44% des sondés au Luxembourg et pour 33% dans la moyenne européenne, soit un écart entre les deux niveaux de 11 points. Nous observons, ensuite, que *le maintien de la paix* est un défi important à prendre en compte pour 37% des résidents du Luxembourg et pour 31% dans la moyenne européenne. En troisième position, nous trouvons *le changement climatique* avec un taux de 33% pour le Luxembourg et de 25% dans la moyenne européenne. Un peu plus loin, 23% des sondés au Luxembourg et 27% dans la moyenne européenne pensent que *les Droits de l'Homme et la démocratie* sont un défi important à prendre en compte. Avec le même pourcentage au Luxembourg se positionne la *non-prolifération des armes de destruction massive* (23%), et 18% des sondés dans la moyenne européenne sont aussi de cet avis. Suivent ensuite *la santé mondiale*, importante pour 21% des sondés au niveau du Luxembourg (UE : 22%) et *l'aide humanitaire*, pour 19% des interrogés au Luxembourg (UE : 13%). *Le terrorisme* et *l'éducation* enregistrent chacun un taux de 17% au niveau du Luxembourg et respectivement de 22% et 15% dans la moyenne européenne. Dans les trois dernières positions de notre classement, *le désarmement*, *le développement commercial et économique* et *l'environnement* comptent respectivement 11% de résidents du Luxembourg estimant que l'UE devrait focaliser son attention sur ceux-ci contre respectivement 13%, 22% et 16% des sondés selon la moyenne européenne.

QH2. Selon vous, pour laquelle des menaces ou défis mondiaux suivants, les Nations-Unies devraient avoir un rôle plus important ?



A hauteur de 40%, 34% et de 26%, les sondés au Luxembourg sont d'avis que les Nations-Unies devaient avoir un rôle plus important dans les domaines comme *le maintien de la paix* (UE : 35%), *la pauvreté* (UE : 28%) et *le changement climatique* (UE : 19%). *La non-prolifération des armes de destruction massive* rassemble 27% des sondés au Luxembourg de cet avis (UE : 22%), *les Droits de l'Homme et la démocratie*, ainsi que *l'aide humanitaire*, enregistrent chacun 22% des sondés au niveau national (UE : respectivement 25% et 19%). *Le terrorisme* et *la santé mondiale* comptent chacun 21% de sondés au Luxembourg estimant que, pour ces domaines, les Nations-Unies devaient avoir un rôle plus important, contre respectivement 24% et 19% pour la moyenne européenne. Juste après, *le désarmement* apparaît comme un aspect où les Nations-Unies devraient jouer un rôle plus important (LU : 18% ; UE : 19%).

Finalement, *l'éducation* (13%), *l'environnement* (11%) et plus loin *le développement commercial et économique* (5%) sont des domaines pour lesquels les sondés au Luxembourg se montrent plutôt réservés concernant un rôle plus important à jouer par les Nations-Unies (UE, respectivement : 11%, 12% et 12%).



Concernant les aspects où une coopération plus importante entre l'UE et les Nations-Unies pourrait avoir le maximum d'avantages, nous observons que *le maintien de la paix* (LU : 34% ; UE : 33%), *la pauvreté* (LU: 32% ; UE : 25%) ainsi que *le changement climatique* et *la non-prolifération des armes de destruction massive* (LU : respectivement 28% chacun ; UE : respectivement 21% et 19%), reviennent ici aussi comme étant les aspects obtenant les taux les plus élevés de sondés au Luxembourg pensant qu'une coopération plus importante entre les deux entités serait profitable. Ensuite, *les Droits de l'Homme et la démocratie* rassemblent 27% des sondés au Luxembourg de cet avis (UE : 25%), *le terrorisme* profiterait également de davantage de coopération selon 21% des résidents du Luxembourg (UE : 22%). A hauteur de 20% chacun, les sondés au Luxembourg citent *la santé mondiale* et *l'aide humanitaire* (UE : respectivement 20% et 17%). Par contre, sur des aspects tels que *l'éducation*, *le désarmement*, *le développement commercial et économique* et *l'environnement* sont des aspects moins cités par les sondés du Luxembourg, respectivement 13%, 12%, 11% et 10% (UE : respectivement 11%, 16%, 17% et 14%).

EUROBAROMETRE STANDARD 72 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 23 octobre et le 18 novembre 2009, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 72.4 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Analyse Politique ».

L'EUROBAROMETRE 72.4 est une vague « EUROBAROMETRE STANDARD 72 » et couvre la population de 15 ans et plus – ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne – et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 72 a été conduit également dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté turque chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.006	30/10/2009	17/11/2009	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.008	29/10/2009	09/11/2009	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.056	30/10/2009	13/11/2009	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.006	24/10/2009	17/11/2009	4.503.365
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.514	30/10/2009	15/11/2009	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.002	23/10/2009	16/11/2009	916.000
IE	Irlande	TNS MRBI	1.011	30/10/2009	15/11/2009	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	28/10/2009	15/11/2009	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.020	30/10/2009	17/11/2009	39.059.211
FR	France	TNS Sofres	1.005	28/10/2009	16/11/2009	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.036	30/10/2009	14/11/2009	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	506	26/10/2009	15/11/2009	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.006	30/10/2009	16/11/2009	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.023	27/10/2009	11/11/2009	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILRES	502	27/10/2009	15/11/2009	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.023	29/10/2009	15/11/2009	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	28/10/2009	14/11/2009	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.004	29/10/2009	18/11/2009	13.017.690
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.030	27/10/2009	13/11/2009	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	30/10/2009	15/11/2009	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.025	29/10/2009	15/11/2009	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.021	30/10/2009	11/11/2009	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.015	24/10/2009	15/11/2009	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.040	30/10/2009	15/11/2009	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.018	29/10/2009	18/11/2009	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.032	26/10/2009	15/11/2009	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.322	30/10/2009	17/11/2009	51.081.866
TOTAL UE27			26.731	23/10/2009	18/11/2009	406.557.138
CY(tcc)	Communauté turque chypriote	Kadem	500	02/11/2009	14/11/2009	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	27/10/2009	12/11/2009	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.002	27/10/2009	15/11/2009	52.728.513
MK	Ancienne Rép. Yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.005	27/10/2009	02/11/2009	1.678.404
TOTAL			30.238	23/10/2009	18/11/2009	464.856.681

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points